

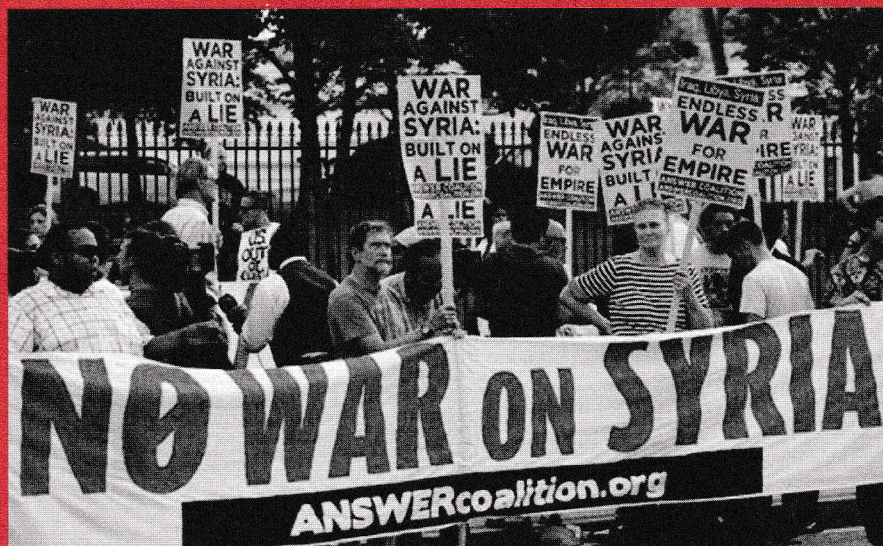
VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



**“La lutte du prolétariat contre la guerre
est la continuation de sa lutte de classe”**

(programme de fondation de la IV^e Internationale, 1938)



Manifestation devant la Maison-Blanche, à Washington, le 31 août 2013.

N° 79

Nouvelle série (n° 685) - septembre 2013 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

SOMMAIRE

- **Notes éditoriales :**
“La lutte du prolétariat contre la guerre est la continuation de sa lutte de classe”
(programme de fondation de la IV^e Internationale, 1938) p. 3
(Par Dominique Ferré)
- **Turquie : rien ne sera plus comme avant** p. 11
(Par Jan Nadir et Sadi Ozansu)
- **Après la réunion du bureau européen de la IV^e Internationale** p. 21
(Par Christel Keiser)
- **Syrie : le Secrétariat unifié franchit un nouveau pas** p. 33
(Par Dominique Ferré)
- **Quarante ans après le coup d’Etat de Pinochet (1973-2013)** p. 39
(Par Misa Boito avec des extraits du rapport présenté par Pierre Lambert au meeting de solidarité avec le peuple chilien, le 21 septembre 1973, à la Mutualité à Paris, et un interview de Luis Mesina)

- **130 ans après sa disparition, pourquoi cet acharnement à travestir ses positions ? Marx et les forces productives** p. 49

(Par Daniel Gluckstein)

- **Le véritable contenu de la politique de la Ligue internationale des travailleurs (LIT)** p. 69

(Par Edison Cardoni)

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Notes éditoriales

“La lutte du prolétariat contre la guerre est la continuation de sa lutte de classe” (programme de fondation de la IV^e Internationale, 1938)

Par Dominique Ferré

Entre le moment où ce numéro de *La Vérité* part à l'imprimerie et le moment où nos lecteurs en disposeront, nul doute que de nouveaux bouleversements de la situation mondiale se seront produits. A l'heure où nous « bouclons » ce numéro, nul ne peut prétendre dire quel va être le cours des événements concernant une intervention impérialiste contre la Syrie, ni sous quelles formes l'impérialisme cherchera à porter de nouveaux coups.

Quels que soient les développements à venir, il revient à notre revue de fournir à ses lecteurs, aux militants ouvriers qui cherchent une issue, les éléments de réflexion indispensables pour comprendre le moment de la lutte des classes internationale, pour pouvoir y agir dans l'intérêt de la classe ouvrière et des nations opprimées.

Réuni les 28, 29 et 30 août 2013, le secrétariat international de la IV^e Internationale a pris les mesures urgentes pour que chacune de ses sections engage le combat sous toutes les formes contre la guerre, en s'attachant à le lier intimement au combat pour la rupture avec l'impérialisme et son système. Le secrétariat international a appelé les sections à opposer partout la mobilisation, sur le terrain du front unique de classe et du front uni anti-impérialiste, à toutes les manœuvres qui prétendent enfermer le combat contre la guerre dans le cadre des « plans de paix » concoctés par les gouvernements impérialistes dans le cadre de la « caverne de brigands » que représente l'ONU.

UNE CRISE QUI SECOUE TOUTES LES FORMES DE DOMINATION POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME

Le secrétariat international a cherché à formuler l'axe sur lequel la IV^e Internationale et ses sections doivent intervenir dans la lutte des classes :

« La succession de coups de théâtre et volte-face (qui n'excluent pas l'intervention directe) auxquels nous assistons à propos de l'intervention d'une coalition impérialiste sous la direction des Etats-Unis en Syrie éclaire, comme jamais, la profondeur de la crise qui secoue toutes les formes de domination politique de l'impérialisme, à commencer par l'impérialisme américain sur lequel elles remontent toutes. (...)

Obama s'est immédiatement heurté à une levée de boucliers, venue du sein de son propre camp (aux Etats-Unis, comme en Grande-Bretagne), le mettant en garde contre les risques immenses d'une intervention entreprise sans objectif politique cohérent. Tout est là ! Difficile de donner une image plus nette de l'ébranlement d'un ordre dont la survie n'est plus assurée que par une extension sans limite des guerres et de la destruction, jusqu'au cœur des forteresses impérialistes, de toutes les conquêtes sociales et politiques de plus de 150 ans d'une lutte de classe acharnée du prolétariat. »

UN ÉBRANLEMENT QUI VIENT CONFIRMER LES CONCLUSIONS DE NOTRE VIII^E CONGRÈS MONDIAL

Le fait marquant des semaines que nous venons de vivre, c'est en effet l'extraordinaire crise qui s'est manifestée à tous les niveaux de l'impérialisme mondial, crise qui se concentre dans celle qui a secoué les sommets de l'impérialisme américain.

Aux déclarations d'Obama annonçant l'imminence d'une intervention armée contre le régime de Bachar el-Assad, accusé (nous y reviendrons) d'utilisation d'armes chimiques, ont succédé des appels à constituer une coalition militaire de pays autour des Etats-Unis.

Une coalition dont pourtant les principaux responsables américains sont incapables de s'accorder sur ses objectifs. Faut-il renverser le régime syrien, comme l'exigent certains, parmi lesquels l'ancien candidat républicain McCain ? Faut-il le « punir », pour reprendre l'expression d'Obama ? Ou, comme le suggère, au nom d'une fraction des sommets américains, le spécialiste militaire Edward Luttwak : « *Une victoire de l'un des deux camps n'est pas souhaitable pour les Etats-Unis.* »

Il faudrait donc « *armer les rebelles quand il apparaît que les forces de Bachar el-Assad ont l'avantage et arrêter d'armer les rebelles quand ils sont sur le point de triompher* » (*International Herald Tribune*, 24 août). C'est-à-dire instaurer en Syrie — et dans toute la région — une guerre permanente de décomposition et de dislocation savamment entretenue (1).

The Observer (Grande-Bretagne) décrit les conséquences que pourrait avoir une telle attaque « *contre un pays déjà en voie d'implosion* » :

« *Balancer quelques missiles dans ce mélange détonant (...) pourrait déclencher une guerre régionale généralisée, qui pourrait durer des décennies.* »

Un approfondissement de la dislocation des nations dans le cadre de la politique de « Grand » et du « Nouveau Moyen-Orient ».

DU PARLEMENT BRITANNIQUE AU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS : CRISE ET CONTRADICTIONS

Mais alors que cinq navires de guerre américains croisaient déjà au large des côtes syriennes, un premier coup de théâtre eut lieu le 29 août lorsque le Parlement britannique refusa, par 285 voix contre 272, l'accord demandé par le Premier ministre Cameron pour un engagement britannique en Syrie. Un résultat incompréhensible si l'on ne comprend pas que le vote « contre » de trente conservateurs et neuf libéraux-démocrates révèle une profonde fracture dans la bourgeoisie britannique, pourtant alliée traditionnelle de Washington. Une fracture qui a pesé plus lourd dans la balance que l'appel à voter « contre » du dirigeant du Labour Party, Ed Miliband, conditionnant son soutien à la guerre à une décision de l'ONU... Ce qui amène le dirigeant conservateur Rifkin, dans le *Times*, à désigner Miliband comme l'un des seuls recours possibles pour Cameron après le camouflet du 29 août, puisque le chef du Labour Party « *a répété plusieurs fois qu'il ne condamnait pas dans l'absolu le recours à une intervention militaire* » !

A la suite de la Grande-Bretagne, pas moins de douze pays, membres de l'OTAN, annoncent leur intention de ne pas participer à la croisade américaine... à l'exception notable du gouvernement « socialiste » Hollande-Ayrault en France.

Mais c'est aux Etats-Unis mêmes que la crise a pris la tournure la plus spectaculaire. Prenant la parole le 31 août dans un rassemblement organisé par la section française de la IV^e Internationale (2), le camarade

(1) Sans même parler de toutes les fuites en avant possibles comme les exercices militaires américano-israéliens de tir de missiles en Méditerranée, ou les déclarations d'officiels israéliens rapportés dans la presse selon lesquels : « *Si Obama hésite sur la Syrie, il est clair qu'il hésitera encore plus sur la question d'attaquer l'Iran. La probabilité qu'Israël devra alors agir seul en est renforcée* » (Reuters).

(2) Le camarade Alan Benjamin prenait la parole au rassemblement organisé, comme chaque année, par la section française de la IV^e Internationale (courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant), en « *hommage à Léon Sedov, Léon Trotsky et à tous les militants ouvriers victimes du stalinisme* ».

Alan Benjamin, responsable de Socialist Organizer, section de la IV^e Internationale aux Etats-Unis d'Amérique, indiquait :

« Cela peut paraître incroyable, mais par exemple, Donald Rumsfeld — celui qui, avec Dick Cheney et George Bush Jr, a inventé tous les mensonges possibles sur la question des “armes de destruction massive” en Irak — a fait hier une déclaration télévisée disant qu'Obama n'a pas avancé d'argument “crédible” pour attaquer la Syrie. C'est l'hôpital qui se moque de la charité ! L'ex-président Jimmy Carter s'est également prononcé contre. Un groupe de 140 congressistes, républicains et démocrates a envoyé une lettre à Obama disant : “On ne peut pas intervenir en Syrie sans au moins un vote du Congrès américain.” »

Une situation inédite, qui allait aboutir le lendemain 31 août au discours d'Obama contredisant tout ce qu'il avait déclaré précédemment, et annonçant son intention de soumettre la décision d'une intervention militaire à un vote du Congrès des Etats-Unis. Le *New York Times* écrit, le lendemain, à propos de cette annonce :

« Les conseillers du président Obama ont été stupéfiés par ce qu'a annoncé leur patron, vendredi à 19 heures, à la veille d'un week-end dont ils pensaient qu'il allait voir s'abattre des missiles sur la Syrie. »

Le *Financial Times* (2 septembre), dans un parallèle avec le Viêt Nam, insiste sur les aspects « incontrôlés » et « incontrôlables » de la situation :

« Tout comme Lyndon Johnson espérait que l'escalade au Viêt Nam lui permettrait de s'en retirer plus rapidement, le président Obama risque de s'engager dans une partie de poker qu'il ne peut contrôler. (...) Il n'y a pas de garanties pour l'inattendu. Pour le meilleur ou pour le pire, Obama joue gros en Syrie. »

C'est dans les conditions d'une crise sans précédent que doit avoir lieu le vote du Congrès américain, au lendemain du sommet du G 20 prévu à Saint-Petersbourg (Russie).

« Au moment où l'effondrement de pans entiers du système fondé sur la propriété privée des moyens de production est en train de franchir une nouvelle étape ; au moment où ses premières secousses frappent (après la Tunisie et

l'Egypte, et sur un autre plan, en Europe) simultanément la Turquie, le Brésil et l'Afrique du Sud... l'impérialisme américain, confronté à la puissance de la nouvelle explosion révolutionnaire en Egypte qui menace de déstabiliser tout son dispositif, est inéluctablement poussé à remettre en cause “l'ajustement stratégique” qu'il avait opéré après son intervention en Irak et à se poser la question d'intervenir directement à la tête d'une coalition impérialiste » (document du secrétariat international, 30 août).

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN CONFRONTÉ À UNE NOUVELLE EXPLOSION RÉVOLUTIONNAIRE EN ÉGYPTE

Pour étayer cette appréciation, il convient de revenir à la fin du mois de juin. En Egypte, où l'impérialisme américain avait, deux ans plus tôt, « sacrifié » son soldat Moubarak, balayé par la révolution, afin de sauver l'essentiel, à savoir le régime appuyé sur l'armée (financée à hauteur de 1,3 milliard de dollars américains chaque année), en lui adjoignant un gouvernement composé de membres de la confrérie des Frères musulmans, le souffle de la révolution a à nouveau bousculé l'ordre contre-révolutionnaire impérialiste dans la région. Par millions et par millions, fin juin, les Egyptiens sont descendus dans les rues pour abattre le régime Morsi.

Nous avons souligné alors que la mobilisation massive de millions et de millions d'Egyptiens ouvrait une nouvelle étape du processus révolutionnaire dans ce pays. Un mouvement qui a mis en branle toutes les couches de la société, des fellahs, des ouvriers, des chômeurs, de la jeunesse. Il ne s'agissait pas d'une mobilisation de « l'opposition », des « révolutionnaires » de la place Tahrir, du « camp laïque » contre les Frères musulmans : c'est le peuple qui a débordé tous les mécanismes mis en place pour, comme ils le disent eux-mêmes, parachever le mouvement qui a chassé Moubarak, lui donnant tout son contenu politique, social et anti-impérialiste.

Or en Egypte,

« le régime est le cadre de subordination à l'impérialisme américain. Le nouveau gouvernement issu de l'accord entre

l'armée et les Frères musulmans, va poursuivre la même politique que Moubarak, et même l'aggraver. Profitant de l'instabilité du pays, le FMI et les Etats-Unis vont exiger d'aller plus avant dans "les réformes économiques". Ils vont exiger de Morsi qu'il fasse ce que n'avait pas osé faire Moubarak : privatisation d'entreprises publiques, ouverture à la concurrence, hausses de prix massives et surtout, fin des subventions sociales et des prix bloqués comme celui du pain » (Lettre de la IV^e Internationale, 6 juillet).

Dévoyant cette mobilisation révolutionnaire, l'armée égyptienne, avec les méthodes les plus brutales héritées du règne de Moubarak, s'est mise au premier plan pour préserver les intérêts impérialistes dans toute la région.

Applaudis par toute une série de forces de « l'opposition » au gouvernement Morsi, les massacres et la répression sanglante qui ont suivi, justifiés par une rhétorique « nationaliste » (qui, de la part de forces armées financées directement par Washington, ne peuvent tromper personne), s'ils semblent viser les Frères musulmans, servent en réalité à imposer une reprise en main générale.

Ainsi, nous indique un correspondant, tandis que l'armée règne par les mesures brutales de l'état d'urgence (et que l'on libère Moubarak), « le 12 août, les ouvriers des usines métallurgiques d'Etat de Suez se sont mis en grève (...). Les blindés de l'armée et les forces anti-émeute ont assiégé l'usine et arrêté deux responsables grévistes. »

Au même moment, « Kamal Abou-Aïta (président de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants [EFITU] jusqu'à sa nomination dans le gouvernement mis en place par l'armée) a déclaré que "les travailleurs qui furent les champions des grèves sous le régime précédent devraient désormais être les champions de la production" » (3).

LE PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE EN ÉGYPTES S'INSCRIT DANS UNE VAGUE MONDIALE

Malgré le coup d'Etat militaire, le processus révolutionnaire en Egypte s'inscrit dans

une vague mondiale, de façon concomitante à la mobilisation massive de millions en Turquie contre le gouvernement inféodé aux Etats-Unis, qui joue un rôle majeur en Syrie (4), mais aussi à la mobilisation au Brésil, dans un autre rapport, et qui conduit la Centrale unique des travailleurs (CUT) à appeler à la grève le 11 juillet (5).

C'est, en Europe, la mobilisation des enseignants au Portugal qui a fait reculer le gouvernement, en accentuant la crise de l'Union européenne, qui se répercute dans chacun des gouvernements. Malgré la politique des appareils, la résistance des masses se dresse contre les plans de la troïka, de la Grèce à la Bulgarie, de l'Italie à la France, etc. D'où l'importance des élections du 22 septembre en Allemagne qui ont pour enjeu la constitution d'une « grande coalition » intégrant le SPD (*on lira dans ce numéro l'article consacré aux développements en Europe*).

C'est, en Azanie (Afrique du sud), plus d'un an après le massacre de Marikana et la grève de 100 000 mineurs noirs contre les multinationales et le gouvernement tripartite (ANC-COSATU-Parti communiste), la poursuite des grèves dans les mines, dans l'automobile... qui, comme le rappellent nos camarades du Socialist Party of Azania (SOPA), se dressent contre le maintien de la domination capitaliste garanti par les accords de Kempton Park en 1994, qui sont la négation de la souveraineté de la majorité noire.

C'est précisément au moment où cette nouvelle vague de la révolution mondiale s'exprimait avec force en Egypte que l'impérialisme américain a cherché à « internationaliser » la guerre en Syrie.

(3) Des déclarations qui ne sont pas sans rappeler le « produire d'abord, revendiquer ensuite » et « la grève, c'est l'arme des trusts », au nom desquelles les dirigeants stalinien français, Thorez et Cie, s'opposèrent à la vague révolutionnaire de 1945 qui suivit la défaite du fascisme.

(4) On lira dans ce numéro l'article consacré à la situation en Turquie.

(5) A ce sujet, signalons à nos lecteurs que se tiendra, les 7 et 8 septembre, la conférence nationale du courant O Trabalho du Parti des travailleurs du Brésil, section brésilienne de la IV^e Internationale, qui reviendra sur la place des militants trotskystes dans ces événements, pour la défense du mouvement ouvrier organisé et contre les tentatives de l'expulser du mouvement de la jeunesse. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

Bien entendu, l'internationalisation de cette guerre n'est pas nouvelle. Comme cela fut rappelé dans la discussion du secrétariat international :

« La guerre qui ravage la Syrie depuis plus de deux ans n'est pas une "guerre civile" au sens propre du terme, mettant face à face le régime et son armée et une opposition armée. C'est un conflit qui est depuis le début entretenu par l'ingérence de forces étrangères liées à l'impérialisme américain — tout en ayant leurs intérêts particuliers — parmi lesquelles le Qatar et l'Arabie Saoudite, mais au premier chef le gouvernement Erdogan en Turquie. Un conflit qui a déjà été exporté sur le territoire libanais. (...) Les livraisons d'armes et le financement des groupes armés qui combattent le régime n'ont pas cessés depuis le début du conflit » (6).

Pendant toute cette période, le gouvernement américain a multiplié les déclarations contradictoires concernant une éventuelle intervention directe dans les affaires syriennes. Mais lorsque les événements d'Égypte ont ébranlé l'ensemble du dispositif américain dans la région, des secteurs dirigeants de l'impérialisme américain ont commencé à engager sérieusement les préparatifs d'une intervention.

Le prétexte — car, comme en Irak il y a dix ans, il fallait couvrir cette intervention d'un prétexte « humanitaire » — fut trouvé avec l'utilisation d'armes chimiques dans un quartier de Damas, la Ghouta, au mois d'août, immédiatement imputée au régime syrien par les principaux gouvernements impérialistes (Obama, Cameron, Hollande, etc.).

“LES ÉTATS-UNIS N'ONT AUCUN DROIT POUR INTERVENIR”

Compte tenu de la réserve de la Russie et de la Chine sur ces accusations, une commission d'enquête de l'ONU fut envoyée sur place. Au moment où nous écrivons, les conclusions de cette commission — qui a quitté la Syrie — ne sont pas connues. D'ailleurs, les gouvernements américain et français ont d'ores et déjà rendu publiques « leurs » propres prétendues preuves de la responsabilité du régime. Cependant, disons clairement que si cette

commission de l'ONU en arrivait à la même conclusion, cela ne changerait rien à l'affaire.

A l'inverse de ceux qui prétendent que l'ingérence impérialiste est acceptable lorsqu'elle reçoit l'aval de l'ONU (comme certains partis « communistes »), rappelons que l'ONU, constituée en 1945 comme le cadre de l'accord contre-révolutionnaire entre la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme américain, mérite la même caractérisation que Lénine faisait de son ancêtre, la Société des nations (SDN) : un « repaire de brigands » ! De la première guerre contre l'Irak (1991) et l'embargo assasin qui s'ensuivit, au plan de partition de la Palestine de 1947-1948 expulsant le peuple palestinien de ses terres, à l'occupation d'Haïti par les troupes de la Minustah sous commandement brésilien, les exemples ne manquent pas pour étayer la justesse de la caractérisation de Lénine !

Le « prétexte » invoqué, que les « experts » de l'ONU le reprennent à leur compte ou pas, a été balayé, à juste titre, par les militants et responsables ouvriers des Etats-Unis regroupés dans la coalition Labor Fightback Network. Dans une déclaration datée du 29 août, intitulée : « *Pourquoi le mouvement ouvrier doit s'opposer à une intervention militaire des Etats-Unis contre la Syrie* », et qui circule largement à la veille du Congrès national de la centrale syndicale AFL-CIO, ils affirment :

« Après tout, le gouvernement américain a détruit l'Irak (...) sur la base d'un

(6) Signalons qu'au même moment, dans le prolongement des interventions impérialistes en Libye et au Mali, les tentatives d'ingérence et d'intervention étrangères contre la souveraineté de l'Algérie sont toujours à l'ordre du jour, comme l'a dénoncé à juste titre le meeting internationaliste de 3 000 travailleurs et jeunes réuni à Alger, le 28 juin, à l'initiative commune de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et du Parti des travailleurs d'Algérie, avec la participation de militants et responsables des Etats-Unis, d'Haïti, de France, de l'Etat espagnol, de Turquie, du Pakistan, etc., meeting soutenu par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Depuis, l'intervention du MNLA (qui, prétendant parler au nom des Touaregs, avait proclamé la sécession du Nord-Mali il y a six mois) au sujet de troubles dans le sud algérien n'a fait que confirmer les craintes d'ingérence.

mensonge selon lequel Saddam Hussein aurait possédé des armes de destruction massive. Et c'est arrivé après que les Etats-Unis ont soutenu l'utilisation, par l'Irak, d'armes chimiques contre l'Iran dans les années 1980. L'indignation de Washington est vraiment sélective. (...) Les Etats-Unis n'ont aucun droit pour intervenir et dicter les cours des événements dans d'autres pays. (...)

Le Viêt Nam est un exemple classique où une telle guerre a été menée avec une perte énorme en sang humain et moyens financiers, tandis que les fauteurs de guerre ont subi une cinglante défaite. Le mouvement ouvrier doit être inconditionnellement contre toute agression militaire menée par le gouvernement américain — le seul gouvernement au monde à avoir utilisé des armes atomiques et plus tard l'agent orange au Viêt Nam, et de l'uranium appauvri en Irak. »

Le fait qu'un tel appel émane d'un large regroupement de militants et de responsables du mouvement syndical américain, et qu'il rencontre un écho important ne doit rien au hasard.

La guerre de terreur contre les peuples et la dislocation des nations n'est pas, pour l'impérialisme, seulement une réponse aux soulèvements en Egypte, en Turquie, etc. Elle est tout autant une réponse à la formidable résistance de la classe ouvrière qui, sur le continent européen comme au cœur même des Etats-Unis, cherche à se saisir de ses organisations pour s'opposer aux plans destructeurs des gouvernements (et des institutions supranationales telles que l'Union européenne, etc.) au service du capital.

AUX ÉTATS-UNIS : SOIT DETROIT, SOIT CHICAGO

Aux Etats-Unis, comme le rappelait le camarade Alan Benjamin au nom de Socialist Organizer :

« Il dirais que l'alternative aux Etats-Unis, c'est ou la voie de la destruction de la ville de Detroit, ou la perspective de la lutte de classe comme la grève des enseignants de Chicago. Fin juillet, Detroit, qui a été la quatrième ville des Etats-Unis et le berceau du mouvement ouvrier syndical moderne, de l'UAW et de l'automobile, a été mise en faillite selon l'article 9 du

Code des impôts. C'est la plus grande déclaration de faillite municipale de l'histoire des Etats-Unis.

Obama, avec le soutien ouvert de la direction de l'AFL-CIO et de la fédération de l'automobile UAW, a versé 90 milliards de dollars en fonds de renflouement à General Motors et Chrysler, et a exigé en échange que les syndicats acceptent le gel des salaires, les pertes d'emploi, la diminution de 50 % des salaires, (...) ainsi que l'interdiction du droit de grève. Tout cela a été accepté. (...)

Le syndicat des enseignants de Chicago, lui, a fait autre chose : une grève qui (...) a renoué avec les meilleures traditions de lutte de classe de la puissante classe ouvrière des Etats-Unis. Ils se sont mis en grève contre la politique d'Obama, menée par le maire, Rahm Emanuel, qui a été bras droit d'Obama lors de son premier mandat. Cette politique de privatisation des écoles a reçu le soutien des appareils politiques.

La grève a éclaté le 10 septembre 2010, au moment de la campagne électorale, et les dirigeants des syndicats ont expliqué partout : "Arrêtez, il faut mettre de côté toutes les revendications, pour faire un lobbying pour les démocrates, sinon les républicains vont passer." Mais le syndicat a organisé des assemblées quotidiennes de 800 délégués, représentant les 800 écoles, et ils ont dit : "On va à la grève, parce que, pour les intérêts des travailleurs, c'est la seule voie pour gagner." (...) Et c'est comme ça qu'ils ont gagné. Les patrons, Obama et le maire ont dû reculer. Les enseignants et leur syndicat ont montré la voie par leur méthode, leur ténacité. »

Une intense lutte de classe, malgré les tentatives des sommets des appareils de la bloquer, dans laquelle s'insère la question nationale noire. Alan Benjamin a souligné en effet l'importance de ce qui s'est exprimé à Washington ce 24 août 2013 pour le cinquantième anniversaire de la « Marche sur Washington » de 1963 :

« Il y a une semaine exactement, nous étions à Washington. Il y avait deux cent mille personnes dans la rue pour commémorer la marche de Martin Luther King il y a cinquante ans, mais surtout, pour dire que les droits du peuple noir, de la classe ouvrière noire, comme de toute la classe ouvrière, sont plus menacés et attaqués aujourd'hui que jamais.

(...) Le 24 août à Washington, les orateurs, les dirigeants syndicaux, les diri-

geants du mouvement noir et beaucoup d'élus démocrates étaient là. Y compris Nancy Pelosi, qui vient de dire : "Il faut aller bombarder la Syrie." Elle avait dit la même chose sur l'Irak, sur la Libye, et elle le dira demain sur l'Iran, parce que c'est son rôle. Aucun d'entre eux, à l'exception de Jesse Jackson qui l'a soulevé de façon très timide, n'a abordé la question de la guerre.

Mais il y avait les 200 000 manifestants, en majorité des Noirs, qui étaient là par dizaines de milliers pour dire non à la politique d'Obama. On l'a vu, si on était dans la manifestation ou en regardant la télévision, il y avait toute une série de pancartes rédigées à la main par les jeunes Noirs (...), et les pancartes reproduisaient la phrase célèbre de Martin Luther King qui disait : "Notre gouvernement est le plus grand fauteur de violence dans le monde aujourd'hui." »

LA RESPONSABILITÉ DE CETTE SITUATION TRAGIQUE INCOMBE ENTIÈREMENT AUX DIRECTIONS DE LA CLASSE OUVRIÈRE

A Detroit, Chicago et Washington, le choc entre la volonté des masses — se saisissant de leurs organisations — et la politique des dirigeants liés au régime de la propriété privée des moyens de production nous ramène aux questions fondamentales du programme de la IV^e Internationale. Le secrétariat national soulignait :

« Pour la IV^e Internationale, la responsabilité de la situation tragique dans laquelle se débat l'humanité incombe entièrement aux directions de la classe ouvrière qui s'acharnent à préserver le système de la propriété privée des moyens de production et à garantir la survie des gouvernements et des régimes qui en sont les représentants, en entravant les développements de la lutte des classes.

Il découle de l'analyse que fait la IV^e Internationale de la crise du système (...) que toutes les conditions sont en train de se réaliser — certes, au prix de lourds sacrifices pour l'humanité — pour que les coups des masses, surmontant la division et se saisissant de leurs organisations de classe, soient enfin dirigés par le biais d'une audacieuse politique de

front unique ouvrier et de front uni anti-impérialiste, contre le pouvoir des capitalistes, ouvrant la voie au socialisme qui les expropriera.

Des brèches immenses s'ouvrent devant nous, au sein des Etats bourgeois en crise, au sein de toutes les représentations politiques de toutes les classes (incluant les directions des partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie).

La IV^e Internationale dispose du capital politique lui permettant, sur tous les continents, d'aider les masses à élargir ces brèches pour poser la question de leur pouvoir. »

Il convient, à ce propos, de souligner la place particulière occupée dans cette affaire par l'impérialisme français et du gouvernement de « gauche » au pouvoir à Paris.

Est-ce un hasard si le seul gouvernement qui, avec zèle, défend et revendique sa participation à la croisade américaine est le gouvernement Hollande-Ayrault, malgré la crise des bourgeoisies britannique, américaine... et de la bourgeoisie française elle-même ?

Non, aucun hasard : sans les appareils contre-révolutionnaires, la bourgeoisie en crise serait, seule, incapable d'imposer sa politique de destruction.

Ainsi, différents chefs de partis de la bourgeoisie française se sont soit ouvertement opposés à une participation française à l'intervention en Syrie, soit demandent un vote du Parlement. Ce que refuse, au moment où nous écrivons, le « socialiste » Hollande devenu le gardien de la Constitution bonapartiste de la V^e République instaurée par de Gaulle en 1958 qui prévoit que seul le président-Bonaparte, « chef des armées », peut décider de déclarer la guerre.

UNE GUERRE EN SYRIE, "EN PLEIN DOSSIER DES RETRAITES, C'EST INESPÉRÉ !" (UN DIRIGEANT DU PARTI "SOCIALISTE" EN FRANCE)

Ce gouvernement, qui applique toutes les exigences de l'Union européenne et

des capitalistes, qui était hier en pointe dans l'intervention impérialiste au Mali... n'a cependant pas réussi à imposer le carcan corporatiste aux organisations syndicales. D'où les propos cyniques, rapportés par le journal *Le Monde*, d'un haut dirigeant du Parti « socialiste » :

« En plein dossier des retraites, c'est inespéré ! Il sera difficile d'organiser un mouvement contre la réforme si l'opinion se concentre sur les frappes en Syrie » (7).

Mais ces mêmes dirigeants « socialistes », engagés dans une surenchère guerrière... furent pris au dépourvu par le discours d'Obama du 31 août annonçant un vote du Congrès, amenant un journaliste à ironiser : « *Le Parlement va voter, sur la Syrie... mais c'est le Parlement américain.* »

Un facteur d'accentuation de la crise du gouvernement Hollande, isolé au plan international, tandis que la population rejette massivement la participation française à l'intervention, comme les mesures antisociales qu'on veut lui imposer.

Dans ces conditions, le Parti ouvrier indépendant (POI), que construisent des militants de toutes origines du mouvement ouvrier, parmi lesquels les militants de la section française de la IV^e Internationale, a diffusé largement une lettre « *aux organisations ouvrières et démocratiques qui se sont prononcées contre l'intervention militaire en Syrie* » qui déclare :

« En France, imperturbablement, Hollande réaffirme sa détermination à participer à l'agression militaire américaine contre la Syrie, bien que les voix se multiplient, de tous bords, pour refuser cette agression.

Tout l'indique : dans notre pays, comme aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne, etc., la population dans sa grande majorité rejette la marche à la guerre. Rien ne saurait légitimer cette agression contre le peuple syrien, ni les décisions de Hollande, ni la discussion au Parlement, ni les décisions de l'ONU. (...) Ne revient-il pas d'urgence de prendre toutes les initiatives permettant aux travailleurs, militants et jeunes de se rassembler pour faire entendre d'une voix puissante, massive et unie l'exigence : "Non à la guerre ! Non à l'intervention militaire en Syrie ! Ni Hollande, ni ce Parlement, ni l'ONU ne peuvent prétendre engager notre pays

dans la guerre !" Nous vous proposons une rencontre d'urgence entre nos organisations dans la journée de lundi (2 septembre) afin de nous accorder sur les conditions d'une telle initiative. »

Sans nul doute, dans les semaines à venir, l'impérialisme poursuivra sa politique barbare, quelle qu'en soit la forme. Cependant, dans une telle situation, les militants de toutes tendances du mouvement ouvrier, dans chaque pays, qui considèrent à juste titre que le mouvement ouvrier doit occuper toute la place qui devrait être la sienne dans le combat contre la guerre et l'exploitation, peuvent compter sur la IV^e Internationale.

Ses fondateurs, il y a soixante-quinze ans, adoptaient un programme qu'ils décidaient de soumettre à la discussion et au débat de toutes les organisations internationales et nationales se réclamant de la classe ouvrière.

Un programme qui affirme notamment :

« La guerre impérialiste est la continuation et l'exacerbation de la politique de pillage de la bourgeoisie ; la lutte du prolétariat contre la guerre est la continuation et l'exacerbation de sa lutte de classe. (...) Le principe fondamental de cette lutte sera : "L'ennemi principal est dans notre propre pays", ou : "La défaite de notre propre gouvernement (impérialiste) est le moindre mal."

Mais tous les pays du monde ne sont pas des pays impérialistes. Au contraire, la majorité des pays sont les victimes de l'impérialisme. (...) Le devoir du prolétariat international sera d'aider les pays opprimés en guerre contre les oppresseurs. »

Dominique Ferré

(7) Quant au Parti « communiste », composante du « Front de gauche », sa ligne est résumée ainsi par *L'Humanité* (2 septembre) : « *Comment décréter la guerre ou la paix pourrait-il être l'apanage d'un homme seul au XXI^e siècle ? Au moins François Mitterrand s'était-il soumis au vote du Parlement avant de faire parler les armes lors de la première guerre d'Irak en 1991.* » Le vote de 1991 conférerait-il une quelconque légitimité à l'agression contre le peuple irakien ?

Turquie : rien ne sera plus comme avant

Par Jan Nadir et Sadi Ozansu

Les trois semaines de grandes manifestations qui ont secoué la Turquie durant le mois de juin passeront sans doute dans l'histoire comme le plus puissant mouvement d'un peuple depuis la constitution de la République turque en 1923 (*voir encadré*).

Le 29 octobre 1923, la République de Turquie est proclamée. Mustapha Kemal Atatürk est élu président. La constitution de la République turque est le résultat de la guerre d'indépendance menée par les Turcs dirigés par Mustapha Kemal contre l'occupation et le partage de l'ancien territoire ottoman par les alliés de la Première Guerre mondiale, notamment les impérialismes français et britannique. Le mouvement nationaliste dirigé par Mustapha Kemal Atatürk avait défini en juin 1919 ses objectifs politiques : établir une nation turque, républicaine et laïque, c'est-à-dire abolissant le sultanat, et indépendante des puissances impérialistes qui, dans le traité de Sèvres de 1922, se partageaient les dépouilles de l'Empire ottoman (manifeste de Amasya). Atatürk réussit à faire abroger le traité de Sèvres et à imposer un nouveau traité aux impérialistes, le traité de Lausanne, le 24 juillet 1923, qui reconnaît la nation turque et qui ouvre la voie à la proclamation de la République. Deux ans auparavant, le gouvernement provisoire de Mustapha Kemal signait un traité avec le gouvernement bolchevique, le traité de Kars (1921), dans lequel la Russie soviétique reconnaissait les contours de la nouvelle nation turque en constitution et signait un accord d'amitié pour chasser l'impérialisme anglais des réserves pétrolières de Bakou.

Le kémalisme, suivant la voie de l'İttihad ve Terakki (Ordre et Progrès) — organisation révolutionnaire bourgeoise illégale, fondée sous l'Etat ottoman, composée de groupes turc, arménien, grec, juif et bulgare qui avaient dirigé la révolution démocratique bourgeoise de 1908 — a comme modèle la France des Lumières. Il donne à l'armée le caractère de pilier de la nation. Il établit l'école gratuite, laïque, obligatoire. Il instaure la neutralité politique étrangère, l'égalité des hommes et des femmes dans le Code civil, le mariage civil obligatoire, l'interdiction de la polygamie, de la répudiation, du port du voile à l'école, la scolarité obligatoire pour les filles, l'embauche des femmes dans l'administration et les pleins droits électoraux en 1934.

L'islam cesse d'être religion d'Etat, la laïcité est inscrite dans la Constitution et l'Etat contrôle les entreprises stratégiques. Parallèlement, la minorité kurde n'est pas reconnue. Dans les premières déclarations, on définit la Turquie comme la patrie des Turcs et des Kurdes, mais ensuite, les Kurdes sont qualifiés de « Turcs des montagnes ». Les révoltes kurdes sont sévèrement réprimées.

Au point de départ, le kémalisme constitue un parti unique. L'actuel Parti populaire républicain (CHP) est l'héritier de ce parti.

CE N'EST PAS LE MOUVEMENT GEZY, MAIS UNE INSURRECTION POPULAIRE

Le point de départ de ces grandes manifestations peut paraître mineur : contre le démantèlement du parc Gezy sur la place Taksim dans l'objectif de construire un centre commercial. Mais il ne faut pas oublier que la place Taksim est le centre de l'Istanbul européen et que c'est l'endroit traditionnel des manifestations de la classe ouvrière.

Le gouvernement de l'AKP (Parti islamiste de type modéré au pouvoir) et la mairie d'Istanbul dirigée par le même parti essayent depuis des années de transformer cette place pour empêcher qu'elle soit un centre de rassemblement ouvrier et populaire.

En 1977, une manifestation ouvrière, réprimée violemment par la police, a provoqué trente-sept morts. Donc les manifestations du 1^{er} Mai célèbrent toujours cet événement. Le 1^{er} mai 2013, le gouvernement a interdit la manifestation du 1^{er} Mai.

Depuis des mois, le gouvernement ne cesse de prendre des mesures répressives qui touchent la vie quotidienne de la population, mettant en cause notamment les traditions laïques du pays. Ainsi, quand le lundi 27 mai 2013 un rassemblement pour la défense du parc Gezy a été violemment réprimé par la police, cela a provoqué la réaction d'une grande partie de la population d'Istanbul, notamment de la jeunesse.

Le 1^{er} juin, un million de personnes se sont rassemblées sur la place et aux alentours, opérant la jonction avec la population de la partie Est d'Istanbul qui a traversé massivement le pont qui divise la ville.

Pendant trois semaines, jusqu'au 20 juin, les manifestations et occupations de la place se sont poursuivies, le mouvement a pris un caractère national. Des manifestations de masse se sont déroulées dans 77 des 85 grandes villes du pays, y compris dans les villes kurdes, même si dans ces villes les manifestations ont été moins importantes. Nous y reviendrons.

Même si les manifestations ont commencé à partir de la protestation contre le démantèlement du parc, elles ont pris très vite un caractère beaucoup plus politique. Après quelques jours, le mot d'ordre qui rassemblait l'ensemble des manifestants était l'exigence du départ d'Erdogan : « *Tayyip, démissionne !* » (Tayyip Istifa !).

Ainsi, pour une bonne partie de la population, ce qui était en cause, c'est le régime mis en place par le parti islamiste, qui a essayé depuis son élection en 2002 de changer de fond en comble les institutions de l'Etat turc, notamment les traditions laïques.

ONZE ANNÉES DE GOUVERNEMENT DE L'AKP

L'AKP est la continuité, du point de vue de la pensée politique, des partis islamistes qui existaient auparavant et représente politiquement un parti qui, au nom de l'islamisme, tente de mettre en place un projet politique au service direct de la bourgeoisie compradore turque en défendant les intérêts des grandes multinationales, et qui, au niveau politique, s'aligne directement sur l'administration américaine.

L'arrivée au pouvoir de l'AKP s'explique par le caractère extrêmement corrompu du parti traditionnel kémaliste au pouvoir jusque-là, le Parti populaire républicain (CHP). Ainsi, lors des dernières élections de 2008, l'AKP a recueilli 49 % des voix, le CHP 25 %, le Parti de l'action nationaliste (MHP) (1) 15 % et le Parti de la démocratie et de la paix (BDP, qui se réclame des intérêts du peuple kurde) 8 %.

En l'absence d'un parti ouvrier de masse, l'AKP a réussi à rassembler les voix d'une bonne partie des travailleurs et

(1) MHP : parti fondé en 1969 par le colonel Turkes, soutenu directement par la CIA et responsable, avant le coup d'Etat militaire de 1980, du meurtre de plus de 3 000 syndicalistes, journalistes et étudiants de tendances de gauche. Ce parti ressemblait à l'Alliance anticommuniste argentine (« Triple A »).

des opprimés de la société par un discours contre la corruption et la remise en cause du pouvoir incontrôlé de l'armée.

Pendant ces onze années, l'AKP a engagé toute une série de réformes économiques, notamment la privatisation des entreprises stratégiques, des raffineries de pétrole, de la régie des tabacs, du réseau ferroviaire, des autoroutes et des communications, en grande partie des systèmes de santé et d'éducation, ainsi que la libéralisation des terres, des forêts et des cours d'eau.

Selon une étude du journal du capitalisme international *Forbes*, le nombre de milliardaires en dollars, qui n'était que de quatre en 2002 (à l'arrivée au pouvoir d'Erdogan), est aujourd'hui de quarante et un (même accroissement au Brésil ou en Inde, sans parler, bien sûr, de l'accroissement record des milliardaires en Russie et surtout en Chine).

Par ailleurs, Erdogan affirme avec fierté que les derniers versements de la dette externe ont déjà été effectués au FMI (25 milliards de dollars) alors que la Turquie s'est endettée de plus de 400 milliards de dollars (ce qui est en soi un record) vis-à-vis des autres institutions financières depuis son accession au pouvoir.

En mars 2003, les armées américaines, au début de la deuxième guerre du Golfe, ont voulu traverser la frontière turco-irakienne pour attaquer les armées de Saddam Hussein. Mais ce passage des forces armées américaines vers l'Irak ne s'est pas réalisé, car l'état-major de l'armée turque a refusé, tout comme le Parlement, pourtant à majorité AKP, et malgré les pressions déployées par Erdogan. Les Américains ont été obligés d'attaquer l'Irak par le golfe Persique, ce qui leur a coûté beaucoup plus cher. Ce sont ces généraux qui ont été accusés d'avoir tenté un coup d'Etat contre le gouvernement de l'AKP en 2002 et 2007. Les tribunaux spéciaux, créés sur les décombres de l'appareil judiciaire pro-kémaliste et soutenus directement par l'administration américaine et son laquais l'AKP, ont pris leur revanche en envoyant la majorité des généraux et des intellectuels kémalistes en prison à perpétuité.

Du point de vue politique, l'AKP a entamé plusieurs réformes institutionnelles modifiant une bonne partie des articles de la Constitution, d'un côté en répondant aux exigences du traité de Maastricht parce que la Turquie a demandé depuis 1987 son adhésion à l'époque au Marché commun, aujourd'hui à l'Union européenne ; et de l'autre, pour essayer d'enlever à l'armée et à l'appareil judiciaire la place importante qu'ils occupaient dans les structures de l'Etat.

Cela a provoqué une réaction très importante de l'appareil d'Etat qui a organisé des manifestations de masse en 2007, entraînant une bonne partie des couches urbaines. Erdogan et l'AKP n'ont pas hésité à utiliser tous les moyens de répression : d'un côté, ils ont démantelé la direction de l'appareil militaire, accusé d'organiser un complot, le réseau Ergenekon (préssumé réseau criminel turc), dans lequel on trouve des militants d'extrême droite, de la gauche républicaine, des officiers de l'armée et de la gendarmerie, des universitaires, des journalistes, des syndicalistes et des chefs de mafias, accusés de complot. Ainsi, 300 présumés membres de ce réseau ont été arrêtés de juin 2007 à novembre 2009 (2).

Parallèlement, le gouvernement de l'AKP a poursuivi la guerre contre les Kurdes, conflit qui a commencé en 1984, et aujourd'hui, bien que des « négociations de paix » aient été engagées avec les dirigeants du Parti des travailleurs kurdes (PKK), presque 10 000 de ses militants, avec une partie de militants dits d'extrême gauche, sont en prison et, parmi eux, six députés du groupe parlementaire du BDP, plate-forme légale du PKK.

Même si le gouvernement a démantelé tout l'état-major, le plaçant dans les mains de partisans qui lui étaient fidèles, une bonne partie des officiers et sous-officiers de l'armée est restée de tendance kémalistes. En ce sens, les rapports entre le gouvernement et l'armée sont toujours conflictuels.

(2) Le 5 août 2013, un tribunal turc a condamné à la prison à perpétuité l'ancien chef d'état-major, le général Ilker Basbüğ, ainsi que quinze autres accusés de différentes origines politiques.

Au moment où les grands mouvements de mobilisation ont éclaté, le gouvernement était en train d'élaborer une nouvelle réforme constitutionnelle. Il avait établi un processus consensuel avec les trois autres grands partis, le CHP, le MHP et le BDP. L'objectif de cette réforme était de transformer le régime en régime semi-présidentiel, donnant de vrais pouvoirs au président de la République qui, aujourd'hui, n'a que des pouvoirs symboliques.

Cela avait à voir aussi avec les ambitions de Tayyip Erdogan qui aspirait, après la fin de son mandat comme Premier ministre, à se faire élire président, ce qui, selon la réforme constitutionnelle, devait se faire au suffrage universel.

Cela, évidemment, a aussi à voir avec l'affrontement au sein de l'AKP qui, lors des manifestations, est apparu publiquement, entre Erdogan qui contrôle l'appareil du parti, l'actuel président Gül et la fraction Fethullah Gulen Hodja, ce dernier résidant aux Etats-Unis et étant très lié aux services de renseignements américains. Il a pris ses distances avec Erdogan en critiquant son utilisation massive de la répression contre les manifestants.

Erdogan a réussi à resserrer les rangs en montrant que sa chute entraînerait celle de toutes les familles de l'AKP. Mais il faut dire que l'administration américaine n'a pas hésité à utiliser ces contradictions par crainte de la chute d'Erdogan.

Un troisième aspect de la politique d'Erdogan a été de rompre avec la position traditionnellement neutre de la Turquie par rapport aux pays voisins. Ainsi, quand le chaos a commencé en Syrie en mars 2011, Erdogan, qui avait pourtant signé un accord stratégique avec Bachar el-Assad, a retourné sa veste et a annoncé que son objectif prioritaire à l'échelle internationale était d'abattre Bachar el-Assad. Il disait : « *Soit moi, soit Assad !* » Dans sa déclaration du 5 juin 2013, le Parti de la fraternité ouvrière écrivait :

« Le temps a tourné : le vent souffle du côté du peuple, de la jeunesse et des travailleurs !

Tayyip, qui a cherché à entraîner la Turquie dans une guerre en proclamant : "Soit moi, soit Assad", va devoir payer

les conséquences de ses menaces, parce que l'action du peuple, emmenée par la lutte courageuse de la jeunesse et qui a commencé à Istanbul avant d'embraser le pays tout entier, a ouvert la voie qui le conduira peut-être dans "les poubelles" de l'histoire.

Ce gouvernement, au service de l'impérialisme, des parrains locaux ou étrangers, de l'argent, des mafias depuis onze ans, est responsable de la politique de privatisation, du dépeçage, du bradage des biens publics au profit de ses "partisans", avec comme conséquence le chômage des jeunes, la condamnation des retraités à mourir de faim et le travail à la tâche, tout en privant le peuple de ses organisations.

Mais cela touche à sa fin. Le gouvernement de l'AKP aura peut-être le triste "honneur" d'être le dernier gouvernement du 12 septembre (3) ! La politique de privatisations, de pillage, de remise de terres publiques aux "amis" du gouvernement, condamnant la jeunesse au chômage et les retraités à la faim, généralisant la précarité de l'emploi, poussant de plus en plus les gens à la misère et à la mendicité, cette politique atteint un point de rupture. Et comme si tout cela ne suffisait pas, le gouvernement a voulu tenir une place de premier rang dans la politique de guerre de l'impérialisme au Moyen-Orient par son rôle dans le conflit syrien, visant à obtenir sa part du pillage du pétrole. Mais il se heurte à la colère du peuple de Turquie.

Fin d'une loi martiale qui ne dit pas son nom

Le gouvernement AKP en Turquie, avec sa politique belliqueuse, applique contre le peuple une loi martiale qui ne dit pas son nom. Le droit de se réunir et de manifester, le droit de s'organiser, le droit de grève et le droit d'avoir accès aux informations ont, dans les faits, disparu. Malgré les bombardements qui ont eu lieu contre les Kurdes et qui pourraient être comparés à l'oppression de l'armée israélienne contre les Palestiniens, la révolte emmenée par la jeunesse prépare la reconquête de tous ces droits.

Grâce aux événements de Taksim, les masses apprennent que le droit de manifester et de se rassembler n'a pas été conquis par le Parlement mais par l'action dans la rue. En effet, avec la lutte

(3) 12 septembre 1980, coup d'Etat militaire.

menée à Taksim, les médias comme NTV ou CNN de Turquie ou les chaînes islamistes ayant joués "les trois singes" pendant les premiers jours de la révolte sont finalement obligées de donner des informations sur l'évolution des événements.

En avant pour défendre le droit de grève

Grâce à la lutte de Taksim, la résistance isolée menée par le syndicat Hava-Is (travailleurs de l'aviation) depuis plus d'un an maintenant ouvre le chemin à la victoire de la grève qui, d'ores et déjà, rencontre beaucoup d'obstacles. Dans cette grève contre laquelle l'AKP est directement intervenue, ceux qui s'engagent dans le combat pour les libertés seront du côté des grévistes. La lutte qui a commencé à Taksim permettra que le vrai droit de grève l'emporte.

Pour la paix, le pain et la liberté ! Aucun abandon de ces droits ne peut être toléré

Mais pour que ces droits soient protégés et pérennisés, il faut que ce mouvement s'inscrive dans le temps. C'est pourquoi il faut que naisse la possibilité de construire une vraie paix venant de la base, contre les politiques de fausse paix engagées avec le peuple kurde et contre les politiques belliqueuses menées à l'échelle du pays. Le peuple kurde qui, depuis des années, ne veut que la paix, la gagnera avec ce mouvement du peuple. Ce mouvement ne coupera pas l'herbe sous le pied à la lutte du peuple kurde, au contraire, il lui donnera plus de force.

Ensuite, lutter pour la paix, c'est lutter contre la politique extérieure du gouvernement AKP. Le mouvement populaire, avec une dimension anti-impérialiste qui embrase toute la Turquie, devrait se répandre dans toute la région et devrait renforcer les deuxièmes révolutions égyptienne et tunisienne. Le renversement du gouvernement AKP va rendre difficile le travail d'alliance avec l'impérialisme des gouvernements des Frères musulmans et de Ennahda. En poussant le gouvernement d'Israël dans ses retranchements, elle redonnera le moral à la lutte du peuple palestinien.

Du pain, c'est l'exigence du peuple et en particulier de la jeunesse. Les jeunes chômeurs doivent pouvoir décider des conditions qui leur permettraient de vivre dans la sécurité. Les étudiants doivent pouvoir étudier dans un système gratuit et laïque. Les femmes doivent cesser d'être une force de travail bon marché.

L'exigence de liberté ne concerne pas

que la liberté de mode de vie, c'est également l'exigence du droit de s'organiser sans restriction aucune. Depuis le coup d'Etat du 12 septembre, la société est privée de toute organisation. Une société sans organisation est une société d'esclaves. Pour mettre fin à cette situation, les libertés de religion et de conscience doivent exister, les libertés de penser et d'expression doivent être des principes inaliénables d'une démocratie politique. Tous les prisonniers et condamnés politiques doivent tout de suite être libérés. Cette exigence doit être la base sur laquelle se construit une société de démocratie politique.

Pour un pays libre et démocratique, en avant !

Les organisations des travailleurs doivent être indépendantes du capital et de l'Etat

Grâce aux politiques corporatistes menées par l'AKP, les organisations des travailleurs, dans notre pays comme dans le monde entier, sont poussées à se subordonner à l'Etat, à coopérer avec les patrons.

La direction actuelle de Turk-Is, Hak-Is applique cette politique. Le mouvement ouvrier doit se débarrasser de ce type de direction. Ce changement, grâce au mouvement populaire, des jeunes, des travailleurs, peut se faire à partir de la base ouvrière. Aujourd'hui, c'est le moment.

La révolte qui a explosé contre le gouvernement de l'AKP, n'est le monopole d'aucun groupe, au contraire, il est l'expression de courants très différents et opposés les uns aux autres. La seule force qui a le potentiel de rassembler ces différentes fractions de la société, ces différents groupes, c'est la classe ouvrière et ses organisations. Il n'y a que cette force qui puisse créer une discipline interne pour empêcher les provocations. C'est pourquoi la tête du mouvement doit être constituée du Regroupement des Forces Syndicales (SGB), DISK, KESK et autres organisations de masse démocratiques.

Comme cela s'est passé lors de la chute du régime de Ben Ali en Tunisie, les syndicats de travailleurs doivent tout de suite ouvrir leurs portes aux manifestants. Par exemple, les locaux du Turk-Is de la place Taksim doivent redevenir des centres de coordination de la lutte. Les autres régions doivent suivre.

C'est pourquoi, à côté des mots d'ordre de "paix, pain et liberté", doit s'élever le cri de "Tayyip, démissionne !" »

En ce sens, les mobilisations qui ont secoué la Turquie exprimaient aussi l'opposition frontale des masses turques, notamment de la jeunesse, à la politique de guerre d'Erdogan qui avait transformé la frontière turque avec la Syrie en base arrière et camp d'entraînement de la prétendue « Armée syrienne de libération ».

Cette question est majeure : la population de la Turquie, tous peuples confondus, s'oppose frontalement à la guerre, surtout parce qu'en 1984, le régime, y compris le gouvernement qui existait avant l'AKP, a utilisé la guerre contre les Kurdes pour justifier toutes les mesures anti-ouvrières et antidémocratiques.

Ainsi, même quand les grands mouvements de masse ont, à la mi-juin, perdu de leur intensité, les manifestations contre la guerre se sont poursuivies dans les villes à la frontière syrienne, notamment à Antioche. La conséquence en a été que tout le dispositif de l'impérialisme américain pour isoler la Syrie et la disloquer a été partiellement ébranlé par les mobilisations du mois de juin.

Selon Bairam Balci, chercheur turc qui collabore avec des institutions américaines,

« si la crise devait faire chuter M. Erdogan, ce serait fort dommageable pour le processus de résolution politique du problème kurde qui repose essentiellement sur les négociations engagées entre le Premier ministre et les leaders du PKK. Une rupture du plan de retrait des rebelles kurdes serait une catastrophe non seulement pour les Kurdes et Turcs de Turquie mais pour l'ensemble du Moyen-Orient (...). Le prestige dont jouit la Turquie dans le monde arabe et musulman et l'aura personnelle de son Premier ministre sont égratignés par la crise. C'est tout un mythe qui menace de s'écrouler (...).

Alors que l'armée syrienne se ressaisit et que la crise ne cesse de s'aggraver, la position turque, malgré un programme humanitaire exceptionnel salué par tous, se trouve très affaiblie, rendant la tâche de la communauté internationale plus délicate encore. »

Malgré l'ampleur des manifestations, Erdogan n'a pas hésité à entamer sa tournée annoncée au Maghreb, début juin. Mais l'accueil qu'il a reçu au Maroc, en

Tunisie et particulièrement en Algérie, a été plus que mitigé. Pourtant, Erdogan était habitué à être accueilli en héros et l'AKP présenté comme un modèle par les partis islamistes qui recevaient son aide et ses conseils. Cette crise annonce et alimente celle de tous les partis islamistes aujourd'hui, qu'ils soient ou non au pouvoir, notamment par sa dépendance complète à l'impérialisme américain.

Rappelons que le 5 juin 2013, le groupe parlementaire du Parti des travailleurs d'Algérie a boycotté la venue à l'APN d'Erdogan :

« En solidarité avec le peuple turc, le Parti des travailleurs (PT) a décidé de boycotter le discours prononcé par le Premier ministre turc à l'Assemblée populaire nationale (APN), le 4 juin 2013

En effet, face à la répression féroce des manifestants turcs qui s'est soldée par au moins deux tués, 2 200 blessés et plus d'un millier d'arrestations, le groupe parlementaire du Parti des travailleurs ne pouvait rester indifférent et assister, au risque de se déjuger, à la séance plénière convoquée pour l'énoncé du discours de Tayyip Erdogan.

Le groupe parlementaire du PT, tout en apportant son soutien total à la jeunesse et aux travailleurs turcs mobilisés pour la préservation de leurs acquis séculaires remis en cause par la politique de privatisation tous azimuts de secteurs névralgiques de l'économie turque, rappelle que le Premier ministre turc porte une responsabilité politique dans le chaos libyen, provoqué par l'intervention militaire de l'OTAN et à laquelle son pays a participé activement, comme son gouvernement contribue au bain de sang causé par la guerre civile en Syrie.

Attaché à la souveraineté des nations et s'opposant à toutes les guerres impérialistes, le Parti des travailleurs ne pouvait, à travers ses députés, cautionner un dirigeant politique qui met en œuvre la politique américaine du Grand Moyen-Orient qui vise à dépecer toutes les nations du Maghreb et du Machrek.

Le groupe parlementaire du PT condamne énergiquement le comportement indigne et antidémocratique de députés du FLN et ceux élus sur la liste de l'Alliance verte qui ont osé retirer les pancartes posées par des députés du PT sur les sièges vides du carré PT à l'APN montrant l'inscription : "Nous boycottons en solidarité avec le peuple turc."

En occupant des sièges du PT, ces députés ont essayé de ne pas importuner le Premier ministre turc en masquant une position politique indépendante du Parti des travailleurs. C'est une atteinte grave à la démocratie et au multipartisme.

Honte à ceux qui sont attachés à la pensée unique, survivance du système du parti unique.

Alger, le 5 juin 2013 »

LES MOBILISATIONS ET LA QUESTION KURDE

Rappelons que la Turquie est composée de différents peuples et que sa population est dans sa grande majorité musulmane, sunnite et alévite. Les alévis ne sont pas reconnus et rejoignent dans leur pratique religieuse les chiites et les alaouites. Les Kurdes, dont l'Etat turc ne reconnaît pas l'existence comme peuple, représentent entre 15 % et 20 % de la population. Ils habitent majoritairement dans les régions est du pays mais aussi dans les grandes villes turques, notamment Istanbul et Izmir ; ils représentent une forte population immigrée (2,5 millions à Istanbul), qui constitue les couches les plus opprimées de la classe ouvrière.

Depuis 1925, les Kurdes se sont soulevés à de multiples reprises et ont été violemment réprimés par l'armée turque. Le dernier soulèvement en date a été organisé par le PKK en 1984 et dure encore aujourd'hui. C'est sans contester la principale force politique qui prétend représenter les intérêts du peuple kurde et le PKK représente la force organisée la plus importante parmi les Kurdes syriens (qui maintiennent une position de neutralité entre le régime et les rebelles). Il a aussi une forte implantation chez les Kurdes iraniens. Pour l'instant, la direction du PKK est en conflit ouvert avec les dirigeants politiques des régions autonomes kurdes de l'Irak, c'est-à-dire les partis dirigés par Barzani et Talibani.

Quand, en 2002, l'AKP remporte les élections législatives, il engage d'abord, de manière discrète, un processus de discussion avec les dirigeants du PKK. Le principal dirigeant du PKK, Abdullah

Ocalan, a été arrêté en 1999 au Kenya et il est aujourd'hui condamné à la prison à perpétuité. Le gouvernement, depuis de longs mois, a entamé une discussion dite « négociations de paix » avec Ocalan.

Les positions politiques de la direction du PKK ont évolué dans la dernière période. Ocalan a déclaré qu'il ne proposait plus un Kurdistan unifié mais la reconnaissance de l'autonomie du peuple kurde.

Le programme adopté par le BDP (4) fin 2010 contient quatre revendications prioritaires : droit à l'enseignement, arrêt des opérations militaires, suppression du seuil électoral de 10 % pour accéder à l'Assemblée nationale et libération des prisonniers politiques. Il formule une dizaine d'exigences dont la première est l'élaboration d'une Constitution démocratique qui reconnaisse l'identité kurde.

Les négociations de paix entre le PKK et l'Etat turc ont été rendues publiques le 21 mars 2013. A cette date, jour de la nouvelle année kurde, un appel d'Abdulah Ocalan a été lu dans un rassemblement de plus d'un million de Kurdes, à Diyarbakir, capitale du Kurdistan turc, dans lequel était annoncée l'ouverture de négociations avec l'Etat turc et le retrait des troupes de la guérilla du PKK hors des frontières de la Turquie.

On ne peut pas comprendre cet appel en dehors du contexte général du Moyen-Orient, au moment où l'intervention contre la Syrie semblait imminente et où les troupes du PKK constituaient un obstacle (dans le passé, le régime syrien a armé et soutenu le PKK).

Tout de suite après l'appel du 21 mars, la Maison-Blanche et le Parlement européen ont apporté leur soutien à cette prise de position. Evidemment, le gouvernement Erdogan, qui a parié sur la chute du régime d'Assad, se trouve aujourd'hui confronté aux conséquences de la crise

(4) BDP : Parti pour la paix et la démocratie. Le PKK a aidé à constituer des partis légaux qui ont été successivement interdits par les autorités turques, du Parti de la démocratie, en 1993, au Parti pour la paix et la démocratie, en 2008. Il faut souligner que dans l'actuel BDP, quelques groupes turcs se sont intégrés. Ainsi, parmi les trente-six députés de son groupe parlementaire, trois sont d'origine turque.

syrienne qui met la question kurde au centre.

Les mobilisations du mois de juin ont pris la direction du PKK, et Ocalan, lui-même à contre-pied. Cela explique que pendant les premiers jours, ils ont été silencieux, et, après une semaine, des contingents limités du BDP ont commencé à participer aux manifestations.

« Dans toutes les luttes de libération nationale, il existe en même temps une lutte de classe » (Léon Trotsky).

Jusqu'à présent, le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK) de Barzani et l'Union des patriotes du Kurdistan irakien (UPK) de Talabani développent une politique pro-impérialiste soutenue par les tribus et les couches féodales, alors que le PKK est une organisation soutenue par les paysans pauvres. Mais il y a par ailleurs une lutte de classe interne dans l'aile légale du PKK, le Parti de la démocratie et de la paix (BDP). Ocalan est un Bonaparte qui entame des négociations avec les impérialistes (impérialisme américain et Union européenne) et veut en même temps contrôler les masses opprimées kurdes. Ainsi, il oscille entre ces deux camps.

La tâche des marxistes consiste à empêcher le PKK de rejoindre le camp de l'impérialisme. Il faut tout faire pour que la direction petite-bourgeoise nationaliste du PKK s'intègre ouvertement dans un front anti-impérialiste et antisioniste au Moyen-Orient. Pour cela, la construction d'un parti révolutionnaire indépendant de classe est d'une importance vitale.

Il est clair que l'absence relative des masses kurdes, du fait de la politique du BDP, a donné une certaine marge de manœuvre à Erdogan. Pourtant, il était de l'intérêt des masses kurdes de faire chuter ce gouvernement et d'avancer vers l'établissement de la démocratie et l'élection d'une Assemblée constituante sur la base de la reconnaissance des droits de tous les peuples de la Turquie. Dans une déclaration publiée le 19 juin, le Parti de la fraternité ouvrière écrivait :

« Le gouvernement de l'AKP (partie islamiste modéré au gouvernement actuellement en Turquie) est un gouvernement de guerre

Pour la paix, le pain et la liberté : Appel à une Assemblée constituante souveraine

Tayyip Erdogan a dit : "Ils ont essayé de renverser le gouvernement sous prétexte de Gezy Park." On ne peut pas savoir si le gouvernement sera renversé ou pas, mais Tayyip Erdogan s'est attaqué violemment aux jeunes et aux peuples qui résistaient dans Gezy Park, d'abord à Istanbul et ensuite dans toutes les villes de Turquie, avec une méthode israélienne. En revanche, il ne faut pas penser que le gouvernement agit ainsi parce que Tayyip Erdogan serait atteint d'une maladie mentale. Non, le gouvernement AKP est un gouvernement de guerre. Ce gouvernement n'est pas un collaborateur de l'impérialisme comme les précédents, il est directement le serviteur de l'impérialisme. De plus, il va tellement loin qu'il est plus royaliste que le roi, avec Israël, l'Arabie Saoudite et le Qatar au Moyen-Orient.

Tayyip s'affole du fait que Bachar el-Assad tient toujours debout en Syrie. Ses attaques récentes justifient cet affolement. Pour trouver une bonne raison d'attaquer la Syrie, il essaye tout, il provoque même la police contre le peuple. Les massacres qu'il a fait commettre à "Uludere" et "Reyhanli" en sont une preuve. On doit s'attendre à tout de la part d'un gouvernement qui livre ses compatriotes aux tueurs à gages pour entrer dans la guerre rapidement. C'est pour cela que le mouvement populaire, aujourd'hui commencé par la jeunesse, doit s'élever contre la politique de guerre du gouvernement. Nous devons demander la démission du gouvernement, non seulement pour que les arbres de Gezy Park ne soient pas coupés, mais pour que la jeunesse ne soit pas massacrée par la politique de guerre.

Maintenant, que se passera-t-il en cas de démission du gouvernement ?

Ce gouvernement réunit les peuples turc et kurde !

La solution : Assemblée constituante souveraine

La politique de guerre de ce gouvernement n'a pas seulement réuni les supporters des clubs de foot (Fenerbahçe, Besiktas et Galatasaray) mais aussi deux peuples, turc et kurde, par la méthode cruelle qu'il a appliquée contre le peuple kurde depuis des années, et qu'il emploie aujourd'hui contre toute la population.

Après avoir tenté de mettre le peuple kurde de son côté par le processus de paix, le gouvernement démontre maintenant son hostilité envers les Kurdes en installant une gendarmerie tous les trois villages kurdes. Pour ce faire, il suit les conseils des services de renseignement d'Israël). Mais le peuple kurde n'est pas tombé dans le piège de cette politique hypocrite. Dans ces conditions, il faut créer des assemblées constituantes dans les quatre coins de pays et ces assemblées doivent assurer la création d'une assemblée souveraine par une élection dans des conditions libres et égales.

La lutte contre le gouvernement AKP est une lutte contre l'impérialisme !

Le gouvernement de Tayyip est un gouvernement pro-israélien et pro-américain qui veut entrer dans la guerre au Moyen-Orient. Aujourd'hui, nous devons nous rassembler dans la lutte pour la paix, le pain et la liberté.

A l'intérieur et à l'extérieur, nous sommes contre la guerre et nous voulons lutter pour l'amélioration des conditions de vie des opprimés et des exploités, nous voulons lutter pour la libération de tous les prisonniers politiques.

Nous voulons une Assemblée constituante, souveraine et indépendante, démocratique, non gérée de Washington, Tel-Aviv ou Bruxelles. Il n'y a pas d'autre moyen et d'autre issue pour notre liberté. Cette issue se trouve dans la plus large démocratie politique. Nous sommes tous défenseurs de la démocratie en Turquie.

Nous, comme Parti de la fraternité ouvrière (IKP), appelons tous nos peuples, nos jeunes, les syndicats, les partis politiques, à résister contre le gouvernement de Tayyip (AKP) afin de construire un rempart de démocratie et de politique nationale. Notre parti promet de jeter toutes ses forces dans ce combat dans cette voie. »

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE

Les travailleurs et les couches opprimées de la société n'ont pas été absents des grandes manifestations du mois de juin. Au contraire, la moitié ou plus des manifestants était composée d'ouvriers de tous âges. La

question centrale est que la classe ouvrière turque n'a pas de parti digne de ce nom. Même les partis d'origine ouvrière qui se sont constitués dans le passé n'ont jamais eu une influence de masse.

L'organisation qui s'appelle Parti ouvrier (IP), dont le leader est en prison depuis cinq ans, a une influence limitée mais impulse une organisation de jeunesse, l'Union de la jeunesse de la Turquie, qui a pris une place majeure dans les manifestations. Dans les faits, même si elles avaient un caractère semi-spontané, les contingents de l'Union de la jeunesse de la Turquie (TGB) y étaient fortement représentés.

En revanche, le programme de l'IP (mao-stalinien) réclame une révolution démocratique bourgeoise. L'IP se réclame du kémalisme. Mais, bien entendu, ce n'est pas un parti ouvrier indépendant. Même s'il est farouchement opposé au gouvernement Erdogan, il est hostile aux revendications démocratiques du mouvement kurde et le considère comme un agent de l'impérialisme. Ce parti est un instrument pour barrer la route à un front anti-impérialiste.

Sur le terrain syndical, le syndicat traditionnel est le Turk-Is. Lors de son dernier congrès, la nouvelle direction s'est prononcée en faveur du gouvernement de l'AKP, et pendant les manifestations, le Turk-Is a publié une déclaration commune avec les patrons pour demander l'arrêt des manifestations.

Aujourd'hui, le Turk-Is est en pleine crise et un congrès extraordinaire est annoncé car il est traversé par un affrontement entre deux fractions pro-AKP au sein de sa direction.

Une plate-forme d'opposition s'est constituée, composée d'une dizaine des trente-trois syndicats qui composent le Turk-Is. Cette plate-forme est composée notamment des syndicats du pétrole et de l'aviation, qui ont engagé d'importantes mobilisations contre la privatisation de ces secteurs.

Deux autres centrales sont représentatives : le Disk (Confédération des syndicats révolutionnaires), qui avait une certaine influence dans les années 1960 mais

qui a subi de plein fouet la répression des différents coups d'Etat militaires, notamment celui de 1980.

Le Kesk, Confédération des travailleurs de la fonction publique, est notamment dirigé par des militants kurdes.

Avant les manifestations, ces deux centrales avaient appelé à une grève les 4 et 5 juin. Cette grève a été suivie partiellement, notamment dans l'enseignement et la santé, et elles ont intégré dans leurs appels les revendications de la jeunesse. Ainsi dans l'appel du Kesk, il est dit notamment :

« Nous avons appelé à une grève le 5 juin dans le cadre de la défense de l'emploi et pour un salaire minimum. Mais la répression menée par l'Etat contre les manifestations pacifiques qui durent depuis sept jours contre le projet d'aménagement du Parc Gezy continue. Le Kesk, s'appuyant sur ses principes de fondation, appelle à renforcer la lutte dans tout le pays contre ce déploiement de violence... »

Ces deux confédérations ont à nouveau appelé à une journée de grève le 17 juin. Ce jour-là, les contingents syndicaux ont défilé de manière autonome, notamment à Istanbul et Ankara.

PREMIÈRES CONCLUSIONS

A juste titre, dans la déclaration du 5 juin, le Parti de la Fraternité ouvrière souligne que

« le soulèvement de la jeunesse et du peuple de Turquie contre Erdoğan est un facteur de déstabilisation de l'ordre impérialiste dans la région, de son projet de Grand Moyen-Orient et, notamment, contre l'opération militaire préparée par Erdoğan, fer de lance de l'impérialisme, pour disloquer la Syrie ».

Le gouvernement Erdoğan, présenté comme un modèle d'islamisme modéré, a montré aux yeux des masses des pays arabes et musulmans le caractère entièrement réactionnaire de ce qu'on appelle l'islamisme modéré et de sa dépendance envers l'impérialisme.

Le surgissement du mouvement de la jeunesse est une première secousse qui

annonce l'entrée en scène de la classe ouvrière et de toutes les masses laborieuses qui tentent de se saisir de leurs organisations, notamment syndicales, question qui aura son pendant dans le syndicat traditionnel Turk-Is.

Cela pose à terme la nécessité d'une expression politique propre de la classe ouvrière, capable d'aider à rassembler toutes les couches opprimées de la société.

Une position correcte sur la question kurde est indispensable pour avancer vers un regroupement politique de la classe ouvrière. En ce sens, le combat pour l'Assemblée constituante, sur la base de la reconnaissance des droits de tous les peuples, est la question essentielle pour avancer dans la définition d'un programme ouvrier et la constitution d'un regroupement politique de la classe ouvrière.

Ce sont là quelques-uns des défis posés à la section turque de la IV^e Internationale dans la prochaine période.

**Jan Nadir,
Sadi Ozansu,
août 2013**

Après la réunion du bureau européen de la IV^e Internationale

Par Christel Keiser

Le 27 août, s'est réuni le bureau européen de la IV^e Internationale (1).

En juin dernier, une brusque tension a surgi publiquement entre le FMI et la Commission européenne à propos de la Grèce, le premier reprochant à la seconde une restructuration trop tardive de la dette grecque. A la mi-juillet, la commissaire européenne à la Justice, Viviane Reding, relance la polémique en déclarant que la troïka (Commission européenne, BCE, FMI) a fait son temps. Elle ajoute : « *Nous, Européens, devons être capables de résoudre nos problèmes par nous-mêmes.* » Ce que réfute immédiatement Christine Lagarde, directrice du FMI. Selon elle, « *les membres de la troïka ont eu une relation très solide et productive au cours des trois dernières années* », permettant de dessiner « *un avenir brillant pour l'Europe (...), pour la zone euro et pour l'euro* », à condition... « *de poursuivre les réformes structurelles* » !

LE FMI EXIGE UNE ACCÉLÉRATION DES RÉFORMES STRUCTURELLES EN EUROPE

Il s'agit là d'une nouvelle expression de la crise qui frappe toutes les institutions de la classe capitaliste à tous les niveaux, la crise des rapports entre impérialismes européens et impérialisme américain. Crise qui a connu de nouveaux développements à propos de l'intervention militaire en Syrie (*voir notes éditoriales*).

L'impérialisme américain, par le biais du FMI, rappelle à l'ordre les gouvernements européens : « *Vous devez accélérer le rythme des réformes afin de nous permettre de préserver nos intérêts.* »

(1) Rappelons que le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, tenu du 26 au 29 avril 2013, a décidé la mise en place de bureaux continentaux, dont le bureau européen réorganisé, afin d'aider à la construction des sections sur le Vieux Continent.

Les notes sur la construction des sections en Europe, enregistrées par le VIII^e Congrès mondial, précisaient : « *Le bureau européen aura comme tâche centrale d'impulser l'élaboration commune pour aider toutes les sections, pays par pays et dans leur ensemble, pour trouver les formes et les moyens pour aider les masses à surmonter les obstacles dressés par la politique des appareils. Ce débat permanent doit permettre d'établir dans les plus brefs délais un plan politique de construction et de recrutement aux sections de la IV^e Internationale, de constitution de sections là où elles n'existent pas, et d'aider à préciser, dans chaque pays, les regroupements transitoires sur la voie de la construction de partis révolutionnaires.* »

Réorganisation également reliée à l'appréciation de la situation politique en Europe. Dès septembre 2011, nous avons établi le constat suivant : « *La révolution prolétarienne frappe à présent aux portes de l'Europe* » (déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale du 9 septembre 2011). Depuis, en Grèce, en Espagne, au Portugal..., les grèves et manifestations se sont succédé. Et même si les travailleurs ne sont pas, à ce stade, parvenus à surmonter les obstacles dressés par les directions des organisations ouvrières, cette mobilisation exprime la volonté qui mûrit d'en finir avec la politique de liquidation de tous leurs droits, politique imprimée par le FMI, l'Union européenne et les autres institutions du capital financier international.

Réorganisation qui s'insère dans la mise en œuvre de ce que nous avons coutume d'appeler notre orientation de transition, visant au regroupement de militants ouvriers de toutes tendances dans un cadre de front unique. Orientation qui a pris notamment .../...

Rappel à l'ordre confirmé par le récent rapport du FMI sur la « reprise mondiale » qui, distinguant trois groupes de pays, explique que les pays de la zone euro, afin de protéger les « économies développées sorties de convalescence », et notamment les Etats-Unis, devraient prendre exemple sur le groupe des « pays émergents à forte croissance »... comme le Bangladesh (2) ! Ce qui fait dire au journaliste du quotidien français *Le Monde*, à propos de ce rapport, que « la zone euro n'en finit pas de payer la crise de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal mais aussi l'inachèvement de ses institutions ».

Car si les gouvernements en Europe sont dans l'incapacité d'aller jusqu'au bout du fait de la résistance des classes ouvrières, c'est vrai aussi pour les institutions de l'Union européenne qui ne sont plus adaptées, en l'état, aux besoins de l'impérialisme américain. Car formellement, ces institutions reconnaissent à égalité vingt-huit Etats « souverains », de fait dépendants d'une forme de consensus qui entrave toute offensive d'ampleur contre les classes ouvrières. Ajoutons que l'euro, monnaie commune à des économies de plus en plus disparates, devient un facteur de dislocation généralisée.

Et c'est là que le FMI intervient. Dans un contexte de décomposition de l'impérialisme — ainsi que de ses instruments (le FMI, les institutions européennes, la troïka) —, en relation même avec l'accélération de l'effondrement de l'économie mondiale, expression du degré de putréfaction atteint par le régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, l'impérialisme n'a d'autre recours que de chercher à détruire en masse les forces productives.

DE LA "PORTION CONGRUE"... À LA TENTATIVE DE REMETTRE EN CAUSE L'EXISTENCE DES NATIONS

Au sujet des rapports Europe-Amérique, Trotsky parlait naguère de « *portion congrue* » et de « *rationnement* » (3) s'agissant de l'Europe. Nous sommes aujourd'hui arrivés beaucoup plus loin, à

un stade où plus rien ne doit gêner les desseins de l'impérialisme américain qui, confronté à une crise sans précédent, doit, pour préserver ses intérêts spécifiques, contraindre les gouvernements européens à aller toujours plus loin sur la voie de l'écrasement des prolétariats, jusqu'à remettre en cause l'existence même des nations en Europe.

Quand le FMI intervient directement dans les affaires européennes, il s'agit, face à la crise des institutions de l'Union européenne incapables de faire respecter les critères de Maastricht, de garantir à l'impérialisme américain que les plans de rigueur seront mis en œuvre coûte que coûte. Même si cette volonté se heurte à la résistance des classes ouvrières — nous y reviendrons —, c'est l'objectif avoué de la constitution de la troïka. Mais cet objectif, pour être réalisé, exige l'intégration des directions des organisations ouvrières. Et cette question, qui pose tout le problème de l'activité des sections de la IV^e Internationale, a été au cœur de la discussion du bureau européen.

Quand Obama déclare à propos du Premier ministre grec, Samaras, qu'il reçoit

.../... la forme, dans la dernière période, de l'organisation de la conférence ouvrière européenne de Tarragone (Etat espagnol) les 15, 16 et 17 mars, rassemblant des militants ouvriers venus de treize pays et de l'engagement adopté par les délégués « à renforcer et à approfondir la coopération politique qui a commencé à s'instaurer, par-delà les frontières, pour aider la classe ouvrière et les peuples à surmonter les obstacles à la réalisation de l'unité de leurs organisations pour contraindre nos gouvernements respectifs (de droite comme de gauche) à annuler les plans d'austérité et les contre-réformes qu'ils ont décidé de nous imposer. Et cela, au nom des exigences d'une troïka (Commission européenne, FMI, BCE) dont la dictature n'est possible que par la soumission de nos gouvernements aux traités qu'ils ont eux-mêmes ratifiés contre la volonté de nos peuples. »

Réorganisation qui s'opère quelques mois avant les élections européennes (qui auront lieu en mai 2014), échéance saisie par les sections européennes de la IV^e Internationale pour réfléchir à la perspective d'une campagne politique unifiée, plaçant au centre le combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier et donc la rupture du lien de subordination avec les institutions de l'Union européenne.

(2) Un pays dont la « croissance » repose sur des conditions d'exploitation inhumaines imposées par les multinationales, entraînant la mort de milliers de travailleurs, notamment dans les incendies des bâtiments dans lesquels ils travaillent.

(3) Léon Trotsky, *Europe et Amérique*.

le 8 août dernier à Washington : « *Je fais confiance au Premier ministre Samaras pour poursuivre ces réformes structurelles* », il exprime l'inquiétude partagée par tous les « grands de ce monde » sur la capacité du gouvernement Samaras (qui comprend le parti de droite Nouvelle Démocratie et le parti « socialiste » Pasok) à aller jusqu'au bout de la mise en œuvre des mesures exigées par la troïka, tout en martelant que ce processus est nécessaire, car il faut aller le plus loin possible dans la voie de la destruction de la classe ouvrière grecque. La brutalité de la décision du gouvernement grec d'imposer à 2 500 enseignants la suspension pour huit mois, avec 75 % de leur salaire, avant leur licenciement, concentre cette nécessité.

Quand Obama décide de se rendre à Berlin le 19 juin dernier, c'est pour rappeler à Merkel qu'elle doit continuer à jouer le rôle de « pôle de stabilité » pour toute l'Europe, en desserrant l'étiau de la « contrainte budgétaire », au moment où est évoquée la possibilité d'un nouveau plan d'« aide » à la Grèce, menacée de faillite.

C'est également le sens de l'annonce de la tentative de mettre en place un grand marché transatlantique, dont l'objectif est d'accentuer la pression pour liquider les droits et les garanties.

Dans ce contexte, chaque gouvernement européen, pris en étau entre les exigences de l'impérialisme américain et la résistance de sa propre classe ouvrière, ne peut tenter de réaliser la tâche qui lui est impartie qu'en cherchant à briser cette résistance. Et cela ne peut se faire qu'à la condition de s'assujettir les directions des organisations ouvrières. D'où le caractère central de l'indépendance du mouvement ouvrier, qui est la clé de toute la situation. D'où la nécessité de préciser les axes de combat des sections de la IV^e Internationale.

L'ENJEU DES ÉLECTIONS DU 22 SEPTEMBRE EN ALLEMAGNE

Le 22 septembre, auront lieu des élections fédérales en Allemagne. Ces élec-

tions ne concernent pas que l'Allemagne mais l'ensemble des pays européens... et bien au-delà. C'est pourquoi la discussion sur la situation dans ce pays a occupé une large place dans la réunion du bureau européen.

Pour l'impérialisme, se joue dans ces élections un élément clé de toute la situation européenne et même internationale. L'Allemagne, à son tour, doit prendre en charge des réformes destructrices contre la classe ouvrière et la démocratie. Pour cela, Merkel est indiscutablement la femme de la situation. Mais elle est elle-même aujourd'hui fragilisée. D'où la perspective annoncée de toutes parts d'une grande coalition CDU-SPD qui serait plus à même de mettre en œuvre les réformes structurelles exigées par l'Union européenne et la troïka, en particulier du fait des liens existant entre le SPD et la centrale syndicale DGB et donc la classe ouvrière.

Le comité central de la section allemande de la IV^e Internationale (ISA) s'est réuni les 13 et 14 juillet derniers à Berlin, avec une délégation du secrétariat international. Il a largement débattu de la situation politique en Allemagne ainsi qu'en Europe. La résolution politique qu'il a adoptée précise l'enjeu des élections du 22 septembre :

« Il leur faut de toute urgence tenter de franchir un pas qualitatif dans la voie de la dislocation des organisations de classe. Il leur faut absolument tenter de franchir un nouveau pas dans la voie de l'intégration corporatiste des syndicats. Et pour cela, ils doivent se débarrasser jusqu'au souvenir de l'existence du vieux parti ouvrier bourgeois qu'a représenté le SPD depuis de la fin de la guerre. Le rôle principal dans cette tâche revient à la direction du SPD qui est chargée de détruire préventivement tout ce qui pourrait servir de levier à une classe ouvrière se soulevant contre le diktat de l'Union européenne et de ses traités. »

C'est effectivement une nécessité impérieuse pour Merkel de resserrer les liens avec la direction du SPD — et donc avec les dirigeants syndicaux — pour parvenir à faire le travail qu'exige d'elle l'impérialisme américain, pour mettre en place la grande coalition qui doit servir de modèle politique de gouvernance pour toute

l'Europe, afin de tenter de sauver les institutions européennes et faire passer tout le train de contre-réformes dislocatrices.

Cette grande coalition (qui, malgré les contradictions, est rendue possible par le cadre commun, celui de l'Union européenne) existe déjà partiellement quand Merkel reprend à son compte les propositions électorales du SPD ou quand Peer Steinbrück, candidat du SPD, reproche à Merkel de manquer de ferveur vis-à-vis de l'Union européenne.

Ou encore quand le chef du groupe parlementaire de Die Linke, Gregor Gysi, revendique pour Merkel et lui-même « *une aspiration à l'intégration européenne tout aussi forte* ». Mais cette grande coalition est déjà affaiblie. On l'a vu notamment dans la dernière période, avec le débat engagé par Schäuble, le ministre des Finances, qui assure que la Grèce aura besoin d'une nouvelle « aide », plaçant Merkel dans une situation délicate à la veille des élections.

Car cette grande coalition, cadre de soumission aux exigences de l'Union européenne, ne correspond finalement ni aux intérêts de la classe capitaliste ni à ceux de la classe ouvrière.

Précisément, la politique liquidatrice de la direction du SPD se heurte à un large mouvement de résistance de militants et de cadres, en particulier contre la grande coalition. La résolution poursuit :

« L'axe d'intervention de la section allemande est dicté par cette appréciation de la situation politique. Il s'agit d'aider par tous les moyens à transformer la révolte des militants et des cadres contre la direction en combat pour en finir avec sa politique de subordination à la politique de l'Union européenne et de l'impérialisme, et pour l'écarter. »

Cette bataille se livre d'abord au sein du mouvement ouvrier organisé (le parti et les syndicats), articulée en permanence avec l'aide aux surgissements de la lutte de classe directe.

Parce qu'elle concerne toute la classe, elle n'écarte aucun des points d'appui qui peuvent surgir — y compris à l'extérieur. »

Dans ce contexte, l'axe stratégique de construction du parti révolutionnaire en

Allemagne, concentré sur la ligne de la transition, passe par le combat pied à pied sur le terrain de la lutte de classe pour la défense des revendications, mais aussi par le combat contre l'appareil du SPD et pour la rupture avec sa politique de grande coalition avec Merkel, pour la défense du SPD, y compris au sein même du parti.

C'est le sens de la déclaration « *Que peut-on attendre des élections du 22 septembre ?* » à l'initiative de quatre militants du SPD. Cette déclaration insiste sur la signification de la mise en place d'une grande coalition :

« Ils (Obama et les directions européennes, les responsables du FMI et de l'Union européenne et les grands investisseurs financiers et les banques — NDLR) ont chargé Merkel de mettre l'Union européenne en situation de présenter la note aux peuples : aux Grecs, aux Espagnols et aux Portugais... et aussi aux Allemands ! Ils lui ont donné mandat d'imposer le recouvrement de cet endettement forcé à ceux qui ont déjà été précipités dans la précarité par la politique de l'Agenda de Schröder, à commencer par la jeunesse et les centaines de milliers de retraités allemands menacés par la pauvreté de la vieillesse. »

Et ce mandat n'est pas respecté seulement par Merkel ! Les responsables du SPD, au nom du bon fonctionnement des institutions européennes et de leurs traités, non seulement appellent les députés du SPD à voter en faveur des prétendus programmes d'« aide » à la Grèce (en réalité de pillage), mais font pression sur les directions syndicales pour qu'elles renoncent aux revendications ouvrières.

LE COMBAT POUR LA RUPTURE AVEC LA "GRANDE COALITION"

Dans l'objectif d'engager ou de poursuivre le dialogue sur ces questions entre militants, membres du SPD, ex-SPD, syndicalistes, etc., engagés dans la mobilisation pour la défense de leurs intérêts de classe et pour l'indépendance du mouvement ouvrier, la déclaration poursuit :

« L'ensemble de la situation exige une issue politique, correspondant aux besoins du peuple et à la démocratie, une perspective politique qui est inséparablement liée à la lutte commune de tous les peuples »

d'Europe : pour l'abolition des traités européens et pour le rétablissement de la souveraineté des peuples, comme condition à l'instauration d'une alliance libre et fraternelle de tous les peuples du continent. Nous refusons de nous joindre, sous quelle que forme que ce soit, à une grande coalition avec Merkel. Nous refusons de renoncer aux conquêtes historiques des travailleurs allemands. »

Car rien n'est pas joué. Une telle situation pose d'ores et déjà la question de stopper la politique de démantèlement des droits, et donc du combat pour la rupture avec cette grande coalition. C'est la raison pour laquelle la déclaration s'adresse

« à tous ceux qui rejettent le cours destructeur et les invite à se rassembler pour entrer dans la lutte contre cette politique de grande coalition politiquement pratiquée. Dans cette perspective nous voterons, en tant que membres du SPD, pour le SPD et ses candidats, contre Steinbrück et la Grande Coalition. En même temps, nous n'avons aucune illusion sur le résultat électoral immédiat et comprenons les camarades qui seront à nouveau, comme déjà lors de la Grande Coalition de 2009, amenés par Steinbrück à s'abstenir (...). Nous invitons à concentrer cette lutte dans des conférences ouvrières : le 15 septembre, à Berlin, Francfort, Düsseldorf. »

Car tant qu'il reste un fil entre la classe ouvrière allemande et le SPD, le « vieux parti ouvrier bourgeois », il revient à la IV^e Internationale d'aider à formuler en direction de ces militants une orientation de front unique, un levier leur permettant de combattre la politique de la direction de leur parti. Il s'agit de réaliser un premier pas dans la voie du rassemblement d'une force politique capable de surmonter les obstacles sur le terrain de la lutte de classe et de combattre pour en finir avec la politique de subordination aux diktats de l'Union européenne.

LE "PIÈGE" DE L'ÉTAT AUTONOME CATALAN DANS LE CADRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Dans des conditions politiques à bien des égards différentes, la constitution d'un large regroupement politique aidant les travailleurs à rassembler leurs forces et à

surmonter les obstacles, est également l'objectif des camarades trotskystes espagnols du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI). Le 10 novembre 2012, à leur initiative et avec des militants ouvriers de toutes tendances, a été constitué le Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples, ouvert à tous ceux qui combattent contre les coupes budgétaires et la politique de l'Union européenne, fondé sur un manifeste qui affirme :

« Seuls des peuples libres et souverains peuvent décider des relations de solidarité et de collaboration. Nous défendons le droit du peuple de Catalogne à constituer une république catalane libre, base essentielle pour une union des républiques libres des peuples de l'Etat. »

Nous avons, dans un précédent article de notre revue, analysé la signification de la question nationale en Catalogne et rendu compte de l'orientation de la section espagnole de la IV^e Internationale sur ce point.

Réuni le 27 août, le bureau européen a discuté des nouveaux développements de la situation au moment où l'Assemblée nationale de Catalogne a pris l'initiative cette année, pour célébrer la Diada (Jour national de Catalogne), le 11 septembre, d'organiser la « Voie catalane », une chaîne humaine pour l'indépendance de la Catalogne. Dans ce contexte, ce manifeste revêt une importance majeure. La note du POSI du 20 août indique à ce sujet :

« Les circonstances dans lesquelles se prépare la Diada sont à tout point de vue exceptionnelles (...). Tous les éléments concourent à un affrontement incontrôlable et peut-être irréversible (...). L'Union européenne, qui a mis en place depuis le début les processus de régionalisation et de balkanisation, est aujourd'hui atterrée par ses conséquences. »

Incontestablement, il s'agit là de processus qui échappent désormais aux institutions européennes qui les ont jusqu'à présent encouragés. Et qui échappent également à de nombreux dirigeants syndicaux et politiques qui ont pourtant accompagné cette politique de dislocation.

Notons à ce sujet que cette offensive vaut pour toute l'Europe. En Belgique par

exemple, l'Alliance néoflamande (la N-VA, parti nationaliste flamand) relance la question de l'instauration d'une Sécurité sociale exclusivement flamande, en faisant référence explicitement à la Catalogne. Mais notons également que la délégitimation de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) et les travailleurs sidérurgistes de Liège, qui combattent pour la défense de 10 000 emplois dans la sidérurgie intégrée, s'adressent en ces termes aux élus wallons qui participent aux fêtes de Wallonie le 23 août 2013 :

« Nous, travailleurs de la sidérurgie, nous nous sentirons toujours plus proches d'un travailleur de Florange, de Ford Genk ou de Caterpillar plutôt que d'un patron, fût-il wallon de souche depuis des générations ! (...) Alors vive la Wallonie ? Certainement... Mais aussi certainement, vive sa sidérurgie liégeoise ! »

Dans sa note, le POSI distingue l'aspiration légitime du peuple de Catalogne à constituer une république catalane libre du « piège » de l'Etat autonome catalan dans le cadre de l'Union européenne, car il s'agit du moyen pour

« imposer la destruction des services publics vitaux et (d'un) leurre pour l'affrontement entre les peuples. Le peuple catalan n'est ni l'ennemi ni le concurrent des travailleurs et des peuples de Castille ou d'Andalousie, le peuple de Madrid et celui de l'Estrémadure ne sont pas responsables des coupes budgétaires de Rajoy et de Mas (4). Comme nous l'avons fait contre Franco, unissons nos forces pour abattre la nouvelle dictature FMI-Union européenne-monarchie. »

Mais il est une question que de nombreux travailleurs et militants ouvriers de tout l'Etat espagnol sont amenés à se poser : alors que la corruption touche toutes les institutions et tous les partis, alors que le gouvernement Rajoy a été amené dans la dernière période, se soumettant aux injonctions de la troïka, à mettre en œuvre des mesures terribles contre la classe ouvrière, alors que la mobilisation des travailleurs contre ces plans n'a cessé de s'amplifier — deux grèves générales, de grandes mobilisations dans l'enseignement et la santé, celles des fonctionnaires, des brassiers, des mineurs... —, comment comprendre

que le gouvernement reste en place, et, pis encore, qu'il puisse engager de nouvelles attaques ? La principale raison à cette situation réside dans le soutien apporté par la direction du PSOE et par les dirigeants des confédérations syndicales, qui lui permet de se maintenir et de poursuivre sa politique de liquidation des droits, incluant les droits des peuples de l'Etat espagnol.

Les camarades du POSI signalent dans une déclaration, le 23 juillet :

« Le 16 mai, Toxo et Mendez (respectivement secrétaire général des Commissions ouvrières et de l'UGT — NDLR) se sont réunis avec Rajoy à la Moncloa et ont décidé de participer aux "réformes". En application de cet accord, ils ont participé à la commission d'experts qui prépare une baisse des pensions et ils participent à la commission du pacte de Tolède qui prépare l'application des recommandations des experts. »

Et dans le même temps, le gouvernement de coalition PSOE-Izquierda Unida (IU) d'Andalousie coupe dans les budgets, supprime plus de 7 000 emplois, en 2012, dans le secteur de la santé publique. Diego Valderas (IU), vice-président du gouvernement d'Andalousie, avance, pour justifier ces mesures, qu'on ne peut pas faire autrement car il s'agirait d'un « impératif légal » ! Impératif légal ? Aucun travailleur ne peut accepter un tel « argument » !

Alors, comment aider les travailleurs espagnols à surmonter les obstacles dressés par les directions du PSOE et d'IU qui entendent paralyser la classe ouvrière ?

Ouvrir une issue exige de rejeter cet « impératif légal » et de mettre à l'ordre du jour le démantèlement des institutions du franquisme, la rupture avec l'Union européenne et les diktats de la troïka, et de l'opposer au combat pour une union des républiques libres de l'Etat espagnol garantissant le droit à l'autodétermination et ouvrant la voie à l'union libre des nations et des peuples libres de toute l'Europe.

(4) Artur Mas, président de la région de Catalogne, dirigeant du parti nationaliste de droite Convergence et Union (CiU).

Le POSI se fixe comme objectif d'aider à avancer dans la voie de la rupture avec l'Union européenne en combattant pour une nouvelle représentation politique de la classe ouvrière, en partant du combat pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales, inséparable de la défense intransigeante des droits des peuples qui cohabitent dans l'Etat espagnol, de leur souveraineté et de leur libre détermination.

EN ITALIE, TOUTES LES CONFÉDÉRATIONS SIGNENT L'ACCORD SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ

Dans des conditions différentes, des problèmes comparables sont posés en Italie. Ainsi, le monde entier a assisté avec stupéfaction à ce qui s'est passé en Italie cet été, quand toutes les forces politiques ont tenté de sauver le gouvernement Letta (gouvernement de large coalition — du parti de Berlusconi au Parti démocrate — formé au lendemain des élections législatives et chargé d'appliquer les exigences de l'Union européenne), pourtant menacé d'explosion du fait de la condamnation en justice de l'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi.

On ne peut comprendre cette union sacrée autour du gouvernement Letta si on ne prend pas en considération le résultat obtenu dans le sens de l'intégration des organisations ouvrières par ce même gouvernement. En effet, quelques semaines plus tôt, le 31 mai 2013, les dirigeants de la CGIL, de la CISL et de l'UIL avaient signé un accord sur la représentativité syndicale avec la Confindustria (syndicat patronal italien). Cet accord stipule que

« les conventions collectives nationales officiellement signées par les syndicats qui représentent au moins 50 % + 1, après consultation certifiée des travailleuses et des travailleurs... seront efficaces et applicables (...). Le respect des procédures spécifiées ci-dessus implique, outre l'application des accords à toutes les travailleuses et tous les travailleurs, la pleine applicabilité pour toutes les organisations adhérentes aux parties signataires du présent accord. En

conséquence, les parties signataires et leurs fédérations respectives s'engagent à appliquer pleinement et à ne pas promouvoir d'initiatives contraires à la mise en application des accords ainsi définis. »

Dans ce contexte, tous les syndicats, donc même ceux qui n'auraient pas signé une convention collective, et leurs fédérations respectives, « s'engagent à appliquer pleinement et ne pas promouvoir d'initiatives contraire à la mise en application des accords ainsi définis ».

C'est la remise en cause des fondements mêmes de la démocratie : l'indépendance des organisations syndicales. Jusqu'à présent, un syndicat qui décidait de ne pas signer une convention collective pouvait organiser la mobilisation des travailleurs en toute indépendance et appeler à la grève contre cette convention. C'est la base de la démocratie, de l'indépendance et de l'existence même des syndicats : pouvoir exprimer librement la position que les syndiqués, les militants, les instances ont définie et mobiliser sur ces bases, établir le rapport de force. En signant cet accord sur la représentativité, à l'inverse, les dirigeants confédéraux acceptent de remettre en question leur propre capacité à agir en toute indépendance. De plus, ils s'engagent « à s'assurer que leurs structures affiliées et leurs organisations au niveau des territoires et des entreprises respectent les dispositions du présent accord ». En d'autres termes, ils s'engagent à faire taire toutes les structures locales, les délégués, les responsables qui ne partageraient pas les termes d'une convention collective.

Dès la signature de l'accord, Raffaele Bonanni (secrétaire général de la CISL) a déclaré que « l'ère de l'antagonisme est terminée, et que commence celle de la collaboration ». L'ère de l'antagonisme ? Il veut dire celle de la lutte de classe ? Pas si simple...

Quant au président du Conseil, Enrico Letta, il a déclaré qu'il « s'agit d'un accord historique, une chose très positive ». Historique en effet : le gouvernement Letta était parvenu à réaliser ce que les précédents gouvernements n'avaient pas réussi à faire : la signature par la direction de la CGIL — qui avait refusé auparavant, sous

la pression des délégués et cadres syndicaux, de signer le pacte de compétitivité — d'un accord qui remet en cause l'existence même des organisations syndicales.

La « Sainte-Alliance » pour essayer de sauver coûte que coûte le gouvernement Letta correspond au fait que, malgré le discrédit jeté par la condamnation de Berlusconi, malgré les aspects contradictoires de cette coalition, elle apparaît aux yeux de l'impérialisme comme la solution la meilleure, ou en tout cas la moins mauvaise, précisément parce qu'elle a réussi à faire passer l'accord sur la représentativité.

C'est dans ce contexte que les camarades de la section italienne de la IV^e Internationale ont pris l'initiative d'un appel pour exiger des dirigeants syndicaux qu'ils retirent leur signature des accords. Appel qui par ailleurs fait état de mouvements de lutte de classe qui continuent à se développer dans le pays, citant en particulier « *la mobilisation des travailleurs d'Ilva, les manifestations de Terni, les manifestations contre la privatisation des soins de santé dans le Piémont* ».

Mais cet appel pose aussi la question d'une représentation politique de la classe ouvrière, dans un pays où toutes les organisations politiques qui prétendaient représenter les intérêts des travailleurs se sont, du fait de leur politique de soumission aux diktats de l'Union européenne, liquidées elles-mêmes. C'est un fait que le Parti communiste italien, hier le parti communiste le plus puissant à l'ouest de l'Europe, a purement et simplement été rayé de la carte du fait de la politique de ses dirigeants.

EN FRANCE, LES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES FO ET CGT REFUSENT DE PRENDRE EN CHARGE LA CONTRE-RÉFORME DES RETRAITES

Intégration ou indépendance des organisations syndicales, cette question est au cœur de tous les développements en cours en France. Engagés, à des degrés divers et sous des formes spécifiques à chaque pays, avec nos camarades de toute l'Europe, dans une bataille qui met au centre le combat pour l'indépendance

politique des organisations de la classe ouvrière, le regroupement opéré en France au sein du Parti ouvrier indépendant (POI) revêt une importance majeure. La section française de la IV^e Internationale a, au cours des dernières réunions de sa direction nationale, tiré le bilan du IV^e Congrès national du POI, congrès ouvert, tenu les 31 mai, 1^{er} et 2 juin 2013.

Ainsi, la résolution adoptée par la direction nationale du 8 juin 2013 souligne le « *succès incontestable du IV^e Congrès, congrès "ouvert" du POI* », en donnant tous les aspects quantitatifs et qualitatifs, et poursuit :

« C'est la vérification d'un cadre commun à l'ensemble des comités et des camarades, celui de l'indépendance politique du prolétariat, permettant l'expression d'une réelle diversité dans ce cadre commun, ainsi que l'affirmation des comités du Parti ouvrier indépendant qui se construisent à travers leurs campagnes et initiatives. Toute la question posée aujourd'hui, c'est comment faire de ce résultat positif un point d'appui pour un nouveau pas en avant dans la construction du parti. »

Dans un contexte politique caractérisé par la décomposition de l'État bourgeois, la profondeur de la crise de la V^e République, qui s'inscrit dans la crise de décomposition des institutions de l'Union européenne, il faut insister sur la place de la section française en rapport avec la position de chacune des directions des organisations de classe et les contradictions qui s'y expriment.

A propos de la contre-réforme des retraites du gouvernement Hollande-Ayrault, la résolution de la direction nationale de la section française, réunie au lendemain du bureau européen, souligne :

« Ce qui provoque l'insatisfaction d'un Soubie (5) — et plus généralement du Medef —, ce n'est pas tant l'insuffisance

(5) Raymond Soubie est membre du Conseil économique, social et environnemental, après avoir été conseiller de Sarkozy, de 2007 à 2010. Il affirme, à propos de la contre-réforme des retraites :

« D'un point de vue politique, le gouvernement peut être relativement satisfait de sa réforme. Il l'a menée en un temps record, après avoir laissé s'installer le sentiment d'un consensus entre les partenaires sociaux (...). Mais cette stratégie politico-sociale, plutôt réussie, se fait au détriment d'une vraie et profonde réforme des retraites. »

des mesures prises (les patrons en exigent toujours plus surtout en période de crise) que l'absence de pacte social qui en garantit la mise en œuvre.

Tout le problème est là : deux conférences sociales, des mois de concertation et de dialogue social sur tous les projets gouvernementaux ont certes obtenu des résultats (CFDT-CFTC-CGC sur ANI, FSU sur Peillon) qui ne sont pas sans conséquences ; mais le fait majeur est que CGT et FO aient refusé de prendre en charge la contre-réforme, et plus généralement n'aient signé aucun pacte social du type Espagne ou Italie, cela en relation avec la résistance de la classe, celle des militants (intégrant notre propre intervention).

Tout cela s'exprime dans l'appel au 10 septembre. Certes, cela ne signifie pas que les pressions ont disparu, ni que les manœuvres ont cessé pour tenter d'associer les organisations, sinon à la totalité, du moins à tel ou tel aspect des mesures (par exemple le compte pénibilité). Mais le fait est là, qui dresse la possibilité de combattre pour aider au regroupement sur le terrain de classe et contraindre le gouvernement à abandonner sa contre-réforme. »

Il s'agit de l'expression de l'impasse dans laquelle s'enfoncent tous les gouvernements européens qui sont, poursuit la résolution de la direction nationale,

« confrontés à une résistance grandissante des masses, malgré les obstacles qui sont dressés sur leur chemin, une situation aiguës en France, répétons-le, par la non-réalisation, à ce stade, d'un pacte corporatiste intégrant les organisations.

Et si cette résistance n'a pas encore pu prendre, à l'échelle européenne, toute la dimension qu'appelle l'attaque dont les travailleurs et les peuples du continent sont l'objet, cette résistance multiforme n'en demeure pas moins le facteur politique majeur de toute la situation. »

Dans ce cadre, la journée du 10 septembre revêt une importance majeure. Appelée par les deux principales confédérations syndicales, la CGT et la CGT-FO, après des mois de concertation dans le cadre de la conférence sociale, elle renforce le sentiment qu'il est possible de faire reculer ce gouvernement.

Le meeting du 28 septembre pour « bloquer la politique anti-ouvrière du gouvernement Hollande-Ayrault et rompre avec

l'Union européenne » va se tenir dans ce contexte.

Les militants de la IV^e Internationale — organisés dans le POI — mettent tout en œuvre pour assurer le plein succès de ce meeting (ainsi que les meetings qui vont se tenir en province) et, sur un autre plan, participent à la préparation de la conférence de délégués du 19 octobre, répondant ainsi à l'appel lancé par 150 militants ouvriers de toutes tendances pour la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier.

AU PORTUGAL, LA GRÈVE UNIE DES ENSEIGNANTS FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT

Le mouvement engagé en France, pour aider à la lutte de classe unie pour faire reculer le gouvernement, peut prendre appui sur les événements des derniers mois au Portugal.

Rappelons qu'au Portugal, la manifestation des 80 000 enseignants à l'appel de leurs organisations syndicales, le 15 juin dernier, et l'appel à la grève à partir du 17 juin ont contraint le gouvernement à reculer, imposant un accord suspendant la loi de mobilité qui devait aboutir à la suppression de milliers de postes. Ce recul a ouvert une crise gouvernementale majeure, ébranlant tout l'Europe, situation résumée en ces termes par le quotidien patronal français *Les Echos* :

« Des ministres démissionnent, un gouvernement vacille et l'angoisse saisit de nouveau les marchés. Qui aurait imaginé, il y a encore quelques semaines, que le Portugal déclenche de tels remous ? Depuis le déblocage du plan de sauvetage de 78 milliards d'euros, le pays était montré en exemple. Il faut dire que Lisbonne n'a pas ménagé ses efforts pour assainir ses finances, mettant sa fonction publique à la diète et menant courageusement les réformes exigées par ses bailleurs de fonds. Mais, derrière la façade du bon élève de la zone euro, les fissures restaient béantes. Le plan d'assainissement budgétaire s'est fait au prix d'une forte récession et la coalition gouvernementale a perdu le soutien de l'opinion publique. La "fatigue de l'austérité" a rattrapé le pays. (...)

Le Portugal vient ainsi de réveiller les fantômes de l'automne 2011 dans la zone euro, lorsque les investisseurs voyaient la Grèce aller tout droit vers la banqueroute, l'Espagne et l'Italie sombrer à leur tour et les banques européennes perdre la confiance de ceux qui les financent. Et il vient les réveiller au plus mauvais moment : la nervosité est montée de plusieurs crans sur les marchés depuis que les investisseurs ont pris conscience qu'ils ne pourraient compter éternellement sur les banques centrales et leurs généreuses injections de liquidités pour amortir le choc récessif et pallier les insuffisances politiques. Que peut bien faire aujourd'hui la BCE, à part mettre la pression sur les dirigeants européens pour accélérer les réformes ? »

Le 17 août, les organismes officiels annoncent la sortie de la récession pour le Portugal. Mais le Premier ministre, Pedro Passos Coelho (Parti social-démocrate, centre-droit), s'empresse de contrer : « *Personne ne peut tenir pour acquis que la crise est terminée.* » A la clé, il y a l'engagement du gouvernement de soumettre à la troïka à la fin du mois d'août un projet de réforme de l'Etat permettant de réduire les dépenses publiques de 4,7 milliards d'euros, projet qui prévoit notamment la suppression de 30 000 postes de fonctionnaires.

Et le Premier ministre prévient que si ces mesures étaient rejetées par la Cour constitutionnelle — faisant référence à une précédente décision de la Cour constitutionnelle relative à la suppression des treizième et quatorzième mois de salaire versés aux fonctionnaires et aux retraités —, « *il y a un risque de retour en arrière* ». Le Premier ministre espère par ce chantage à la récession faire passer un nouveau train de mesures anti-ouvrières (6).

Dans ce contexte où la troïka prétend, plus que jamais, multiplier les coups, la construction des sections ne peut s'opérer que dans le cadre de la préparation ordonnée du surgissement de la classe ouvrière sur son propre plan. La déclaration du Parti ouvrier d'unification socialiste (POUS, section portugaise de la IV^e Internationale) du 6 juillet 2013 revient sur la signification de la démission du ministre des Finances, puis de celle du vice-Premier ministre : « *Ces démissions ont mis encore plus à nu le fait que ce*

gouvernement moribond ne survit que par le soutien de Cavaco Silva (président de la République — NDLR) et de la troïka. » La déclaration du POUS souligne en effet que ces démissions interviennent après qu'un représentant de la troïka a déclaré voir « *d'un mauvais œil le résultat de la négociation de Nuno Crato (ministre de l'Éducation) avec les syndicats des enseignants* ». Lequel représentant de la troïka a déclaré :

« La Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI considèrent que la forme par laquelle le gouvernement a cédé sur toute la ligne aux enseignants, en début de semaine, est un cas exemplaire et un signal fort pour d'autres domaines de l'administration publique montrant que le gouvernement n'a pas la force politique pour appliquer les coupes budgétaires prévues »,

et la troïka pointe du doigt « *la contestation et les grèves* » comme responsables de cette situation.

Tout le problème est là ! Le gouvernement n'a pas eu la force politique de se confronter à la lutte de classe. Cette alarme du FMI ne vaut pas que pour le Portugal. Elle a une portée générale pour tout le continent.

Car, oui, c'est un fait : l'unité réalisée des enseignants avec leurs organisations, basée sur des exigences claires, a contraint le gouvernement et la troïka à reculer. Et dans ce qui a contribué à ce résultat, il y a, par exemple, cette motion adoptée à l'unanimité, dans une assemblée organisée par le Syndicat des professeurs du Grand Lisbonne (SPGL), une semaine avant la grève générale, qui affirme :

« Nous décidons d'appeler les directions de tous les syndicats de la fonction publique et des centrales syndicales à rechercher les moyens d'intensifier la mobilisation conjointe de tous les fonctionnaires, dans les formes qu'elles considéreront les plus appropriées. Une mobilisation avec un seul objectif : le retrait de la loi de mobilité spéciale, de requalification professionnelle et d'augmentation du temps de travail. »

(6) Le 29 août dernier, la Cour constitutionnelle a rejeté le projet de loi du gouvernement qui pouvait entraîner des licenciements de fonctionnaires.

Il faut rappeler que le gouvernement a dû céder alors que l'appareil de la CGTP avait concentré tous ses efforts sur la tentative d'isoler les enseignants, faisant en sorte que leur grève ne coïncide pas avec la journée de grève générale appelée le 27 juin par la CGTP et l'UGT.

La déclaration du POUS poursuit, posant la question du rapport entre la lutte de classe et le combat pour le rétablissement de la démocratie et de la souveraineté :

« L'unité qui a permis aux enseignants, dans l'unité avec tous leurs syndicats, d'imposer un recul au gouvernement, n'est-elle pas maintenant indispensable, à l'échelle de tous les secteurs et de tout le mouvement syndical, pour écarter définitivement ce gouvernement ? (...)

Le POUS — qui n'a pas d'intérêts distincts de ceux de la majorité du peuple portugais — considère que toutes les organisations qui se réclament du mouvement ouvrier doivent se prononcer clairement pour le retrait du mémorandum de la troïka, pour que tous ensemble nous dressions un front d'unité, qui mène à la chute définitive du gouvernement, à la reconquête de la souveraineté de l'Assemblée de la République, et qui ouvre la voie à la constitution d'un nouveau gouvernement qui renoue avec le 25 Avril et dont la première mesure doit être le retrait du mémorandum de la troïka. »

Comme nous l'avons indiqué précédemment, les enseignants grecs sont aujourd'hui confrontés à une mesure du même type. Dans ce contexte, la direction du syndicat enseignant OLME propose aux assemblées régionales de rentrée du syndicat de décider la grève illimitée à partir de la rentrée. Proposition qui ne doit pas faire oublier que ce sont ces mêmes dirigeants qui ont, en juin dernier, retiré leur soutien à la grève des enseignants sous la pression de la direction de Syriza (7).

UNE PERSPECTIVE COMMUNE, EN RELATION AVEC L'ÉCHEANCE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Cette première réunion du bureau européen a permis de vérifier le bien-fondé de la décision du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale de mettre en place des bureaux continentaux pour aider à la

construction des sections de la IV^e Internationale. Au-delà de la situation propre à chaque pays, la discussion entre militants venus de différentes sections a mis en évidence la nécessité de dégager une perspective commune, en relation avec l'échéance des élections européennes de mai 2014. A ce sujet, la direction nationale de la section française, réunie les 30 et 31 août, s'est prononcée pour une campagne qui, sous des formes appropriées, se dresserait contre

« les institutions de l'Union européenne, pour la dénonciation des traités, la rupture avec l'Union européenne, pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe ».

La résolution de la direction nationale précise quelle serait la signification d'une telle campagne :

« Cette perspective se dresse contre le consensus pro-européen qui, en France comme dans les autres pays, sous des formes différentes, est le cadre dans lequel on veut imposer au mouvement ouvrier sa subordination, cadre contre lequel, de fait, se dresse le mouvement de la classe, même si ce n'est pas toujours de façon consciente (...). A l'Union européenne, nous opposons l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe.

Ce qui pose nécessairement la question de la forme par laquelle chacun des peuples européens peut être amené à se déterminer. Une forme qui mettra à l'ordre du jour, en France comme en Espagne (peut-être plus vite en Espagne qu'en France), la question de l'Assemblée constituante souveraine par laquelle le peuple sera amené à définir lui-même les formes et le contenu du rétablissement, de la reconquête de la démocratie et de la souveraineté populaire. »

Christel Keiser

(7) Le volume imparti à cet article ne permet pas de développer plus largement sur la situation en Grèce. Nous y reviendrons dans un prochain article, et en particulier sur la manière dont les contradictions se sont exprimées dans le congrès de Syriza (parti politique constitué sur la base d'une coalition de groupes de la « gauche radicale » dont le principal est Synaspismos, issu de la crise du PC grec et membre du Parti de la gauche européenne [PGE]).

Syrie : le Secrétariat unifié franchit un nouveau pas

Par Dominique Ferré

Les mois qui viennent de s'écouler ont vu s'accélérer les processus de destruction provoqués par la guerre civile qui ravage la Syrie depuis plus de deux ans. En particulier, les menaces d'intervention impérialiste se sont accentuées au lendemain des prétendues « révélations » du journal français *Le Monde* sur l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien. Des prétendues « révélations » utilisées, malgré la crise qui ravage les sommets de l'impérialisme, pour aggraver l'offensive dislocatrice à l'encontre de la Syrie, conséquence de la politique du « Grand Moyen-Orient » (GMO). Et cela au moment même où les menaces contre la souveraineté de l'Algérie se précisent, et que l'Irak s'enfoncé dans la barbarie avec une nouvelle vague d'attentats, conséquence de dix années d'occupation.

Dans de telles conditions provoquées par la décomposition du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, la IV^e Internationale

« se tient entièrement sur le terrain constitutif du mouvement ouvrier dès le XIX^e siècle, celui du combat contre la guerre menée par les grandes puissances. La IV^e Internationale, comme elle l'a fait pour la Libye, se prononce contre toute intervention, même sous des prétextes humanitaires, contre la Syrie et l'Iran » (1).

Cette position est, pour la IV^e Internationale dans son ensemble, et en parti-

culier pour les militants révolutionnaires intervenant dans les pays impérialistes (Etats-Unis, France, etc.), la condition de son indépendance politique vis-à-vis des gouvernements Obama, Hollande, etc.

A l'inverse, toute force politique se réclamant du mouvement ouvrier, et a fortiori prétendant se réclamer du trotskysme et de la IV^e Internationale, qui tournerait le dos à cette position fondamentale, se ferait non seulement l'instrument de la politique impérialiste d'écrasement des peuples dans les pays opprimés (comme la Syrie), mais également l'instrument de l'offensive contre la classe ouvrière dans les pays impérialistes eux-mêmes.

C'est pour armer les militants de l'avant-garde ouvrière à l'échelle internationale que notre revue *La Vérité* s'est régulièrement exprimée sur la politique du courant pabliste du « Secrétariat unifié ». Non pas que ce courant soit le seul, à « l'extrême gauche », à promouvoir les positions qu'il défend concernant la Syrie (2), mais parce qu'il a la caractéristique de prétendre le faire — frauduleusement — au nom de la IV^e Internationale.

1) Déclaration du Secrétariat international de la IV^e Internationale (1^{er} mars 2012), paru dans *La Vérité*, n° 73.

(2) On lira dans ce numéro l'article consacré à la LIT.

UNE “REVENDEICATION” DU NPA : QUE LES GOUVERNEMENTS IMPÉRIALISTES ARMENT LA RÉBELLION

Pas plus tard que le 13 juin dernier, alors que les dirigeants de l’impérialisme américain sont confrontés au soulèvement en Turquie contre le régime pro-américain de l’AKP et d’Erdogan (qui sert de « tête de pont » de l’impérialisme américain en Syrie, acheminant des armes aux insurgés de l’Armée syrienne libre — ASL), l’hebdomadaire du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), en France (3), écrit, à propos de la politique du gouvernement impérialiste français en Syrie :

« Hollande et son ministre des Affaires étrangères Fabius, peuvent être les plus zélés à protester contre les crimes du régime syrien, d’autant plus que les journalistes français se sont exposés au péril de leur vie pour les mettre en lumière. Dans les faits, à la tête d’un pays en crise, le gouvernement français limite son aide, même humanitaire, au minimum : 13 millions d’euros en 2012. »

Voilà donc le reproche majeur adressé par le NPA au gouvernement Hollande : il « limite son aide » financière à la rébellion.

Conclusion de nos « révolutionnaires » :

« Face à cette situation, la responsabilité du mouvement ouvrier et démocratique international est de réclamer que nos gouvernements fournissent immédiatement des armes à l’Armée syrienne libre qui est mandatée par la révolution syrienne pour la défendre » (souligné par nous).

Extraordinaire ! La tâche du mouvement ouvrier et démocratique international, selon le NPA, serait de faire pression sur les gouvernements impérialistes pour que ceux-ci s’engagent encore plus qu’ils ne le sont déjà dans une intervention en Syrie ! Il faudrait demander aux Obama, Hollande, Cameron et autres brigands impérialistes de continuer de financer et d’équiper les groupes armés, dont les derniers affrontements en date (début août) entre groupes djihadistes financés par le Qatar et groupes kurdes préfigurent le démantèlement ethnique et confessionnel de la Syrie.

Le NPA poursuit :

« La méfiance justifiée de toute intervention directe impérialiste ne doit pas conduire à l’abandon du peuple syrien, mais à la volonté de contrôler démocratiquement ces fournitures ».

Pure hypocrisie que de faire croire que le NPA ne demande pas une « *intervention directe impérialiste* » (souligné par nous). Car il s’agit bien ici de revendiquer une intervention de l’impérialisme par l’intermédiaire des livraisons d’armes aux groupes rebelles, par ailleurs déjà largement armés et équipés par les « démocrates » qui, au compte de l’impérialisme américain, gouvernent le Qatar, l’Arabie Saoudite et la Turquie. Et c’est cela qui devrait être, selon le NPA, la tâche du mouvement ouvrier et démocratique international !

Au passage, notons que le NPA écrit, à propos des gouvernements impérialistes, qu’il s’agit de « nos » gouvernements. Il n’y a là rien de fortuit. A travers et au-delà de la question, centrale, du soutien à la guerre impérialiste, il faudrait, comme en 1914, comme en 1939... enchaîner le mouvement ouvrier au camp des gouvernements impérialistes soi-disant « démocratiques », au nom de la prétendue lutte contre les « dictatures ». A l’inverse de cette politique de couverture « à l’extrême gauche » de l’impérialisme, la IV^e Internationale est inconditionnellement dans le camp des peuples opprimés contre l’impérialisme.

REFUSER L’INGÉRENCE IMPÉRIALISTE, CE SERAIT “DÉSORIENTER LE MOUVEMENT OUVRIER” ?

Mais pour les partisans du Secrétariat unifié pabliste, le problème, c’est que

« par ses implications géopolitiques régionales, la situation syrienne a “désor-

(3) *Tout est à nous !*, hebdomadaire du NPA, n° 199, 13 juin 2013. Le NPA en France est l’une des principales forces organisées dans laquelle intervient le « Secrétariat unifié » pabliste qui se revendique frauduleusement de la IV^e Internationale.

rienté” plus d’une fraction de la gauche internationale, dont une partie a pris fait et cause en faveur d’une dictature meurtrière et contre un peuple qui se fait massacrer au quotidien » (4).

Mais qui « désoriente » le mouvement ouvrier ? Pour sa part, la IV^e Internationale se félicite que des fractions du mouvement ouvrier international ne prennent pas pour argent comptant la propagande pseudo « démocratique » de l’impérialisme et refusent de se ranger sous la bannière étoilée des « interventions humanitaires ». La IV^e Internationale est dans le camp des peuples opprimés, pour la défense de la souveraineté des nations contre toute forme, même « indirecte » d’ingérence impérialiste. Tout échec, toute défaite de la politique dislocatrice du « Grand Moyen-Orient » étant un point d’appui, non seulement pour le droit des nations opprimées à disposer d’elles-mêmes mais aussi pour le combat de classe des travailleurs dans les pays impérialistes, c’est selon ce critère et lui seul que la IV^e Internationale a pris position contre toute forme d’intervention en Syrie, quelle que soit la nature du régime en place.

Les auteurs de ces appels « d’extrême gauche » à l’intervention savent parfaitement que « *le sort ultime du régime de Bachar el-Assad est aujourd’hui secondaire pour l’impérialisme* », comme nous l’écrivions en mars 2012 (5). Car, ajoutions-nous :

« Pour l’impérialisme, il ne s’agit ni des droits de l’homme, ni de la démocratie, ni des droits des peuples, mais de la nécessité, face à la révolution, de préserver son contrôle, et c’est à cette aune qu’est jugé le régime syrien en place. »

Mais pour nos « révolutionnaires », il faut s’en remettre à l’impérialisme américain pour régler le sort des peuples. Ainsi, à propos de la convocation d’une conférence internationale sur la Syrie à Genève sous l’égide des Etats-Unis et de la Russie, ils écrivent :

« Les deux plus grandes puissances impérialistes se sont finalement accordées le 7 mai pour “trouver une solution politique au conflit” et organiser “au plus vite une conférence internationale sur la Syrie” en “encourageant le gouvernement syrien et les groupes d’oppo-

sition à trouver une solution politique”, sans poser en préalable le départ d’Assad. John Kerry a toutefois déclaré le lendemain que Bachar el-Assad n’a pas sa place dans “le gouvernement de transition” » (souligné par nous).

Incroyable, mais vrai ! Ce serait donc aux « grandes puissances » de déterminer qui doivent être, ou ne pas être, les représentants du peuple syrien ! Et de se féliciter que Kerry, représentant de l’impérialisme américain, se soit, lui, prononcé pour l’élimination de Bachar el-Assad ! Décidément, nos « anticapitalistes » sont bel et bien « l’extrême gauche » du camp « démocratique et civilisé » de l’impérialisme !

DIX ANS APRÈS LE MENSONGE DES “ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE”...

Ce soutien non dissimulé des « anticapitalistes » aux positions de l’impérialisme américain s’est particulièrement exprimé à l’occasion de la campagne internationale — fomentée en particulier par le gouvernement « socialiste » français, utilisant pour cela de fracassantes « révélations » du journal *Le Monde* — sur la prétendue utilisation des armes chimiques par le régime syrien. On se souvient à ce sujet qu’il y a exactement dix ans, le même type de manipulation grossière avait été monté de toutes pièces pour préparer l’opinion publique mondiale à l’invasion de l’Irak. Les Bush, Blair et autres invoquant la présence « d’armes de destruction massive » prétendument détenues par le régime de Saddam Hussein. A l’époque, le secrétaire d’Etat américain, Colin Powell, avait été jusqu’à brandir, devant le Conseil de sécurité de l’ONU, une fiole censée contenir de telles armes ! Huit ans plus tard, alors que l’Irak occupée était déjà exsangue, Colin Powell demandera au Pentagone et à la CIA des « explications » sur les « fausses informations » qui lui avaient alors été fournies...

(4) *Tout est à nous !*, n° 195 (15 mai 2013).

(5) Déclaration du SI. Voir note 1.

Malgré ce précédent, et toute honte bue, la revue internationale *Inprecor/International Viewpoint*, éditée par ce courant (6), se fait complaisamment le relais de cette campagne médiatique internationale. *Inprecor/International Viewpoint* donne largement la parole à un individu présenté comme officier déserteur de l'armée syrienne et « spécialiste en armes chimiques », sous le titre : « *Les crimes du régime Assad : armes chimiques contre les rebelles* ».

**UN "ARGUMENT" STUPÉFIANT :
SI LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN
LE DIT, C'EST BIEN LA PREUVE
QUE CELA DOIT ÊTRE VRAI !**

Sans aucun commentaire de la rédaction se démarquant de ses propos, il affirme ainsi que « *le régime de Bachar el-Assad ne laisse pas entrer les inspecteurs de l'ONU, et ce seul fait en dit suffisamment long* ». Indépendamment du fait que, quelques semaines plus tard, sous la pression de la « communauté internationale », le régime syrien acceptera ces inspections de l'ONU, on affirme tranquillement dans les colonnes d'*Inprecor/International Viewpoint* une pleine et entière confiance dans la légitimité et l'impartialité de l'ONU pour déterminer qui utilise ou pas des armes chimiques ! Et l'on revendique comme une évidence que l'ONU, dont Lénine qualifiait à juste titre son ancêtre, la SDN (7), comme étant une « *caverne de brigands impérialistes* », puisse s'ingérer dans les affaires internes des Etats.

Fustigeant l'ex-procureur général des tribunaux de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie, Carla Del Ponte, membre de la « commission qui enquête sur les violations des droits de l'homme en Syrie », qui avait affirmé que « *les rebelles ont eu recours aux armes chimiques* » en Syrie, l'hôte d'*Inprecor/International Viewpoint* assène un argument de poids :

« *Le gouvernement des Etats-Unis a lui aussi contredit Del Ponte et affirmé que l'utilisation, le cas échéant, d'armes chimiques, ne saurait être le fait que du régime* » (8).

Alors, si le gouvernement américain l'a dit, c'est que cela doit forcément être exact !

Et notre officier déserteur d'ajouter que

« *des unités du Hezbollah (proche de l'Iran et donc du régime Assad) opérant sur le territoire syrien, ont essayé de s'emparer de tels produits (c'est-à-dire d'armes chimiques stockées, selon lui, par le régime — NDR) et de les emporter par camion. C'est de cela qu'Israël a eu connaissance, et c'est la cause de son intervention, motivée par la crainte d'une utilisation éventuelle contre Israël.* »

Non seulement le régime stocke et utilise des armes chimiques — puisque les Etats-Unis l'affirment —, mais, si l'Etat d'Israël a organisé des raids aériens pour bombarder Damas, c'était pour se protéger d'une éventuelle utilisation de ces armes chimiques par le Hezbollah... Oui, vous avez bien lu, c'est ce qui est publié, sans commentaire, dans la revue internationale de ce courant qui se prétend « anticapitaliste », « anti-impérialiste », et qui plus est, ose se réclamer de la IV^e Internationale !

Et notre bon officier de conclure :

« *Je ne comprends pas comment des forces démocratiques et de gauche en Occident peuvent avoir des doutes à propos de la légitimité de la lutte contre ce régime.* »

Les choses sont claires : la tâche de ces « anticapitalistes » de pacotille est de pousser le mouvement ouvrier et démocratique à se mettre à la remorque de l'impérialisme « démocratique ».

**GILBERT ACHCAR, "CONSEILLER"
DE L'OPPOSITION SYRIENNE**

Et ce ne sont pas que des mots.

Un lecteur de *La Vérité* a récemment attiré notre attention sur la participation, dès octobre 2011, il y a plus de deux ans, du dénommé Gilbert Achcar — éminent

(6) *Inprecor*, n° 594, juin 2013.

(7) SDN : Société des nations, créée en 1919 et remplacée en 1945 par l'ONU.

(8) Plus prudente que le gouvernement américain, la « commission » en question, dont fait partie Carla del Ponte, bien qu'étant un organisme parfaitement officiel lié aux institutions internationales, a indiqué que pour sa part, elle n'avait aucune preuve de l'utilisation d'armes chimiques, ni de la part du régime syrien, ni de la part des groupes armés.

membre de la rédaction d'*Inprecor/International Viewpoint* et « spécialiste » du Moyen-Orient et de la prétendue « révolution arabe » — à une conférence de « l'opposition » syrienne tenue à Stockholm, où il a été amené à présenter une communication précisément sur la question de l'intervention militaire étrangère.

« J'ai pu assister à la réunion de l'opposition syrienne qui s'est tenue les 8-9 octobre derniers en Suède, près de la capitale Stockholm (...), avec la participation du membre le plus éminent du Conseil national syrien, Burhan Ghalioun, son président. Les organisateurs de la conférence m'avaient invité pour parler sur le thème de l'intervention militaire étrangère dans la situation actuelle en Syrie. Mon intervention fut accueillie avec intérêt ».

écrit Achcar dans le journal libanais *Al Akhbar* du 16 novembre 2011 (traduit et publié sur le site « A l'encontre »), ayant du mal à cacher son émotion d'avoir été ainsi introduit dans le cercle des « grands de ce monde ».

Bien entendu, pour préserver la forme, Achcar fait mine d'exprimer quelques réserves sur « une intervention militaire directe en Syrie, que ce soit sous la forme d'une invasion ou qu'elle se limite à un bombardement à distance ». Les peuples bombardés par les avions de l'OTAN apprécieront la « limitation » des bombardements à distance... Puis Achcar se lâche :

« Je me suis appuyé sur les leçons de l'expérience libyenne dans mon intervention. A l'instar de la grande majorité du public arabe, j'avais exprimé ma compréhension pour le fait que les rebelles libyens avaient été contraints de faire appel à un soutien étranger afin d'éviter le massacre de masse qui aurait pu être commis si les forces de Kadhafi étaient parvenues à prendre d'assaut les bastions du soulèvement à Benghazi, Misrata et ailleurs, les rebelles n'étant pas en mesure de repousser une telle attaque par leurs propres moyens à ce moment-là. »

QUAND LES INTERVENTIONS DE L'OTAN "EMPÊCHENT L'ÉCRASEMENT DES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES" (ACHCAR)

Les « rebelles » libyens, c'est-à-dire la coalition hétéroclite de chefs tribaux, de

transfuges du régime Kadhafi, d'obscurantistes, dont un certain nombre agissant plus ou moins directement au compte d'officines occidentales... « contraints » d'en appeler aux bombardements de l'OTAN pour éviter un « massacre » de civils ! Tel est le tableau qu'Achcar dresse de l'intervention militaire impérialiste de l'OTAN en Libye devant l'état-major de « l'opposition » syrienne.

Achcar poursuit :

« L'impression qui prévaut aujourd'hui, toutefois, est que cette intervention étrangère a empêché l'écrasement du soulèvement libyen, qui, s'il s'était produit, aurait mit fin au processus révolutionnaire dans l'ensemble de la région arabe. »

Pour sa part, la IV^e Internationale a depuis 2011 récusé le concept de prétendue « révolution arabe », concept forgé par les médias impérialistes permettant de nier le caractère révolutionnaire et prolétarien des processus en Tunisie et en Egypte, les mettant dans le même sac que l'intervention de l'OTAN en Libye ou la guerre civile en Syrie. Cela étant dit, ce que nous dit Achcar, c'est que l'intervention de l'OTAN en Libye avait donc un caractère positif puisqu'il aurait empêché de « mettre fin au processus révolutionnaire dans l'ensemble de la région arabe » !

« BONNES » ET « MAUVAISES » INTERVENTIONS IMPÉRIALISTES....

Achcar va encore plus loin :

« L'intervention a permis aux rebelles libyens de libérer leur pays des griffes de leur dictateur brutal à un coût qui reste bien moindre que celui que les Irakiens ont dû payer pour être libérés du régime tyrannique de Saddam Hussein par une invasion étrangère. L'occupation de l'Irak arrive à son terme après huit terribles années, durant lesquelles le pays a touché le fond et payé un prix humain et matériel exorbitant, tout cela pour se retrouver confronté aujourd'hui à un avenir sombre et menaçant. »

Il y aurait donc les « bonnes » (Libye) et les « mauvaises » (Irak) interventions impérialistes, selon Achcar. Mais même

si, dans le cas de l'Irak, cela se fait au prix fort, l'invasion impérialiste de 2003 a tout de même permis, déclare Achcar, d'être « libérés du régime tyrannique de Saddam Hussein par une invasion étrangère » !

Et Achcar note au passage « *les appels croissants à une intervention militaire (en Syrie — NDR) depuis la libération de Tripoli, au point que la journée de mobilisation du vendredi 28 octobre 2011 a été placée sous le signe de la demande de "zone d'exclusion aérienne" »* .

Nous n'inventons rien, ce sont les faits. Et pourtant, réagissant à ce que notre revue a publié précédemment pour exposer ses positions, le dénommé Achcar écrit, dans un autre texte :

« Les critiques les plus vicieuses (à son égard — NDR) sont les bobards répandus par un site lambertiste (...), selon lesquels j'aurais participé à une réunion (d'opposants syriens — NDR) pour les inviter à en appeler à une intervention impérialiste en Syrie (alors que ma contribution à cette réunion était consacrée exactement à l'inverse). »

Des « bobards » ? Mais qui a osé déclarer, à propos de l'intervention de l'OTAN en Libye :

« Pourquoi la campagne aérienne menée par l'OTAN en Libye est-elle de si basse intensité (...) ? Et pourquoi l'OTAN s'est-elle abstenue en même temps de fournir des armes aux insurgés comme ils l'ont demandé à plusieurs reprises. »

Quel est donc ce pourfendeur de la faiblesse de l'intervention de l'OTAN en Libye (toutefois présentée comme positive devant des opposants syriens à Oslo), sinon Achcar lui-même (9) ?

La survie des peuples et des masses travailleuses agressés par l'impérialisme en décomposition exige que soit clairement caractérisées de telles positions comme contraires à la démocratie, à la paix et aux intérêts des larges masses opprimées et exploitées. La vérité et la clarté exigent de dire nettement qu'une telle politique est une aide directe à l'offensive de l'impérialisme mondial contre la civilisation humaine.

Pour notre part, nous réaffirmons ce que nous écrivions en mars 2012 :

« Cette ingérence impérialiste déjà en cours et une intervention militaire ouverte conduiraient à la dislocation de la Syrie. De fait, dix ans après l'intervention en Irak, celui-ci est disloqué, divisé entre des zones chiïtes, sunnites et kurdes, cette dernière étant quasiment autonome. L'intervention en Syrie aura les mêmes conséquences qu'en Libye, pays également disloqué.

(...) L'explosion de ce pays, mosaïque culturelle, linguistique et de peuples, aura des répercussions immédiates sur les pays voisins. (...) Ce serait la voie ouverte à de nouvelles violences, à de nouvelles guerres, à l'aventure et la barbarie. Cette nouvelle offensive visant à disloquer les nations constitue également une attaque supplémentaire contre le peuple palestinien, dont le combat ininterrompu pour le droit à la nation et donc à la terre de Palestine a, depuis plus de 60 ans, interdit toute "stabilisation" de la situation sous contrôle impérialiste.

(...) La IV^e Internationale considère que le premier ennemi des nations et de leur souveraineté, c'est l'impérialisme et que d'aucune manière on ne peut transiger avec la défense des peuples contre l'impérialisme. »

**Dominique Ferré,
19 août 2013**

(9) Gilbert Achcar, *La « conspiration de l'OTAN contre la révolution libyenne*, 16 août 2011. Cité dans notre article : « Une revue qui soutient l'intervention de l'OTAN en Libye : Inprecor » (*La Vérité*, n°73/679, mars 2012).

Quarante ans après le coup d'Etat de Pinochet (1973-2013)

Par Misa Boito

Nous publions dans ce numéro de *La Vérité* de longs extraits du rapport présenté par Pierre Lambert au nom du comité central de l'Organisation communiste internationaliste, section française du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI), au meeting du 21 septembre 1973 à la Mutualité à Paris, dix jours après le coup d'Etat organisé le 11 septembre au Chili par l'état-major de l'armée, soutenu par l'impérialisme nord-américain et la réaction.

Ce coup d'Etat a entraîné la chute du gouvernement de l'Unité populaire présidé par Salvador Allende et le déchaînement d'une répression impitoyable, entraînant la mort ou l'exil pour des dizaines de milliers de personnes, notamment au sein de l'avant-garde ouvrière.

Ce coup d'Etat a représenté un événement mondial non seulement en raison de sa violence, mais parce que le gouvernement de l'Unité populaire avait été présenté à l'échelle internationale, et par les partis communistes et sociaux-démocrates (la gauche) en particulier, comme un exemple à suivre.

Le rapport du camarade Lambert montre comment le programme et la politique des trois années de l'Unité populaire, au nom de la « voie pacifique et parlementaire au socialisme », ont en fait permis à la réaction de se regrouper et facilité pour l'état-major de l'armée présidé par Pinochet — qui, rappelons-le, a été salué comme un général « respectant la Constitution » par Allende, qui l'a confirmé dans son poste comme chef d'état-major quelques semaines avant le

11 septembre — l'organisation de ce coup d'Etat.

Sous l'Unité populaire, il y a eu une montée en puissance de la classe ouvrière pour exiger ses droits et la satisfaction de ses revendications. Mais l'Unité populaire, sans pour autant pouvoir empêcher les développements de la lutte des classes, a déçu les espoirs des travailleurs et de la majorité de la population opprimée.

Au cours de ces trois années, des conquêtes fondamentales ont été arrachées : augmentations de salaire, droits politiques et syndicaux. Mais pour combattre pour ses revendications, la classe ouvrière a dû déborder la politique des partis de l'Unité populaire — de la direction du PC et du secteur allendiste du PS notamment — qui cherchaient à tout prix un accord avec la Démocratie chrétienne : des centaines d'usines ont été occupées ; les paysans dans les campagnes ont exigé la réforme agraire et le démantèlement des latifundia ; des organismes présoviétiques, les « cordons industriels », ont été constitués, cherchant à se centraliser et se transformer en organismes de double pouvoir. Ils mettaient en cause la politique du gouvernement, des partis qui le soutenaient, et débordaient la bureaucratie de la Centrale unique des travailleurs contrôlée majoritairement par le Parti communiste.

Ce dernier, répétons-le, n'a eu de cesse d'élargir l'accord de l'Unité populaire à la Démocratie chrétienne, parti traditionnel de la bourgeoisie. Ainsi, dans les faits, il a soutenu le coup d'Etat. Les ministres du PC dans le gouvernement de l'Unité populaire, en accord avec Allende, sont même allés jusqu'à entamer la reprivatization des

usines occupées : sous l'égide du ministre de l'Économie, Orlando Millas, membre de la direction du Parti communiste, un décret fut adopté, en janvier 1973, pour rendre à leurs anciens propriétaires cent vingt-trois usines occupées par les travailleurs en octobre 1972.

En 1973, la lutte de classe atteignit une intensité nouvelle. La bourgeoisie était en train de perdre le contrôle de la machine économique. Une vague d'occupations d'usines, de banques et de propriétés foncières se développait. Cette radicalisation s'est exprimée y compris lors des élections législatives. Ainsi, l'Unité populaire, qui avait à peine dépassé les 33 % en 1970 lors de la victoire d'Allende, dépassait les 44 % aux élections législatives de mars 1973.

Après ces élections, une manifestation nationale de travailleurs et de paysans rassemblait un million de personnes (dans un pays de 7,5 millions d'habitants à l'époque), à Santiago, qui scandaient : « *Pouvoir populaire !* »

Le gouvernement Allende a appelé au calme et a confirmé son soutien à l'état-major, alors que les indices d'un coup d'Etat préparé par l'armée étaient flagrants.

Ainsi le 11 septembre, lorsque Pinochet organisa le coup d'Etat, la classe ouvrière, disposée au combat, se trouva désarmée politiquement. C'est ce qui explique la violence de la répression, les dizaines de milliers de morts tout de suite, pour terroriser la classe ouvrière et la population.

DIX-SEPT ANNÉES DE DICTATURE

Tout d'abord, il faut préciser la position de la Démocratie chrétienne, parti qui se présente aujourd'hui comme « l'avant-garde de la démocratie » (!). Le 12 septembre 1973, une commission officielle de la direction de ce parti rend visite à Pinochet pour le féliciter, et le président du parti, Patricio Aylwin, déclare : « *L'intention déclarée de la junte (Pinochet a constitué une junte militaire), c'est de rétablir nos institutions politiques en*

accord avec la Constitution et de ramener la paix et l'unité pour tous les Chiliens. »

Dans les faits, la Démocratie chrétienne apportait à la junte militaire le soutien politique et le personnel politique nécessaires pour constituer un nouveau régime de type fascisant, appliquant la politique dictée par le capital financier donc l'impérialisme, au compte des multinationales, dans le cas particulier d'un pays semi-colonial comme le Chili, mais aussi, rapidement, au détriment même d'une bonne partie de la petite et de la moyenne bourgeoisie chiliennes. La Démocratie chrétienne, en préparant le coup d'Etat, avait organisé la mobilisation contre Allende de secteurs de la petite bourgeoisie. Au mois d'avril 1973, s'était développée une grève des petits propriétaires des transports qui avait pour objectif de rassembler les couches moyennes de la bourgeoisie citadine contre Allende.

La junte militaire a immédiatement interdit les organisations ouvrières, exécuté des centaines de syndicalistes, démantelé les cordons industriels, modifié les lois du travail, les rapports juridiques entre les travailleurs et les patrons, abrogé le Code du travail — remplacé par trois décrets-lois régulant les contrats de travail, la négociation collective et le droit à la syndicalisation. Elle a interdit la négociation collective.

Sur le plan social, il y a une réduction brutale des salaires et, en 1981, par le biais du décret-loi 3 500, le système de Sécurité sociale, un des plus avancés d'Amérique latine, était supprimé. Ce régime de Sécurité sociale par répartition est remplacé par des fonds de pension, les « AFP », qui ont permis le détournement des milliards de cotisations des travailleurs.

Parallèlement, l'accès au logement est devenu un luxe et l'enseignement a été largement privatisé. La junte militaire et ses différents ministres, conseillés par l'École de Chicago (Freedman et Cie), ont entamé la privatisation de la plupart des entreprises stratégiques. Seule une partie des mines de cuivre est restée nationalisée en raison des intérêts particuliers que l'armée possédait dans la gestion de cette industrie.

Mais à la fin des années 1980, le mouvement ouvrier ressurgit et de nombreuses journées de grève générale sont organisées. Le régime perd une bonne partie de son soutien social parmi les couches petites-bourgeoises, et doit reculer. Ainsi, le 5 octobre 1988, Pinochet convoque un référendum dans lequel il demande au peuple la possibilité de « prolonger » son mandat, qui se termine en mars 1990. En dépit de l'organisation frauduleuse du référendum, les Chiliens se prononcent à 54,7 % contre le maintien au pouvoir de Pinochet. Un nouveau référendum est organisé en juillet 1989, et 85,7 % des participants se prononcent pour des changements constitutionnels, donc contre le maintien de Pinochet. Ces référendums, qui ont été convoqués pour essayer de détourner le mouvement ouvrier de toute action propre, ont également permis d'aider à constituer le grand « accord national » dit de « concertation », qui vise à préparer une transition pacifique à partir de la dictature.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE DÉCEMBRE 1989

Le régime est obligé de convoquer cette élection dans des conditions nouvelles. Tous les partis de l'opposition soutiennent un candidat unique, le président de la Démocratie chrétienne, Patricio Aylwin Azócar. Cette candidature unique préfigure la nouvelle coalition de type front populaire, la Concertation. Aylwin l'emporte avec 55,2 % des voix. Le 11 mars 1990, Aylwin prend ses fonctions, et remplace Pinochet, qui demeure commandant en chef de l'armée de terre (nous ne revenons pas ici sur le parcours de Pinochet, son inculpation par le juge Garzon).

Les deux principales forces de la Concertation sont la Démocratie chrétienne, présidée par le même Aylwin, et le Parti socialiste. Le Parti communiste ne rentre pas dans la Concertation, mais, dans les faits, développe une politique de soutien critique.

Aujourd'hui, face à l'effondrement du gouvernement de Piñera et à la veille de

l'élection du 17 novembre 2013, la direction du PC a décidé, le 26 mai, de rejoindre la Concertation et de soutenir la candidature unique, celle de Michelle Bachelet. La direction du PC, dans la continuité de la politique menée sous Allende, justifie sa position en disant que l'accord avec la Démocratie chrétienne est nécessaire pour rassurer toutes les couches de la société.

LES QUATRE "GOUVERNEMENTS DE LA CONCERTATION"

Depuis 1990, il y a eu quatre gouvernements de la Concertation : le premier, présidé par Aylwin, a duré deux ans et a réussi à établir un pacte national, appelé « accord cadre », entre les partis politiques, soutenu y compris par le PC (Démocratie chrétienne, PS, Parti radical, et le président de la Centrale unique des travailleurs [CUT], Manuel Bustos, qui appartenait à la fraction Démocratie chrétienne du syndicat), les patrons et l'Eglise.

Ce grand pacte, qui, selon les signataires, s'est inspiré de la méthode du pacte de la Moncloa de septembre 1977 en Espagne, établissait la continuité avec l'ordre constitutionnel issu de la dictature (c'est-à-dire que la Constitution de Pinochet a été à peine modifiée), tandis que dans le mouvement ouvrier, la direction de la CUT s'engageait, au nom de la défense de la démocratie, à contenir les grèves qui éclataient partout à l'occasion de la fin de la dictature.

Ce pacte, dans les faits, amnistiait Pinochet et a donné lieu à une « loi du Point final » qui impliquait la non-poursuite des responsables des crimes perpétrés à la suite du coup d'Etat. Cette question ressurgit par ailleurs aujourd'hui, en parallèle avec celle de l'annulation de la loi du Point final en Argentine sous le gouvernement Kirchner, et avec le mouvement en cours en Uruguay et au Brésil pour exiger le jugement des crimes de la dictature.

Pour la classe ouvrière, les quatre gouvernements de la Concertation n'ont

permis aucune avancée du point de vue de la reconquête de ses droits. Aujourd'hui, moins de 7 % des travailleurs ont droit à un contrat négocié collectivement. L'immense majorité des contrats sont précaires. Ce qui explique aussi le taux très bas de syndicalisation.

La Concertation a poursuivi et approfondi la politique économique suivie par le gouvernement Pinochet, notamment en ce qui concerne les privatisations des mines de cuivre et de l'enseignement. C'est la raison pour laquelle, ces deux dernières années, sous le gouvernement Piñera, de grandes mobilisations se sont développées, notamment parmi les étudiants, à partir des lycéens, mobilisations qui ont reçu à plusieurs reprises le soutien des syndicats de la classe ouvrière. Ce qui explique la baisse vertigineuse de popularité du gouvernement Piñera.

Au cours de cette période, une reprise impressionnante des grèves a reposé la question des nationalisations, avec notamment la grève des mineurs du cuivre pour des augmentations de salaires, celle des travailleurs de la banque et de tous les secteurs de la fonction publique, et, au mois d'août, une grève générale des travailleurs de la Poste. Cela s'est accompagné de mobilisations populaires pour des revendications démocratiques variées et la reconnaissance de droits, telle celle de la minorité indigène des Mapuches.

Cela explique aussi que Bachelet refasse surface et soit présentée comme la candidate qui va remporter l'élection présidentielle du 17 novembre prochain avec la promesse de modifier la situation dans l'enseignement. Cette promesse est loin de correspondre à l'exigence des jeunes et des travailleurs du rétablissement d'un enseignement public gratuit et laïque à tous les niveaux. Mais le programme de la nouvelle Concertation ne s'attaque pas aux problèmes essentiels de la lutte des classes aujourd'hui au Chili, que ce soit celle de l'annulation de la Constitution de Pinochet, de la convocation d'une Assemblée constituante avec son contenu social et politique — notamment la renationalisation du cuivre, de toutes les grandes entreprises stratégiques et la réponse à toutes les aspirations des travailleurs, des étudiants et des paysans.

À LA VEILLE DE L'ÉLECTION DU 17 NOVEMBRE

L'entrée du PC dans la Concertation et par conséquent son soutien à la candidature de Michelet ont provoqué un rejet énorme de la part d'une large fraction de militants ouvriers, syndicalistes, jeunes qui, jusqu'à cette date, considéraient le PC comme indépendant de la Concertation. C'est dans ce cadre qu'une candidature soutenue par des secteurs importants du mouvement syndical, notamment des travailleurs du secteur bancaire, avait été lancée depuis quelques mois. La question de cette candidature avait déjà été envisagée dès 2011, au moment des manifestations des étudiants exigeant le retour de l'enseignement au secteur public.

Le candidat présenté, Marcel Claude, ancien économiste, se prononce pour la rupture avec le traité de libre commerce, pour la renationalisation du cuivre et de toutes les entreprises privatisées, le rétablissement de l'enseignement et de la santé publics, la nationalisation du système financier et le plein rétablissement du droit de grève et de négociation collective.

Sa plate-forme se conclut par la nécessité d'une Constituante libre et souveraine qui rompe avec la Constitution de Pinochet, comme condition pour la mise en œuvre des points précédents.

La CUT, dont la direction est aujourd'hui à majorité PC, a apporté son soutien à la candidature de la Concertation, donc à Bachelet. En conséquence, aujourd'hui, la majorité des syndicats du pays se sont désaffiliés de la CUT.

Du point de vue de la IV^e Internationale, dont les militants au Chili comme ailleurs combattent pour l'émancipation nationale et sociale, la reconstitution d'une véritable centrale unitaire des travailleurs démocratique et indépendante de la Concertation est une question de vie ou de mort.

Dans le même temps, un autre phénomène est en train de se développer au sein de la classe ouvrière chilienne, à la suite de l'adhésion du PC à la Concertation. Car cela pose aussi, pour des milliers de

cadres et responsables syndicaux, la question d'une véritable représentation politique fidèle aux intérêts des travailleurs. Déjà, il y a deux ans, les premières manifestations étudiantes se heurtaient directement à la politique de la direction du PC, qui refusait de prendre en charge la défense de l'enseignement public.

Pour les militants de la IV^e Internationale au Chili, l'aide à la construction de

cette représentation politique est une tâche liée à la nécessité de tirer les leçons de la défaite de 1973, par le biais du plus large débat démocratique.

Les réflexions que nous publions ici sont de simples éléments à porter au débat.

28 août 2013

Misa Boito

O Trabalho, Brésil

Septembre 1973-septembre 2003 : revenir sur les enseignements du Chili

*Extraits du rapport présenté par Pierre Lambert
au meeting de solidarité avec le peuple chilien,
le 21 septembre 1973, à la Mutualité à Paris*

Le 11 septembre (1), le palais de la présidence est en flammes. Trois ans auparavant, porté au pouvoir par une vague d'enthousiasme sans précédent, Salvador Allende annonçait aux masses rassemblées son intention de conduire le Chili au socialisme par des voies démocratiques et affirmait que la voie la plus sûre vers la révolution était celle du bulletin de vote. Trois ans durant, ainsi en mars dernier et encore une fois le 1^{er} septembre, les masses, à l'appel d'Allende, sauvaient, tentaient de sauver son gouvernement, ce gouvernement qu'elles estimaient être leur. (...)

Camarades, en 1970, la classe ouvrière chilienne, emportée par un élan enthousiaste, impose un gouvernement qu'elle estime être son gouvernement. Tout de suite, Salvador Allende tente de rassurer. Il ne rassure personne. Henry Kissinger, qui est aujourd'hui le secrétaire d'Etat de Nixon et le grand négociateur de la coexistence pacifique, salué comme tel de toutes parts (2), a dit, après l'élection d'Allende à la présidence du Chili : « *Les élections, en plaçant au pouvoir Allende, vont poser des problèmes massifs pour nous et pour les forces démocratiques en Amérique latine.* »

L'impérialisme n'était pas rassuré par les déclarations rassurantes d'Allende. Il savait que les masses étaient en mouvement, et les masses en mouvement, au Chili comme ailleurs, ce sont les masses qui veulent le pouvoir, ce sont les masses qui veulent l'expropriation totale des exploités, ce sont les masses qui veulent la terre pour ceux qui la travaillent, ce sont les masses qui veulent rompre tous les liens avec l'impérialisme, ce sont les masses qui veulent la république des conseils. Allende proclamait encore le 27 août 1973 : « *Il n'y aura, moi à la tête du gouvernement, ni coup d'Etat ni révolution violente !* »

Hélas, il n'y a pas eu de révolution, ni violente ni non violente, mais il y a eu le coup d'Etat le plus sanglant qu'ait connu l'Amérique latine. (...)

(1) C'est le 11 septembre 1973 que le général Pinochet dirige le coup d'Etat qui renverse le gouvernement de l'Unité populaire de Salvador Allende, en s'attaquant au palais présidentiel de La Moneda. Rappelons que le général Pinochet avait été nommé le 23 août 1973 à la tête de l'armée de terre par le président Allende.

(2) Pierre Lambert ne croyait pas si bien dire. Cette même année 1973, Kissinger reçoit le prix Nobel de la paix...

L'UNITÉ POPULAIRE A RESPECTÉ L'ÉTAT BOURGEOIS

Camarades, le bilan est là, sanglant, terrible. Il faut en tirer les leçons. L'Unité populaire a respecté la Constitution, Constitution qui garantit la propriété privée des moyens de production.

L'Unité populaire a été respectueuse de l'Etat bourgeois, de l'armée, de la justice. Nous reviendrons sur la politique de l'Unité populaire en relation avec les problèmes soulevés par la révolution prolétarienne au Chili, en France et dans le monde. Mais les résultats sont là. Il faut en tirer les leçons. (...)

Accepter le front populaire, c'est accepter de cautionner l'état-major, que l'état-major, que l'on pare de toutes les vertus constitutionnelles, légalistes, progressistes, mais qui, depuis des mois au Chili, perquisitionne dans les usines, tuant les ouvriers pour confisquer les armes.

En Espagne, les ouvriers avaient des armes et ces armes-là n'ont pas permis de gagner bien qu'effectivement, au début, la plus grande partie de l'Espagne était entre leurs mains.

Mais parce que, au sein du gouvernement républicain, les dirigeants des organisations ouvrières le voulaient ainsi, il y avait dans ce gouvernement les représentants des partis bourgeois de « gauche » qui, en définitive, défendaient l'ordre bourgeois pour lequel le général Franco avait pris les armes, alors, à partir de ce moment-là, le problème des armes ne réglait rien.

Les armes, c'est une politique. Le fusil, c'est une politique, et les Brigades internationales, en 1936-1938, où des centaines et des milliers d'ouvriers de tous les pays ont pris les armes pour aider l'Espagne républicaine, n'ont pu empêcher sa défaite, parce que ces canons étaient refusés à la révolution espagnole, parce que ces canons ont appuyé une politique de front populaire, une politique de collaboration de classes qui la menait à la défaite. (...).

“IL NE FAUT PAS ALLER PLUS LOIN, IL FAUT RESPECTER LA CONSTITUTION ” (S. ALLENDE)

Camarades, au Chili en 1970, la victoire électorale de l'Unité populaire s'est combinée avec une puissante poussée des masses populaires qui ont arraché au patronat et à la bourgeoisie d'importantes revendications. Le patronat a cédé par crainte de tout perdre. La bourgeoisie a lâché, et beaucoup, c'est certain. Même M. Frei, président du Parti démocrate-chrétien, a voté les premières nationalisations proposées par le gouvernement Allende — ce même Frei qui, tout dernièrement, a salué le coup d'Etat des généraux. Même le général Pinochet, comme je l'ai dit, a proclamé à ce moment sa fidélité au gouvernement légitime de la République chilienne. Ces messieurs avaient peur. Ils ont composé. En 1936, en France, la grève générale de juin s'est combinée avec une victoire électorale du Front populaire. D'importantes revendications ont été arrachées : les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives.

Même le Sénat qui, quelques mois après, allait mettre en minorité le gouvernement Blum, le gouvernement du Front populaire, le Sénat dominé par les radicaux, a cependant voté ces revendications. La bourgeoisie française avait peur, elle lâchait.

Au Chili, en 1970, à partir de ce puissant mouvement des masses, le gouvernement Allende a dit : « *Il ne faut pas aller plus loin, il faut respecter la Constitution* », Constitution qui défend la propriété privée des moyens de production.

Au Chili, on a simplement ébréché la puissance économique et politique de la bourgeoisie chilienne. Cinq pour cent de gros magnats contrôlent toujours les grandes entreprises industrielles et agricoles du pays. Le gouvernement de l'Unité populaire n'a pas voulu les exproprier.

Les masses populaires (y compris, en 1970, les classes moyennes) cherchaient à aller plus loin dans la voie de l'expropriation de toute la classe capitaliste et des grands propriétaires fonciers.

C'est alors que la grande bourgeoisie chilienne, s'appuyant sur son appareil d'Etat, sur sa police, sur son armée, sur sa justice, n'ayant pas confiance dans la capacité de l'Union de la gauche de freiner le mouvement des masses qui tendait à la constitution de conseils ouvriers, a regroupé sous son drapeau, non seulement toutes ses forces, mais aussi une partie de celles des classes moyennes déçues par l'irrésolution du gouvernement de l'Unité populaire, gouvernement qui, au lieu d'appuyer par exemple les occupations des terres des latifundia, les dénonçait comme illégales, acceptant que l'armée et la police désarment les travailleurs.

C'est ainsi que le coup d'Etat a été préparé. (...)

Il ne s'agit pas d'opposer ici revendications et révolution. Il ne s'agit pas même d'opposer participation aux élections, lorsque cela peut être utile, à la révolution. Il s'agit des perspectives pour le mouvement ouvrier.

POUR GARANTIR LES REVENDICATIONS

La perspective qui garantit les positions économiques et politiques de la bourgeoisie ne peut, en dépit de tous les efforts des masses laborieuses, de toute leur volonté de lutte, que mener au renforcement de la bourgeoisie et à la défaite du prolétariat. Pour garantir les revendications, il faut s'engager dans une direction, celle de la lutte pour l'expropriation totale du grand capital.

Cela ne veut pas dire qu'on puisse atteindre les objectifs revendicatifs immédiatement, mais il faut pour cela s'engager dans cette direction. Sinon, non seulement on ne va pas vers le socialisme, mais on perd les revendications, elles sont bientôt reprises par la bourgeoisie, comme en 1936 en France, comme en 1970 au Chili, et on prépare la plus terrible réaction. Si on accepte le Front populaire, l'Union de la gauche, le gouvernement avec les radicaux, avec des partis de la bourgeoisie, alors on pave le chemin de la contre-révolution.

Camarades, la sanglante et terrible leçon du Chili est là pour témoigner de la vérité de tous les enseignements du marxisme, des enseignements de Lénine, de Rosa Luxemburg et de Trotsky, des enseignements de ceux dont on veut en définitive nous dire qu'il faut reléguer l'œuvre de leur vie au musée des accessoires de l'histoire. (...)

Dans le numéro de *L'Humanité* du 1^{er} septembre 1973, on peut lire le compte rendu d'une conférence de presse d'Etienne Fajon, de retour de Chili. (...)

Et Fajon énumère devant les journalistes les erreurs commises par la « *juste politique* » de l'Unité populaire : « *Ce sont certaines théories économiques qui mettaient l'accent sur la destruction des structures anciennes...* »

Les structures anciennes, camarades, ce sont les structures du capital financier, c'est-à-dire les structures de la bourgeoisie monopoliste.

Et Fajon poursuit : « *... sous-estimant les tâches pressantes du développement de la production et de la productivité.* »

Certaines erreurs, dit encore Fajon, qui ont été commises, n'ont pas été combattues pendant un temps avec la vigueur indispensable.

L'occupation des entreprises par les travailleurs, comme juste mesure de défense politique à tel moment où la contre-révolution passait à l'attaque, s'est transformée dans certains cas en prise de possession d'entreprises nullement concernées par le programme de nationalisations.

Et puis, il y avait, bien sûr, les paysans qui voulaient la terre, qui occupaient la terre. Ce n'était pas « constitutionnel ». Les paysans pauvres, affamés de terre, devaient respecter la légalité des propriétaires fonciers.

Voilà ce que dit Fajon, membre du secrétariat du Parti communiste français, qui est allé discuter avec ses camarades chiliens pour leur expliquer qu'il y avait eu des erreurs commises, que ces erreurs, c'était de vouloir aller trop loin dans la voie de l'expropriation du capital financier, de vouloir toucher à l'armée, de vouloir toucher aux « structures anciennes ».

Mais alors, camarades, au Chili ce seraient les masses qui porteraient la responsabilité de n'être pas intervenues ? Marchais oublie-t-il que Fajon a été en Amérique latine pour les engager à ne pas riposter à la violence de la bourgeoisie ?

« *Les événements du Chili*, affirme le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, dans la même déclaration, *ne sauraient en aucune façon modifier notre stratégie en France... Nous ne considérons pas que c'est fini au Chili, que la droite a gagné et que la gauche est vaincue. Il est scandaleux d'entendre certains soi-disant révolutionnaires considérer que c'est déjà terminé.* »

Quels sont ces « soi-disant révolutionnaires » qui considèrent que « c'est déjà terminé » ? Mais il est sûr que la résistance héroïque du peuple chilien est là pour témoigner que tout était entre ses mains pour vaincre, que ce qui a manqué, c'est un parti révolutionnaire, et que ceux qui étaient à la direction, quel qu'ait été leur courage personnel, n'ont pas été à la hauteur du courage et de la conscience politique du peuple chilien.

Mais par contre, ceux qui osent écrire aujourd'hui, en substance, qu'« en

France, on fera comme au Chili, et on verra alors qui sera le plus fort », ceux-là font retomber la responsabilité sur les travailleurs et le peuple chiliens.

Dans un numéro de *France nouvelle* (3) de septembre 1973, on peut lire :

« *La grande bourgeoisie n'a reculé devant aucun moyen légal ou illégal, l'usage et l'abus de ses positions au sein du pouvoir judiciaire, l'usage et l'abus de sa puissance dans le domaine des grands moyens de communications, le sabotage de la production et de la distribution, la spéculation sur la monnaie et les denrées.* »

Mais pourquoi lui avait-on laissé ses positions ? Pourquoi Fajon, trois semaines auparavant, est-il venu dire qu'il ne fallait pas toucher aux « structures anciennes », qu'il ne fallait pas nationaliser ce qui ne devait pas être nationalisé, parce que ce n'était pas inscrit dans le programme commun de la gauche ?

Pourquoi maintenant dire le contraire ?

(3) *France Nouvelle* est le nom d'une revue éditée par le Parti communiste français.

Quarante ans après le coup d'Etat au Chili

Interview de Luis Mesina (1)

Qu'a représenté, pour les travailleurs, la période de l'UP (*Unité populaire* – *NDT*) ?

Cette période est pleine de contradictions ; d'une part, les travailleurs ont vu leurs conditions de vie s'améliorer de façon significative, une nette hausse des salaires, et peut-être n'ont-ils jamais été dans l'histoire du pays aussi acteurs d'un authentique processus de transformations sociales, économiques et politiques qu'à cette époque-là. En même temps, pendant les mille jours de gouvernement populaire, ils ont été témoins et acteurs de la décomposition politique dans

laquelle sombraient les directions des partis de l'UP, ils les ont vus intégrer le gouvernement d'Allende, faire tout pour désarmer et laisser les travailleurs sans protection devant l'imminence du coup d'Etat militaire.

(1) Secrétaire de la Confédération des travailleurs de la banque, un des principaux syndicaux du pays. Jeune lycéen au moment du coup d'Etat, il a participé à la résistance contre ce coup d'Etat. Sa vie militante s'identifie avec le combat de résistance de la classe ouvrière à la dictature, pour la reconstruction des organisations après la chute de Pinochet et pour l'indépendance du mouvement ouvrier face à la Concertation. Politiquement, il s'identifie avec le combat de la IV^e Internationale contre la guerre et l'exploitation.

Ils ont observé, bouche bée, comment le gouvernement populaire, au lieu de s'appuyer sur le développement croissant de la classe ouvrière, introduisait des militaires dans le gouvernement, appliquait la loi de contrôle des armes, permettant ainsi que les militaires écrasent et répriment des travailleurs organisés, et ils ont vu comment les secteurs les plus réactionnaires du pays renforçaient les institutions de l'Etat, celles qui permettraient ensuite de mettre en place la tyrannie. Pinochet a été l'expression la plus évidente de ces contradictions, il a été nommé par Allende à la plus haute autorité de l'armée et allait être l'un des éléments clés du coup d'Etat.

Comment les travailleurs s'organisaient-ils à cette époque ?

Les travailleurs ont atteint un niveau d'organisation supérieur, les « cordons industriels » sont nés, sans doute la forme la plus développée de participation et de démocratie ouvrière que l'on ait connue en Amérique latine. On y décidait des actions que les travailleurs engageaient dans leur combat pour avancer vers une société sans classes. On y décidait les occupations d'usines, le caractère des entreprises, les rythmes de production et de qui les administraient ; enfin, les cordons industriels sont devenus des organes de « double pouvoir » à cette époque, et leur rôle mettait en question le gouvernement lui-même et les partis, alors que la CUT (*Centrale unique des travailleurs* — NDLR) et le Parti communiste étaient leurs plus grands adversaires, eux qui s'opposaient aux transformations structurelles.

Comment s'est constituée l'Unité populaire (UP) ?

Elle se composait du Parti communiste (PC), du Parti socialiste (PS), du Parti radical (PR) et du MAPU (scission de la Démocratie chrétienne, DC). C'était un front populaire « sui generis » ; comparé à d'autres de la région, elle a été hautement progressiste, elle a pris des mesures anticapitalistes importantes, comme la nationalisation du cuivre sans indemnisations pour les compagnies américaines ; elle a approfondi la réforme agraire et nationalisé une grande partie des banques ; plus de cinquante entreprises sont passées dans le domaine social, ce qui a permis le contrôle ouvrier sur plusieurs d'entre elles. Elle a obtenu la victoire le 4 septembre

1970 et a été supplanté le 11 septembre 1973. Elle représente une des expériences les plus notables de la politique latino-américaine, tant par la façon dont elle est parvenue au pouvoir que par la forme tragique de sa fin. Mais, en dernière analyse, leurs propres limites ont facilité le coup d'Etat de Pinochet.

Quel rôle ont joué le PS et le PC dans cette période ?

Dans le PS, deux courants s'exprimaient, l'un réformiste et l'autre révolutionnaire. Le premier était favorable, avec le PC, à l'incorporation d'autres secteurs à l'UP, à s'ouvrir vers la droite, il cherchait à ce que ce front populaire se mette d'accord définitivement avec la Démocratie chrétienne sur les formes « ordonnées » et « respectueuses » de l'ordre bourgeois pour faire des transformations économiques dans le pays. Il n'était pas partisan, par exemple, de la nationalisation des banques, il croyait qu'il valait mieux développer des formes mixtes de contrôle de la propriété.

De la même façon, a position sur la réforme agraire était conservatrice, il ne soutenait pas l'expropriation de toutes les propriétés agricoles, cela avec le PC, dont la direction stalinienne était ouvertement opposée aux transformations qu'Allende menait. Il recherchait la « stabilité » et des réformes dans le cadre constitutionnel.

Un autre secteur du PS, à gauche d'Allende, d'influence trotskyste et sympathisant de la révolution cubaine, était fortement soutenu par les travailleurs. Ses dirigeants sociaux, dans un pourcentage significatif, dirigeaient les cordons industriels et proposaient « *d'avancer sans hésiter* ». Lors de son dernier congrès, avant le coup d'Etat, il a décidé la lutte armée pour parvenir au pouvoir.

Le PS était le parti du président Allende et il était celui qui exprimait le plus nettement les contradictions de la lutte de classe qui se développaient dans le pays.

Le PC jouait le rôle plus droitier, avec le PR, au sein de l'UP. Son rôle nettement conservateur lui a fait mener une politique de restitution des usines occupées par les travailleurs, revoir la politique de réforme agraire en rendant des milliers d'hectares arrachés par les paysans aux propriétaires terriens et, de plus, il a été un des plus

grands partisans de l'incorporation des militaires au gouvernement d'Allende en soutenant la « loi de contrôle des armes », qui a permis que le coup d'Etat militaire ne rencontre pas de résistance armée. Le stalinisme est l'un des plus grands responsables de la défaite du mouvement ouvrier et paysan, sa politique d'alliance avec la bourgeoisie a été fatale aux intérêts des travailleurs chiliens, son insistance à pactiser avec la Démocratie chrétienne a provoqué un affaiblissement des forces populaires qui se groupaient autour du gouvernement et a affaibli les bases de sa défense.

Quarante ans après, qu'en est-il des partis de l'UP ?

A partir des années 1990, elle a pris un tournant extrême, elle a abandonné pratiquement toutes ses propositions, et aujourd'hui, c'est un parti ouvertement au service du système capitaliste. Elle fait partie de l'Internationale socialiste, et au Chili, de l'alliance avec la Démocratie chrétienne qui a gouverné le pays pendant vingt ans (1990-2010), avec une politique qui a maintenu toutes les institutions héritées de la dictature, comme la Constitution politique, le système privé des retraites, la santé et l'éducation privée. Le PS est aujourd'hui un parti davantage lié à la bourgeoisie, sa composition sociale n'est plus les travailleurs, son programme est ouvertement collaborationniste et respecte les intérêts des grandes multinationales, c'est clairement un parti pro-impérialiste.

Le Parti communiste, après quarante ans, réussit ce qu'il n'avait pas obtenu à l'époque de l'UP, il fait partie de la coalition qui a gouverné le Chili pendant vingt ans, avec la Démocratie chrétienne, le PS, le PR et d'autres petits groupes, appelés « Nouvelle Majorité » qui veulent, à la présidence en fin d'année, Michelle Bachelet, ex-présidente de la République et l'une des principales responsables de la liquidation de l'éducation publique. Ses leaders, qui ont dirigé les mobilisations étudiantes en 2011, se tournent aujourd'hui contre leurs revendications et appellent à voter pour la candidate des patrons, celle qui a systématiquement attaqué l'éducation.

Aujourd'hui, le PC, à travers leur influence dans la CUT et le soutien à la candidature de Bachelet, met tout en œuvre pour détourner le mouvement ouvrier de ses objectifs.

Existe-t-il aujourd'hui une alternative ?

Dans ce contexte, il apparaît une alternative indépendante de l'establishment, dirigée par Marcel Claude, qui propose un programme de dix mesures concrètes. A partir du combat pour la Constituante, il s'agit de balayer la Constitution héritière du régime de Pinochet et d'établir, entre autres, l'éducation publique, laïque et gratuite, la santé publique universelle, la fin des AFP (*fonds de pension — NDLR*) et leur remplacement par un système de répartition solidaire, la renationalisation des ressources de base, du cuivre et de l'eau, un nouveau Code du travail, la régulation du système bancaire, de nouvelles règles pour les investissements étrangers, la loi antimonopoles.

Ces propositions sont profondément ancrées dans les besoins des masses qui, pendant quarante ans, ont vu toutes leurs aspirations rejetées, et la seule proposition d'Assemblée constituante est, en soi, radicalement opposée à l'actuel système chilien.

Les perspectives que cette candidature ouvre la possibilité de construire un parti des travailleurs sont réelles, d'importants syndicats se sont unis à elle et à son programme. La constitution du Front des travailleurs par Marcel Claude, dans tout le pays, permet que, sur la base d'un programme qui demande un nouveau Code du travail, une nouvelle prévoyance, plus d'AFP et une nouvelle Constitution politique, les travailleurs se réorientent.

Quarante ans après le coup d'Etat, nous, les travailleurs, sommes obligés de faire un bond en avant. Le coup d'Etat de 1973 a été fondamentalement un coup contre la classe ouvrière, contre ses droits, contre ses avancées, contre la forme supérieure de l'organisation qu'elle avait atteint par les cordons industriels, et il faut commémorer cette date en engageant nos efforts dans le combat pour doter les travailleurs d'une véritable direction qui leur rende le rôle qu'ils n'auraient jamais dû perdre.

130 ans après sa disparition, pourquoi cet acharnement à travestir ses positions ?

Marx et les forces productives

Par Daniel Gluckstein

Ce 130^e anniversaire de sa disparition a vu la publication d'un certain nombre de livres et articles consacrés à Marx. Leurs auteurs, aussi divers qu'ils soient, ont un point commun : même si, pour certains, ils reconnaissent à Marx la pertinence (et l'actualité) de son analyse du capitalisme et de ses contradictions, tous écartent la conclusion que Marx en tire. A savoir la nécessité du socialisme, découlant de l'impasse historique du système capitaliste, dont les contradictions croissantes préparent l'effondrement. Et donc la nécessité pratique du combat pour l'organisation ouvrière indépendante, pour l'Internationale ouvrière.

Des ouvrages parus en français dans l'année écoulée, celui qui va le plus loin dans la négation de Marx au nom de Marx est signé Paul Boccara. Ce dernier, membre de la direction du Parti communiste français et responsable de sa commission économique durant des décennies, publie *Le Capital de Marx, son apport, son dépassement*, avec ce sous-titre : « *Au-delà de l'économie* » (1).

**“UNE FORMATION
NE DISPARAÎT JAMAIS AYANT
QUE SOIENT DÉVELOPPÉES TOUTES
LES FORCES PRODUCTIVES...”**

En fait de « *dépassement* » de Marx, Boccara préconise une perspective de type corporatiste, associant les organisations

ouvrières à des « *solutions* » aux « *difficultés* » du capitalisme. Mais pour y parvenir **au nom de Marx**, Boccara doit, pour commencer, en travestir « *l'apport* », qu'il s'agisse de la lutte de classe, de la propriété privée des moyens de production, ou encore, et surtout, de la question des forces productives (2).

(1) Editions Le Temps des cerises. Il y a près de trente-cinq ans, notre revue a déjà été amenée à traiter des positions de Boccara sur le « *capitalisme monopolistique d'Etat* », caution « *théorique* » au renoncement, par la direction de son parti, à combattre pour le socialisme (« *A propos des analyses et des propositions économiques du PCF* », article de Michel Dauberny paru dans *La Vérité*, numéros 584 de décembre 1978 et 586 d'avril 1979). Trente-cinq ans ont passé. La bureaucratie du Kremlin est allée jusqu'au bout de sa mission contre-révolutionnaire, jusqu'au démantèlement des segments de propriété sociale issus d'Octobre 1917. Et Boccara continue.

(2) Les forces productives de l'humanité expriment le degré de domination de l'humanité sur la nature. Elles incluent tout ce qui permet à l'homme de produire en vue de satisfaire les besoins humains : moyens de production (outils, machines, etc.), ressources naturelles, richesse accumulée, et, d'abord et avant tout, l'homme lui-même. « *De tous les instruments de production, le plus grand pouvoir productif, c'est la classe révolutionnaire elle-même* », écrit Marx (*Misère de la philosophie*). Lire à ce sujet l'article de Gérard Bloch : « *Sur la question des forces productives* », dans *La Vérité*, n° 556, avril 1972. Bloch précise : « *Les forces productives ne se réduisent pas (...) en grandeurs mesurables, ensemble de machines, de matières premières ou auxiliaires et de forces de travail simples ou qualifiées. Elles ne constituent pas un ensemble technologique (...). Ce ne sont pas des forces productives en soi (...). Ce sont les forces productives de l'humanité, expression matérielle et intellectuelle du degré de domination sur la nature atteint par celle-ci.* »

Cette dernière question est pourtant centrale pour Marx. Dès le début de leur engagement commun dans le combat ouvrier, Engels et lui en dessinent la portée :

« *Les moyens de production et d'échange, sur la base desquels s'est édifiée la bourgeoisie, furent créés à l'intérieur de la société féodale. A un certain degré du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot le régime féodal de propriété, cessèrent de correspondre aux forces productives en plein développement. Ils entravaient la production au lieu de la faire progresser. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait les briser. Et on les brisa. (...) Nous assistons aujourd'hui à un processus analogue (...). Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété qui conditionne l'existence de la bourgeoisie et de sa domination. (...) Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives ; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir. Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires » (3).*

Jusqu'à leur dernier souffle, Marx et Engels s'en tiendront à cette analyse qui guidera leur élaboration théorique et leur action pratique. Pour eux, la nécessité du combat pour l'appropriation collective des moyens de production découle des conditions objectives :

« *Une formation de la société ne paraît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et*

supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielle de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société » (4).

Sans ce passage à un mode de production supérieur, les forces productives sont condamnées au déclin et à des crises de plus en plus destructrices. Ce que Rosa Luxemburg (5), un demi-siècle plus tard, lorsque le capitalisme sera entré dans sa phase de déclin et de putréfaction (l'impérialisme), résumera dans l'alternative : « *Socialisme ou barbarie* ».

“AU-DELÀ DE L'ÉCONOMIE” ?

Dès son sous-titre — « *au-delà de l'économie* » — Boccara remet en cause cet élément central de la méthode de Marx, proposant d'« *aller au-delà de l'économie, à partir des travaux de Marx et de ses indications, pour traiter des aspects non économiques de la société que nous appelons l'anthroponomie, le système de transformation de la nature humaine* ». Que l'homme en transformant la nature se transforme lui-même, l'idée n'est pas nouvelle. Marx et Engels l'ont longuement développée. Que Boccara en déduise qu'il faille mettre sur le même plan, comme deux sphères communiquant entre elles à égalité (avec des schémas pour l'illustrer), l'économie et ladite « anthroponomie », c'est son droit. Mais il ne peut attribuer à Marx une autre position que celle qui fut la sienne :

« *Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rap-*

(3) *Manifeste du Parti communiste.*

(4) Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique.*

(5) Rosa Luxemburg : militante révolutionnaire d'origine polonaise, dirige avec Leo Jogiches le Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie (SDKPiL) et anime la gauche du Parti social-démocrate allemand (SPD) avant la Première Guerre mondiale. Avec Karl Liebknecht, s'oppose au vote des crédits de guerre en 1914 et fonde, en 1915, la Ligue Spartacus qui, après la révolution d'Octobre (qu'elle soutient), donnera naissance au Parti communiste allemand (KPD). Dirigeante de la révolution allemande de 1918-1919, est assassinée en janvier 1919 après avoir été arrêtée sur ordre du gouvernement dirigé par ses anciens camarades du SPD (Noske, Ebert, Scheidemann).

ports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général » (6).

Ce qu'Engels résume en ces termes :

« A chaque époque historique, le mode prédominant de la production économique et de l'échange et la structure sociale qu'il conditionne, forment la base sur laquelle repose l'histoire politique de ladite époque et l'histoire de son développement intellectuel, base à partir de laquelle seulement elle peut être expliquée ; (...) de ce fait toute l'histoire de l'humanité (...) a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploiteuses et exploitées et opprimées » (7).

Le terme même de lutte des classes est quasiment absent du livre de Boccara. Tout au plus consent-il à écrire que les rapports sociaux économiques

« sont transitoires, historiques. Ils sont conditionnés par le niveau changeant atteint par les forces productives matérielles de la société, les moyens techniques de production. Ces rapports sociaux sont donc mis en cause par la lutte des hommes faisant progresser la domination humaine de la nature extérieure, par le développement des techniques modifiant les opérations productives. Aussi les luttes historiques, sociales, idéologiques et politiques des travailleurs, pour améliorer leurs conditions d'existence, peuvent modifier ces rapports. Ces derniers entreraient en conflit avec le développement des forces productives, dans le cadre des possibilités et des exigences nouvelles suscitées par le progrès des forces productives. Un changement historique des rapports sociaux intervient finalement, entraînant de nouvelles conditions du fonctionnement économique et donc, à travers certaines transitions, de nouvelles lois nécessaires et de nouvelles formes économiques ».

ABOLIR OU MODIFIER ?

Ici, Boccara semble s'inspirer de l'analyse de Marx. Semble... car enfin, que signifie : « *Les luttes historiques, sociales, idéologiques et politiques des travailleurs, pour améliorer leurs conditions d'existence, peuvent modifier ces rapports* » ?

Pourquoi ne pas dire tout simplement que, pour Marx, la lutte de classe a pour objectif, par le combat pour « *l'amélioration des conditions d'existence* », d'abolir les rapports sociaux de production capitalistes (incluant les rapports de propriété), seule voie pour résoudre la contradiction entre la tendance des forces productives à une croissance illimitée et les rapports sociaux qui les étouffent ? (Ce qui conduit Marx à considérer comme cruciale l'indépendance des organisations ouvrières, organisations syndicales ou partis ouvriers posant la question du pouvoir.)

La réponse à ces questions est contenue dans le texte même : à l'objectif d'abolir les rapports sociaux existants, Boccara substitue la « *possibilité* » de les « *modifier* » (notamment, on le verra plus loin, grâce à l'association du mouvement ouvrier à la « *régulation* » du capital, ce qui, soit dit en passant, ne risque guère d'« *améliorer les conditions d'existence* » des travailleurs).

L'image idyllique dessinée par Boccara (« *un changement historique des rapports sociaux intervient finalement* ») est à des années-lumière de la conception de Marx, pour qui l'objectif historique de la lutte de classe, c'est l'abolition de l'exploitation capitaliste, donc de la propriété privée des moyens de production, abolition qui implique une confrontation nécessairement violente entre exploités et exploités — « *On les brisa (...). Mettre à mort la bourgeoisie* », sont ses propres termes (cf. plus haut).

(6) Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*.

(7) Préface à l'édition anglaise de 1888 du *Manifeste du Parti communiste*.

**“IL NE SUFFIT PAS
DE DÉFINIR LE CAPITALISME
PAR LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE
DES MOYENS DE PRODUCTION”**

Plus le lecteur progresse dans la lecture de Boccara, plus l’objectif se dévoile : non pas « dépasser Le Capital », mais le dénaturer, le travestir, le combattre. Ainsi sur la question de la propriété des moyens de production. Pour Marx et Engels,

« ce qui caractérise le communisme, ce n’est pas l’abolition de la propriété en général, mais l’abolition de la propriété bourgeoise. Or la propriété privée d’aujourd’hui, la propriété bourgeoise, est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d’appropriation basé sur des antagonismes de classes, sur l’exploitation des uns par les autres. En ce sens, les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette formule unique : abolition de la propriété privée » (8).

Sous la plume de Boccara revisitant Marx, cela devient :

« Il ne suffit pas du tout de définir le capitalisme par la propriété privée des moyens de production matérielle (...), il s’agit de la propriété sous forme d’argent. Ainsi ce qui est en cause dans l’existence du capitalisme et donc pour le dépasser, c’est le salariat, les critères de rentabilité de la monnaie accumulée rapportant un profit en monnaie, le crédit de la monnaie prêtée, etc. »

Nouveau tour de passe-passe. Il est exact qu’en régime capitaliste, la propriété privée des moyens de production contraint le prolétaire à vendre sa force de travail comme une marchandise ; d’où le salariat. De cette analyse, Marx tire la conclusion que pour abolir le salariat, la classe des producteurs (la classe ouvrière) doit arracher la propriété des moyens de production des mains de la classe capitaliste. A l’inverse, Boccara invite à « aller au-delà des seules questions de mise en cause de la propriété de la production matérielle », à opérer « des changements fondamentaux par rapport aux conceptions traditionnelles et dogmatiques (...) pour viser les dépassements et non des négations réductrices du système » et à s’opposer « aux réductions des transformations révolu-

tionnaires aux questions de propriété de production matérielle si nécessaires soient-elles ». On ne saurait être plus clair...

Ennemi, donc, des « négations réductrices », Boccara poursuit :

« Marx montre comment les formes économiques avec le développement de la contradiction de leur contenu dans la pratique donnent naissance à d’autres formes qui les nient. Ces formes nouvelles sont reliées matériellement et conceptuellement aux formes anciennes, car elles sont la solution relative de la contradiction interne à l’analyse des formes anciennes, dont elles permettent un nouveau développement. »

**FORMES ANCIENNES,
FORMES NOUVELLES...**

Ici le mobile du délit commence à pointer son nez. Il est exact que, pour Marx, c’est au sein même des « formes économiques » anciennes — Marx évoque plutôt les différents stades du développement des forces productives et la succession des modes de production — que mûrissent les conditions de la naissance d’autres formes économiques qui les nient. Mais pour Marx, il n’y a là rien de mécanique, spontané ou naturel. Rien de paisible non plus : « On les brisa (...). Mettre à mort la bourgeoisie. » C’est tout le problème de la rupture qui est posé, la nécessité de mettre à bas l’ancien mode de production pour laisser place au nouveau. Bref, c’est de révolution dont Marx nous parle. Mais, de révolution, Boccara ne veut point (sauf « informationnelle » ou « écologique », on le verra plus loin). Bien sûr, il lui est difficile de gommer en totalité les références de Marx à la révolution. Il le fait donc... à sa manière, citant par exemple ce passage bien connu :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n’en est que l’expression juridique, avec les rapports de propriété au

(8) Manifeste du Parti communiste.

sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale » (9).

Pour Marx, l'« époque de révolution sociale » pose une nécessité : la préparation des masses à la prise du pouvoir, donc l'organisation ouvrière indépendante (c'est pourquoi Marx, en même temps qu'il rédigeait *Le Capital*, fut l'un des principaux animateurs de la I^{re} Internationale, intervenant dans l'aide au combat révolutionnaire). Pour Boccara, la formule a un parfum objectif, dans laquelle il se croit autorisé à inscrire sans vergogne sa théorie du « dépassement », transition paisible des « formes anciennes » vers des « formes nouvelles »... qui permettent « un nouveau développement des formes anciennes » ! Tout cela cohabitait joyeusement... dans le cadre du régime fondé sur la propriété des moyens de production !

“LA PERSPECTIVE DE LA SUPPRESSION GRADUELLE DE LA STRUCTURE CAPITALISTE” ?

Et de cette bouillie pour chats, Boccara voudrait faire endosser la paternité à Marx ! Il écrit :

« Le Capital (...) analyse ainsi les difficultés et les conflits du fonctionnement, conflits qui poussent, à travers l'aiguïssement des luttes de classes et les crises au niveau phénoménal, à la transformation systémique, jusqu'à la perspective de la suppression graduelle de la structure capitaliste et du dépassement du système. »

Ici, la falsification est élevée au niveau d'un art. Où Marx se prononce-t-il pour « la perspective de la suppression graduelle de la structure capitaliste et du dépassement du système » ? Nulle part ! Il n'est question dans *Le Capital* que de l'impasse historique du système capitaliste et de la nécessité d'en abolir le socle : la propriété privée des moyens de production. Cette nécessité, souligne Marx, procède d'une loi du système capitaliste : la tendance au développement de « la force productive

de la société » se heurte à sa « capacité de consommation », laquelle

« n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la capacité absolue de consommation, mais par la capacité de consommation sur la base de rapports de distribution antagoniques qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites » (10).

De sorte que « la production capitaliste tend sans cesse à dépasser ses limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens qui, de nouveau et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières », écrit Marx, qui précise : « La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même » (11).

La barrière du capital, c'est le capital lui-même, mais, grâce à Boccara... elle sera « dépassée » et « graduellement supprimée » ! Que Boccara cherche à nous vendre cette mauvaise camelote, c'est son droit. Mais, de grâce, qu'il n'en fasse pas porter la responsabilité à Marx !

“ON NE PRODUIT PAS TROP DE SUBSISTANCES...”

Pour Marx, au contraire, les contradictions du système capitaliste ne peuvent aller qu'en s'approfondissant en crises de plus en plus explosives, rejetant l'immense majorité de la population dans une paupérisation sans cesse s'aggravant :

« Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et à la mise en valeur de la valeur capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs ; elles entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production, un développe-

(9) Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*.

(10) *Le Capital*, Livre III, chap. XV, « Développement des contradictions internes à la loi ».

(11) *Ibidem*.

ment inconditionné des forces productives sociales, à faire de la production une fin en soi. Le moyen — développé inconditionné de la productivité sociale — entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant » (12).

Parce qu'elles procèdent du système lui-même, ces crises ne peuvent être surmontées que par l'abolition de la propriété privée. Car :

« On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décentement et humainement la masse de la population. On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail, au contraire (...).

Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse.

On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes contradictoires » (13).

FORCES PRODUCTIVES, FORCES DESTRUCTRICES

Or ce qui était « production périodique de richesse excessive » à l'époque où Marx écrivait *Le Capital*, est devenu, ultérieurement, une caractéristique permanente du stade impérialiste atteint par le capitalisme, tel que défini par Lénine (14), à qui Boccara d'ailleurs ne fait qu'une brève allusion (15).

La raison de cette occultation recoupe la question des forces productives. Pour Boccara, le « progrès des forces productives » est un phénomène intemporel, et illimité, en dépit et indépendamment des rapports de production capitalistes. C'est

pourquoi il se doit d'ignorer le rapport établi il y a un siècle par Lénine entre le stade impérialiste du capitalisme et sa tendance à la stagnation, voire au déclin des forces productives (d'où Lénine conclut au caractère de « réaction sur toute la ligne », et « d'époque des guerres et des révolutions » du stade impérialiste).

Pour la même raison, Boccara se doit d'écarter tout ce qui, chez Marx, annonce et préfigure l'analyse de Lénine. Et tout particulièrement ce passage de *L'Idéologie allemande* dans lequel Marx écrit que le développement de la libre concurrence capitaliste « créa une masse de forces productives pour lesquelles la propriété privée devint une entrave », et précise :

« Ces forces productives connaissent dans la propriété privée un développement qui n'est qu'unilatéral, elles deviennent pour la plupart des forces destructrices. Une foule d'entre elles ne peut pas trouver la moindre utilisation sous son régime (...).

Il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent), et, fait lié au précédent, il naît une classe qui supporte toutes les charges de la société, sans jouir de ses avantages, qui est expulsée de la société. »

Et Marx ajoute : « Les conditions dans lesquelles on peut utiliser les forces productives déterminées sont les conditions de la domination d'une classe déterminée de la société » (16).

(12) *Ibidem*.

(13) *Ibidem*.

(14) Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

(15) A la différence de Keynes et de ses partisans, à qui Boccara se réfère volontiers. Notons qu'aucun ouvrage de Lénine ne figure parmi les 41 ouvrages cités par Boccara dans la bibliographie de référence. Absence bien commode qui permet d'occulter l'analyse de Lénine... et de lui attribuer (page 70) la paternité de cette révision du marxisme que constitue la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat » !

(16) *L'Idéologie allemande*.

“UN TEL PROGRÈS DES FORCES PRODUCTIVES” !

Pour qui veut comprendre Marx, et vérifier la pertinence et l'actualité de ses analyses, cette notion de la transformation des forces productives en forces destructrices est essentielle (au « machinisme » et à « l'argent », Rosa Luxemburg ajoutera un demi-siècle plus tard le militarisme, et donc l'économie d'armement). Essentielle également l'affirmation de Marx selon laquelle « *les conditions dans lesquelles on peut utiliser les forces productives déterminées sont les conditions de la domination d'une classe déterminée de la société* ». Mais Boccara ne veut ni entendre parler de la transformation des forces productives en forces destructrices, ni les traiter sous l'angle de « *la domination d'une classe déterminée* ». Il écrit :

« *Le but d'enrichissement du capitaliste en valeur indéfinie, non limitée par sa consommation, explique l'exploitation la plus poussée possible, mais aussi un tel progrès des forces productives que cela permet d'envisager le passage à un mode de production dépassant les bornes des sociétés historiques d'exploitation de l'homme par l'homme.* »

Là où Marx, on l'a vu, martèle le fait que la « *barrière du capital, c'est le capital lui-même* » et que, par conséquent, il convient de réunir les conditions permettant de l'abattre — « *On les brisa (...). Mettre à mort la bourgeoisie...* » — Boccara dessine une espèce de développement linéaire et idyllique : « *Un tel progrès des forces productives* (aujourd'hui, en 2013 ! — NDR) *permet d'envisager le passage à un mode de production dépassant les bornes, etc.* » D'une phrase, Boccara remet ici en cause l'analyse de Marx sur l'étouffement des forces productives par des rapports sociaux qui les étouffent et sont autant « d'entraves ». Gloser **aujourd'hui** sur « le progrès des forces productives », quand toutes les statistiques officielles évoquent la récession qui gagne les uns après les autres tous les pays capitalistes développés et l'expulsion grandissante de centaines de millions de jeunes et de travailleurs hors des relations de production et l'appauvrissement crois-

sant d'une large majorité de la population mondiale, tandis que « progressent » en effet les guerres, la spéculation financière, l'économie maffieuse sous toutes ses formes, et la décomposition sociale, il fallait oser le faire... Boccara a osé !

MARX A-T-IL “MODIFIÉ SA CONCEPTION” ?

Boccara sait bien tout ce qui, dans les écrits de Marx, va à l'encontre des positions qu'il défend. Qu'à cela ne tienne ! Il va inventer une rupture entre le Marx qui rédige *Le Capital* et le Marx qui précède immédiatement cette rédaction. « *Contrairement à ce que pense la quasi-totalité des “spécialistes”* », écrit-il, — qui sont ces spécialistes ? Des noms, Boccara, des noms ? — *Marx, tout en la conservant va modifier fondamentalement cette conception et donc commencer à la dépasser dans Le Capital.* » De quelle conception s'agit-il ? Pour l'illustrer, Boccara propose

« *L'exemple des “forces productives” et de la “structure économique” (renvoyant aux “rapports” de production) et même de la “superstructure”. Ces trois concepts sont censés exprimer la conception fondamentale de Marx (et du “marxisme”) d'après sa préface de 1859 de la Contribution à la critique de l'économie politique antérieure aux multiples élaborations du Capital.* »

Donc, après 1859, Marx aurait révisé la conception qui jusque-là était la sienne sur les forces productives, les rapports sociaux de production, le rapport entre structure et superstructure ? Rien que cela ! Quelles preuves Boccara propose-t-il à l'appui de cette importante révélation ? Aucune, strictement aucune ! Les trois pages qui suivent cette affirmation ne fournissent aucun début de démonstration permettant au lecteur de comprendre en quoi Marx, dans *Le Capital*, aurait modifié la conception qui est la sienne jusque-là. Et pour cause ! Mais l'important pour Boccara n'est pas de démontrer, mais de pourfendre les « spécialistes » qui oseraient prétendre que le point de vue, inchangé, de Marx sur les forces productives occupe une place centrale dans l'analyse de Marx, y compris dans *Le Capital*.

LE CAPITALISME SAUVÉ PAR LA RÉVOLUTION... INFORMATIONNELLE ?

Ce faisant, Boccara poursuit un objectif : établir — au nom de Marx, toujours — qu'aujourd'hui, la « révolution informationnelle » marquerait un nouveau stade de développement des forces productives. Dans un parallèle osé avec ce passage du *Capital* où Marx distingue le stade primitif (manufacturier) du capitalisme de son stade ultérieur (celui de la fabrique), il écrit :

« Dans la révolution informationnelle, on passe du seul remplacement des mains par les machines-outils au remplacement de certaines opérations du cerveau concernant l'information, comme par les ordinateurs. De même que la révolution industrielle a progressivement entraîné le rôle prépondérant de l'industrie du point de vue de la production et de toute la société, en même temps que le triomphe du mode nouveau de production et le passage à son stade classique, de même on peut envisager le passage graduel au rôle prépondérant de la science et bien plus largement de toute l'information avec des conséquences analogues pour le passage à un mode de production techniquement supérieur. »

Donc on va passer **graduellement** d'une société d'exploitation où des milliards d'individus crèvent de faim, où des centaines de millions de travailleurs sont expulsés de leur emploi, où la misère s'étend (y compris aux grandes métropoles impérialistes), on va passer **graduellement** de cette situation d'effondrement et de marche à la barbarie et aux guerres généralisées... à une société où le « rôle prépondérant de la science et de l'information » permettra le passage à un « mode de production techniquement supérieur ». Formidable ! Sera-t-il aussi **socialement** supérieur ce nouveau mode de production ? Cela, Boccara ne le dit pas. Merveilles de l'informatique, nouveau veau d'or devant lequel chacun est sommé de se prosterner... en dehors de tout critère de classe...

« La même information comme le résultat d'une recherche scientifique peut être partagée à l'échelle du monde contraire-

ment à une machine qui est, ici ou là, base de la propriété capitaliste », s'enthousiasme Boccara, même si « dans le capitalisme mondialisé actuel ce partage est récupéré par les privatisations et les entreprises multinationales », ce qui « développe la salarisation du monde et la mise en concurrence des salariés du monde entier ». Rappelons que, pour Marx, le développement du salariat, c'est le développement de la classe ouvrière, donc de la principale force productrice. La « révolution informationnelle » de Boccara donnerait-elle un nouvel essor aux forces productives ? Si tel était le cas, il faudrait en conclure à l'erreur de Marx (et à sa suite des marxistes) pour qui c'est précisément l'impuissance du capitalisme à surmonter les obstacles grandissants au développement des forces productives qui met à l'ordre du jour le passage au socialisme ! Si tel était le cas, si le capitalisme était capable encore aujourd'hui de développer les forces productives, alors, appliquant la méthode de Marx, ne devrions-nous pas renoncer au combat pour l'expropriation du capital ?

Mais tel n'est pas le cas. Les faits établissent que l'usage généralisé des techniques modernes de communication supprime des millions d'emplois et développe la dé-salarisation au sens de l'atomisation de la classe ouvrière, expulsant de leur emploi des centaines de millions de salariés protégés par des garanties collectives, les délocalisant, les individualisant, généralisant le télétravail, le travail à temps partiel, et le travail informel. Les faits montrent que même dans les pays d'Asie ou d'Amérique latine où ils ont été délocalisés, les millions d'emplois détruits en Europe ou aux Etats-Unis n'ont été remplacés — en nombre et en valeur totale de la force de travail — que très partiellement, et que la tendance, dans la dernière période, est là aussi aux « dégraissages » ! Bref, les nouvelles technologies de l'information — qui, c'est vrai, dans le cadre d'autres rapports sociaux, pourraient permettre un développement des forces productives — sont ici au service de l'atomisation de la classe, de la dévalorisation de la force de travail, en un mot de sa destruction. Cela, Boccara le nie, car il a besoin de cette prétendue « révolution informationnelle » pour justifier une poli-

tique orientée non vers l'abolition des rapports sociaux existants, mais vers leur aménagement, dans le sens du « partage ». Il écrit :

« Ici aussi les rapports de production et la régulation capitaliste s'opposent de toute leur force au bouleversement nécessaire pour une autre société de partage généralisé devenue possible. Cette société de partage permettrait de promouvoir, avec les recherches-développement, la formation, les capacités, la créativité et les pouvoirs des travailleurs. »

On appréciera la formule : une « société de partage généralisé ». Qui partage avec qui ? On ne sait pas. Mais les travailleurs y disposeraient de certains « pouvoirs » (lesquels ? Proposer des « solutions alternatives » dans le cadre des plans de licenciements des patrons ? Proposer des « réformes » alternatives à celles du gouvernement ?)... étant entendu que le pouvoir, lui, resterait entre les mains de la classe capitaliste, de même que la propriété des moyens de production. L'axe stratégique défendu par Boccara, c'est le corporatisme. Ce que confirment les derniers mots de son livre :

« La perspective du débat culturel (...) vise donc l'ensemble de la crise planétaire et les besoins d'autres constructions sociales, pour avancer vers une autre civilisation de partages de toute l'humanité. »

Amen !

NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION : FORCES PRODUCTIVES ? FORCES DESTRUCTRICES ?

Arrêtons-nous un instant sur cette « révolution informationnelle » qui laisse Boccara bouche-bée. Lorsque les technologies liées à Internet ont commencé à se répandre, au tournant des années 1970-1980, une interrogation a surgi : comment envisager qu'en système capitaliste soit généralisé un système réduisant à néant le coût des communications, et faisant donc disparaître une source de profit gigantesque pour les multinationales ? La réponse n'a pas tardé. Certes, sur un plan

technique, la généralisation des informations circulant à une vitesse quasi instantanée (pour un coût quasi nul) pourrait donner un essor considérable aux forces productives. A condition que l'aiguillon n'en soit pas la recherche du profit. Mais en système capitaliste, ces nouvelles technologies ont été très logiquement orientées pour en faire des supports à de nouvelles sources de profitabilité fondées d'abord et avant tout sur l'élimination du travail vivant (qui reste, Internet ou pas, ce que Marx en a écrit : à la fois la source de la plus-value, mais aussi la composante de la composition organique du capital, que la classe capitaliste cherche en permanence à réduire).

Un bilan réalisé sur les faits des trente-cinq dernières années établirait sans doute qu'elles ont été orientées dans le support à la publicité pour les grandes firmes permettant de détourner des parts considérables de plus-value ; que les gigantesques entreprises (Microsoft, Apple, etc.), mais aussi les milliers et dizaines de milliers de startups constituées dans la foulée (dont beaucoup se sont effondrées ensuite), relient précisément des lois du capital ; que l'immense bulle spéculative de l'informatique du début du siècle a détruit des milliers de milliards de dollars de capital entraînant dans son sillage la mise au chômage de larges secteurs de la population salariée. Il faudrait évoquer aussi les retombées de la généralisation de ces nouvelles technologies de l'information, en particulier dans le transfert grandissant vers le capital constant de ce qui, jusque-là, relevait du capital variable, dans la destruction de la part de travail vivant au profit du travail mort, vérifiant en cela la loi de la baisse tendancielle du taux de profit dégagée par Marx. Il faudrait souligner que l'automation poussée à l'extrême par le biais de ces nouvelles technologies a accentué la déqualification du travail salarié et la destruction de millions d'emplois, en même temps qu'elle a permis d'accélérer la délocalisation, l'individualisation, donc la remise en cause des garanties collectives, la généralisation des plateformes d'appels dans des pays où la lutte de classe n'a pas permis d'arracher les conditions existant dans certains pays capitalistes développés, exploitant la main-d'œuvre de travailleurs sans droits,

sans garanties, de même que les transferts massifs d'emplois dans les zones économiques spéciales.

QUELLE CLASSE DOMINE LES FORCES PRODUCTIVES ?

En système capitaliste, il n'y a pas de « révolution informationnelle » qui ne soit mise au service de la destruction en masse des forces productives. Le machinisme et l'argent, écrivait Marx, sont des forces productives qui tendent à se transformer en forces destructrices. Le machinisme est devenu automation, puis informatique et nouvelles technologies de l'information. Que virtuellement ces technologies puissent un jour être un support au développement des forces productives, nul n'en peut douter. Mais tout dépend de quelle classe domine les forces productives. Et aujourd'hui plus que jamais, la classe qui domine les forces productives et les utilise pour détruire en masse les emplois, la qualification, les garanties collectives — c'est-à-dire la principale force de production : celle de la classe ouvrière — c'est la classe capitaliste. Aucune « révolution informationnelle » n'émancipera la classe ouvrière de s'émanciper par elle-même et de s'organiser pour prendre le pouvoir entre ses mains (17).

Boccaro, on l'a vu, ne goute guère la *Contribution à la critique de l'économie politique* écrite par Marx :

« *Le texte de 1859 évoque les forces productives et les rapports de production ou la structure économique. (...) Mais ils (ces termes — NDR) ne renvoient, selon nous, qu'à deux des trois dimensions d'un système économique, et précisément Marx consacre Le Capital presque entièrement à la troisième dimension : la régulation du système, les règles du marché et les régulateurs du taux de profit ou du taux d'intérêt, parlant notamment des prix incluant un taux de profit comme prix de production régulateur.* »

De la « régulation » du système capitaliste, Boccaro passe aux « solutions » dont il attribue la paternité à Marx :

« *Marx aboutissait dans le Livre III, à une esquisse inachevée sur les limites de la rentabilité ou de la profitabilité et de*

l'accumulation des capitaux (...). Et il ébauche les solutions de réponse à cette suraccumulation dans l'évolution économique à travers ses fluctuations et aussi ses transformations. »

Voilà comment *Le Capital* devient, sous la plume de Boccaro, un livre de recettes pour une bonne régulation du système capitaliste ! Régulation ? Voici ce qu'Engels en écrit, précisément dans le *Livre III*, du *Capital* :

« *Le fait que les forces productives modernes, qui grandissent rapidement et prennent des proportions gigantesques, dépassent chaque jour davantage les lois de l'échange capitaliste de marchandises, dans le cadre desquelles elles devraient se mouvoir, s'impose de plus en plus même à la conscience des capitalistes. On le constate surtout à deux symptômes. D'abord, dans la nouvelle manière généralisée des barrières douanières (...).*

Deuxièmement, dans les accords (trusts) des industriels de grandes sphères de production tout entières, en vue de régulariser la production et, par là, les prix et les profits. Il va de soi que ces expériences ne peuvent être menées à bien que dans un climat économique relativement favorable. La première tempête les mettra à bas, prouvant que si la production a besoin d'être réglementée ce n'est certes pas la classe capitaliste qui est appelée à le faire » (18).

On revient à la question : quelle classe domine les forces productives ? Quelle classe dispose du pouvoir ?

DES "LUTTES POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES"...

Pour les besoins de sa mauvaise cause, Boccaro se livre à une contorsion théorique exceptionnelle au sujet de la loi de

(17) Cf. *Automation et révolution*, brochure rédigée par Pierre Lambert, éditée en mai 1966 conjointement par *Informations ouvrières et Révoltes*, et rééditée dans « La Lettre de *La Vérité* » (numéros 133, 134, 135, juillet 2000). De larges extraits en ont été republiés dans *La Vérité spéciale*, n° 60-61 (mars 2008).

(18) Note insérée par Engels dans le chapitre VI du *Livre III* du *Capital* : « Effets des changements de prix ».

la baisse tendancielle du taux de profit. On sait que, pour Marx, cette loi constitue une des contradictions majeures du système capitaliste. Il y consacre plusieurs chapitres pour montrer que, dans leur concurrence entre eux, les capitalistes cherchent en permanence à baisser la valeur des marchandises, et pour cela, à augmenter la productivité du travail.

Mais cela conduit, à chaque étape, à augmenter la part du capital constant (c : machines, technologies, matières premières) au détriment du capital variable (v : la force de travail). Or la seule source de la plus-value (pl), c'est l'exploitation de la force de travail.

Par conséquent les procédés par lesquels le capitaliste cherche à développer sa production et conquérir des marchés tendent en permanence à abaisser le taux de profit $pl/(c + v)$, c'est-à-dire le rapport entre la valeur nouvelle créée par l'exploitation de la force de travail et le capital investi. Pour Marx, la baisse tendancielle du taux de profit est facteur de développement des forces productives jusqu'à un certain point, au-delà duquel elle tend à se transformer en facteur de destruction des forces productives « excédentaires » (du point de vue de la mise en valeur du capital), nourrissant des crises qui vont s'accroissant et s'amplifiant (19).

Boccarda, lui, prétend transformer le *Livre III* du *Capital* — et singulièrement les chapitres consacrés à la baisse tendancielle du taux de profit — en un manuel de « solutions » à la crise du capitalisme. Il reconnaît que « *la tendance à la baisse massive (...) du travail nécessaire à la production des moyens de production (...) entraîne d'abord une tendance à la surproduction beaucoup plus importante et un chômage massif* ».

Mais, voyez-vous, c'est là la condition pour « *un relèvement ultérieur de la rentabilité et de l'accumulation des capitaux* ». Mais, précise Boccarda, ce chômage massif ne suffit pas. Il est une autre condition :

« *Les luttes politiques et idéologiques contre les difficultés sociales doivent auparavant entraîner les changements de la structure et de la régulation du système.* »

... PORTEUSES DE "SOLUTIONS" POUR SURMONTER LES CRISES DU CAPITALISME ?

Si on comprend bien ce verbiage, les « luttes » arrachant un certain nombre de conquêtes seraient des moyens permettant au système capitaliste de continuer à fonctionner et de surmonter ses crises. Boccarda précise son schéma (qui était déjà au cœur de la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat » qu'il développait il y a quarante ans) :

« *Il s'agit de réduire dans certaines parties du système l'exigence de rentabilité ou de valorisation des capitaux par le profit (ou une dévalorisation structurelle du capital) précisément pour relever la demande sociale avec, en outre, un certain progrès des dépenses pour développer les travailleurs. Cela permet de relancer une nouvelle longue phase de l'accumulation.* »

On comprend mieux à cette lecture la notion de « partage » introduite précédemment. Pour que le capitalisme surmonte les crises, il faut qu'il soit capable, de temps à autre, d'un peu mieux partager avec la classe ouvrière les richesses produites, moyennant quoi cela permettrait de dégager un nouveau champ de valorisation du capital... et de sauver le système ! Les « luttes politiques et idéologiques contre les difficultés sociales » seraient donc le moyen permettant de soustraire certaines parties du système à l'exigence de rentabilité et de valorisation des capitaux par le profit... pour mieux redresser

(19) Dans le chapitre XV du *Livre III*, Marx cite, parmi les principales « causes qui contrecarrent la loi » de la baisse tendancielle du taux de profit : « *L'augmentation du degré d'exploitation du travail* », dans laquelle il inclut le recours au travail des femmes et des enfants, et plus généralement tous les procédés utilisés pour accroître l'exploitation, la « *réduction du salaire en dessous de sa valeur* », et « *la surpopulation relative* » avec « *une masse de salariés disponibles libérés qu'on peut acquérir à vil prix* ». Dans Lutte des classes et mondialisation, nous avons analysé la façon dont s'exerce cette tendance dans le cadre de l'impérialisme décomposé aujourd'hui, et comment les moyens pour la contrecarrer convergent de plus en plus sur la destruction de la principale force productive : la force de travail des prolétaires.

la rentabilité des autres parties ? Il ne s'agirait donc pas d'arracher la propriété des moyens de production, mais d'y introduire un élément de régulation sociale où la classe ouvrière deviendrait un auxiliaire permettant à la classe capitaliste de surmonter ses crises... par exemple par la transformation des syndicats en « partenaires sociaux » intégrés dans des « entreprises citoyennes » ? Est-ce là la raison qui conduit aujourd'hui la direction du Parti communiste français, totalement soumise aux institutions du capital financier et de l'Union européenne, et rangée derrière le gouvernement Hollande (lui-même totalement subordonné à la classe capitaliste et à ses institutions), à promouvoir le livre de Boccara ?

SÉCURITÉ SOCIALE ET PILLAGE NÉOCOLONIALISTE : UNE MÊME FONCTION ?

Boccara écrit :

« Les entreprises publiques de production fonctionnant avec déficit (type SNCF), ou sans bénéfice, ou avec un taux de profit réduit (type EDF), permettent, quant à elles, le relèvement des taux de profit des capitaux privés monopolistes, accaparant davantage de plus-value, notamment par l'intermédiaire des tarifs de vente des entreprises publiques et des prix de leurs achats. Il s'agit de dévalorisation structurelle du capital ».

Il ajoute :

« On pourrait aussi évoquer le rôle de la montée considérable des dépenses publiques de consommation et de services publics (éducation, santé, etc.) ou de la Sécurité sociale. D'où l'expression de "capitalisme monopoliste d'Etat social". On peut encore considérer les exportations de capitaux publics (dites "aides") bénéficiant aux exportations de marchandises et de capitaux privés des pays impérialistes dans les pays dominés et favorisant leurs importations à bas coûts, le pillage néocolonialiste ».

Donc, la Sécurité sociale, principale conquête de la classe ouvrière en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, est mise par Boccara sur le même plan que le pillage néocolonialiste,

comme autant d'instruments ouvrant de nouvelles marges de mise en valeur du capital !

Boccara va encore plus loin, évoquant, parmi les facteurs de la phase actuelle de la crise du capital « le rôle des "frais" d'une ampleur tout à fait nouvelle, pesant sur la plus-value et aggravant les difficultés du taux de profit ». Et de préciser :

« Marx avait déjà analysé les "faux frais" de la production capitaliste venant en "déduction de la plus-value", malgré leur nécessité pour le développement de la production, à propos des dépenses de pure commercialisation, dans le Livre II du Capital. Il convient aujourd'hui de considérer, outre les dépenses de commercialisation et de publicité, les dépenses d'armement. Mais il faut aussi faire intervenir les dépenses de recherche, d'éducation, de santé, d'urbanisme, etc. »

Incroyable mais vrai ! On a vu, plus haut, que, contrairement à Marx qui pointe du doigt le machinisme comme un des vecteurs de la transformation des forces productives en forces destructrices, Boccara désigne la « révolution informationnelle » — le machinisme moderne — comme la clé ouvrant de nouveaux horizons au capitalisme. Voilà, à présent, que là où Rosa Luxemburg et Lénine (prolongeant Marx) désignent l'économie d'armement comme un volant d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste en crise, Boccara y voit les « faux frais du capital » au même titre que les dépenses de recherche, d'éducation, de santé, d'urbanisme !

CRIMINELLE CONFUSION

Criminelle confusion ! Les dépenses de Sécurité sociale, d'éducation, de santé procèdent très largement des conquêtes arrachées par la lutte de la classe ouvrière (et, partiellement, du combat démocratique) permettant d'élever la valeur de la force de travail. Que, par ailleurs, ces conquêtes aient pour effet collatéral, en ouvrant de nouveaux champs de consommation pour la classe ouvrière, de constituer un facteur d'élargissement de la production des marchandises, c'est un fait

produit de la lutte de classe et non décidé par les patrons pour s'ouvrir de nouvelles marges de valorisation ! C'est pourquoi, d'ailleurs, la classe capitaliste n'a de cesse, dans toutes ses contre-réformes successives, de remettre en cause la Sécurité sociale, et par ce biais, le salaire différé, donc la valeur de la force de travail.

Cela est vrai également pour les services publics, cibles des politiques de privatisation. Certes le Parti communiste, dont Boccara est un dirigeant, a fourni deux ministres (Fiterman et Gayssot) qui ont joué un rôle majeur dans la privatisation des chemins de fer. Certes, ce parti a soutenu la « transposition de gauche » des directives de l'Union européenne de privatisation d'EDF-GDF dans le cadre du gouvernement Jospin en 2000 et vient, en 2013, de voter la réforme Peillon de l'Éducation nationale brisant le caractère national de l'instruction publique, la territorialisant, étape vers sa privatisation-destruction. Mais cela peut-il justifier de mettre services publics et conquêtes ouvrières sur le même plan que l'économie d'armement ?

ÉCOLE ET ÉCONOMIE D'ARMEMENT : DEUX "FAUX FRAIS" DU CAPITAL ?

A de nombreuses reprises (20), notre revue a été amenée à analyser la fonction de l'économie d'armement au stade impérialiste, à propos de laquelle Rosa Luxemburg écrivait qu'à « *un certain degré de développement, les conditions de l'accumulation se transforment en conditions d'effondrement du capital* ». Nous ne reprendrons pas ici cette analyse, sauf pour souligner que l'économie d'armement ne peut jouer le rôle de volant d'entraînement artificiel et parasitaire du capitalisme qu'à la condition de détourner de larges subsides de l'État, abondés par la destruction des services publics et des droits ouvriers et par un endettement public grandissant, dont on connaît les conséquences... Sans oublier que le propre de l'économie d'armement, c'est sa « consommation » : aujourd'hui, la guerre impérialiste tend à s'étendre aux quatre coins du monde.

Certes, dans la toute dernière période, les gouvernements impérialistes — à commencer par celui des États-Unis — ont légèrement réduit les dépenses d'armement, face à la pression exercée sur les finances publiques par le gonflement de la dette, et d'autre part du fait de la résistance des travailleurs aux plans d'austérité. Ils ne l'ont fait ni par idéologie, ni par goût, ni par renoncement à ce moyen d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste, mais simplement parce que les choses étaient allées un peu au-delà des limites possibles. (Cette décision de réduction — bien que limitée — aiguise les phénomènes de crises dans les sommets de l'impérialisme américain et de ses alliés.)

Mais, répétons-le, cette réduction reste limitée : de 2011 à 2012, on note 0,5 % de réduction de la dépense mondiale d'armement, laquelle reste très largement au-dessus de son niveau le plus élevé des années 1980, à la fin de la guerre froide. Aux États-Unis, les dépenses militaires ont baissé de 6 % en 2012, mais restent supérieures de 69 % à ce qu'elles étaient dix ans auparavant (21). Bref, la classe capitaliste ne peut renoncer à l'économie d'armement-économie de guerre comme facteur d'entraînement artificiel de son économie en crise de décomposition.

PARTISAN DE LA DÉCROISSANCE...

En mettant sur le même plan services publics, instruction publique, Sécurité sociale et économie d'armement, Boccara va jusqu'au bout de sa logique qui traite

(20) Notamment : « *L'économie d'armement assure-t-elle la relance ?* », par Pierre Cise (*La Vérité*, n° 32, mars 2003), « *Economie d'armement et crise de dislocation du capitalisme* », par Pierre Cise, Daniel Gluckstein, Jean-Pierre Raffi (*La Vérité*, n° 73, mars 2012).

(21) Notons qu'une grande part de ces réductions correspondent au transfert de dépenses hier directement prises en charges par l'État vers la sous-traitance privée : sous-traitance d'une partie de la Recherche et Développement aux fondations universitaires privées et aux multinationales, utilisation de technologies civiles à des fins militaires (téléphonie, tablettes, etc.), sous-traitance de la logistique à des entreprises privées, etc.

des forces productives en dehors de tout contenu de classe. Dans un cas, Sécurité sociale, services publics, instruction publique renforcent la valeur de la principale force productive, la classe ouvrière, confortant sa capacité à s'organiser comme classe pour en finir avec le système d'exploitation. Dans l'autre cas, l'économie d'armement, l'automatisation, « la révolution informationnelle » et la spéculation financière sont autant de moyens de destruction des forces productives, et en particulier de la classe ouvrière.

Inversant les termes du problème, Boccara écrit : « *Le développement des nouvelles forces productives, à travers la crise systémique, exige un bouleversement fondamental du mode de progrès technique* ». Passons sur « le développement des nouvelles forces productives », aujourd'hui... Quant à un **possible** développement des forces productives **demain**, il exige au préalable non un « bouleversement technique » mais un bouleversement **social** fondamental : l'élimination de l'exploitation du travail salarié, le transfert des moyens de production à la propriété collective permettant, sous la direction politique de la classe ouvrière, le développement des forces productives au service des besoins de l'humanité.

Tournant le dos à cette perspective, Boccara en arrive à rallier les solutions les plus réactionnaires, la décroissance : « *Il s'agirait de faire désormais prédominer, non plus les dépenses pour les moyens matériels de production, mais les dépenses pour développer les hommes et leur temps libre.* » Ne plus faire prédominer les dépenses pour les moyens matériels de production ? La société connaît-elle donc l'abondance permettant la satisfaction de tous ses besoins matériels ? Plus besoin de production pour nourrir correctement l'humanité, la loger, la vêtir, la soigner ? Plus besoin d'édifier des immeubles, des écoles, des hôpitaux, de fabriquer des machines-outils, de produire des médicaments, de développer l'agriculture ? « Développer les hommes et leur temps libre » : que signifie ce charabia sinon le ralliement à la logique antiproductiviste chère à nombre de débris du stalinisme (et du pablisme) ?

... ET DES "SOUPLESSES DES PRINCIPES DE MARCHÉ"...

A l'encontre de Marx (« *On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante, au contraire (...). Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation, etc.* »), Boccara se prononce contre la croissance des moyens matériels de production, parce qu'il renonce à remettre en cause les rapports de propriété qui étouffent les forces productives. A l'encontre de Boccara, les marxistes considèrent que l'avenir de l'humanité réside dans l'essor des forces productives (incluant les moyens matériels de production), rendu possible par la prise en main de l'économie et de la société par la classe ouvrière en assumant la direction politique, économique, sociale et réorganisant la production en fonction des besoins du plus grand nombre. Cela exige de s'émanciper du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Un objectif que Boccara récuse : *Le Capital* « *ne diabolise pas le capitalisme, mais il montre ses progrès historiques énormes, permettant par la suite une société émancipée des dominations sociales* ». « Ses progrès historiques... par la suite »... Une simple continuité, de progrès en progrès, suivant un chemin tranquille parsemé de roses ? Non : passer du capitalisme — en régression, en décomposition, et non en « progrès » constants — à une « société émancipée des dominations sociales » suppose non une « suite », mais une rupture, la prise du pouvoir par le prolétariat. Cela, Boccara l'écarte, car *Le Capital* « *montre la force des libertés aliénées du système capitaliste, à travers ses maux sociaux, et donc le besoin d'un véritable "dépassement", selon le concept issu de Hegel, "aufhebung"* ». Ah, le dépassement... Pas le renversement du capitalisme, pas son abolition... son dépassement. Pour Boccara, *Le Capital* vise au

« *remplacement possible (du système capitaliste — NDR) par un autre système viable, en conservant ses forces de liber-*

tés et en allant plus loin qu'elles, tout en abolissant ses maux sociaux, mais non en régressant par rapport à ses forces en développement historique, et en le niant dans une construction autoritaire opposée à ses principes de marché, au lieu de les "dépasser" en conservant tout autrement leurs souplesses ».

Comme cela est bien dit. Hier, ardent défenseur du stalinisme, Boccara pratique l'amalgame marxisme = stalinisme = « construction autoritaire » (22).

Autoritaire ? Quiconque combat pour le socialisme ne doit pas craindre d'affirmer que l'autorité de la classe ouvrière devra s'imposer sur et contre la classe capitaliste. Cela ne confère nulle légitimité au stalinisme. Celui-ci s'est construit comme dictature contre le peuple travailleur précisément parce qu'il renonçait au combat émancipateur et au renversement du capitalisme, jusqu'à livrer l'URSS, issue de la première révolution ouvrière victorieuse, aux forces destructrices du système capitaliste. Mais Boccara ne combat pas pour le socialisme, lui qui veut « conserver les souplesses des principes de marché ».

... BOCCARA VEUT "CONSERVER LA FORCE DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI"...

De quelles souplesses parle-t-il ? La principale souplesse du principe de marché se résume dans l'armée de réserve permanente sous la forme du chômage, et la flexibilité imposée à la classe ouvrière. C'est cela que Boccara défend ? Et bien oui ! Dans ce livre consacré au « *dépassement du Capital* », il formule par exemple la « *proposition d'un système de Sécurité d'emploi ou de formation* », grâce auquel « *on arriverait à éradiquer le chômage, car on conserverait la force des suppressions d'emplois, contribuant à stimuler les changements techniques et sociaux des activités, mais sans les maux sociaux et moraux* ». Formidable ! On garde la « force des suppressions d'emplois » — qui est « on » ? Ici Boccara parle comme un patron — qui, c'est bien connu, « stimulent les changements techniques et sociaux », mais, attention : sans les

« maux sociaux et moraux ». Comment parvenir à un tel miracle ?

Réponse :

« Cela proviendrait du passage de l'emploi à une formation bien rémunérée, pour retourner éventuellement à un meilleur emploi, avec une rotation emploi/formation, une sécurisation et une promotion des activités professionnelles, emploi ou formation. »

Formidable !

Ainsi donc, les patrons vont payer pour que les salariés passent de l'emploi à une formation bien rémunérée pour revenir ensuite à un meilleur emploi ? Et par quel miracle va-t-on les convaincre de faire cela ? Il est vrai qu'il s'agit de conserver « **la force des suppressions d'emplois** » pour retrouver « **éventuellement** » un emploi ! Finalement, les patrons peuvent se laisser convaincre ! Ce sont deux siècles de combat ouvrier pour la défense des emplois et pour des garanties collectives du contrat de travail qui sont ici foulées au pied par Boccara, qui nous précise que c'est là le contenu de la proposition de « Sécurité sociale professionnelle », mise en avant par le Parti communiste français !

... ET PROMET AUX PATRONS "D'AUTRES CRITÈRES D'EFFICACITÉ SOCIALE DES GESTIONS D'ENTREPRISES" !

Pour invraisemblables qu'elles peuvent sembler, ces calembredaines ont un objectif : l'association capital-travail. Boccara ne s'en cache pas :

« Nous pouvons proposer aujourd'hui que les travailleurs puissent jouer des deux côtés en participant désormais à la demande de force de travail et non seule-

(22) « Jeune catin, vieille bigote », dit le proverbe. Pendant des décennies, Boccara a aveuglément défendu la politique de l'appareil international du stalinisme. Au nom du prétendu « socialisme dans un seul pays », il fallait s'opposer à tout mouvement ouvrier indépendant. Boccara a ainsi épousé tous les contours, détours et sinuosités de la politique du Parti communiste français. Il continue. Car du stalinisme lui-même, Boccara n'a jamais tiré la moindre leçon.

ment à leur offre, par leur proposition de créations d'emploi appuyée sur un nouveau crédit. »

C'est la classe ouvrière qui va proposer des emplois ? C'est exactement la préconisation de l'Union européenne et de tous les gouvernements à son service, celle qu'en France, patrons et gouvernements successifs cherchent à imposer sous le vocable de « gestion prévisionnelle des emplois et des compétences » (GPEC) : il s'agit d'amener les organisations syndicales à s'intégrer dans la gestion des emplois avec les patrons en partant des « besoins des entreprises » et non des intérêts matériels et moraux des salariés.

On comprend mieux l'insistance de Boccara à affirmer que

« les analyses du Capital montrent qu'un processus révolutionnaire effectif ne signifie pas la nécessité de l'expropriation totale d'un seul coup des capitalistes, ni seulement les questions de propriété, en insistant sur les régulations du système et sur les transitions. Cela concerne des avancées décisives de l'appropriation sociale des moyens de la société, moyens de production et moyens de création monétaire, avec aussi le dépassement des règles des marchés et des régulateurs du taux de profit et du taux d'intérêt. »

Et allons-y, on dépasse, on dépasse... On exproprie, mais « pas d'un seul coup ».

On « s'avance dans l'appropriation sociale » (mais qu'est-ce-que cela signifie, dès lors que les capitalistes continuent à contrôler les leviers de l'économie à travers la propriété privée des moyens de production et d'échange ?). Et, surtout : on dépasse les règles du marché, on dépasse les régulateurs du taux de profit et du taux d'intérêt, on dépasse tout. Le lecteur est lui-même totalement dépassé. « Cela se rapporte à d'autres critères de gestion des entreprises », précise Boccara qui préconise de « dépasser le régulateur du taux de profit, (...) avec l'avancée de critères, synthétiques et décentralisés, d'efficacité sociale des gestions d'entreprises ». D'autres critères, entreprise par entreprise ? Les patrons vont renoncer aux critères du profit pour se ranger derrière des « critères d'efficacité sociale » ?

LA "RÉGULATION"...

Boccara pousse même l'audace jusqu'à attribuer la paternité de cette orientation typiquement corporatiste... à Marx, évoquant les « apports du Capital sur la régulation et donc pour (...) une autre régulation, concernant le taux de profit et donc des critères de gestion nouveaux des entreprises », ainsi que « d'autres critères du crédit et de la création monétaire ». Lesquels ? La suppression de la Banque centrale européenne ? Un gouvernement qui prenne en mains les instruments de la monnaie et du crédit au service de la classe ouvrière ? Certainement pas : Au nom de Marx... Boccara revendique « une véritable monnaie commune mondiale instituée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI », c'est-à-dire de l'instrument mis en place par l'impérialisme américain (et contrôlé par lui) pour imposer les plans meurtriers, de remboursement de la dette et de « réformes structurelles » qui, depuis, un demi-siècle, saignent, écrasent, pillent et oppriment les peuples de la Terre !

Et on dépasse, on dépasse, et on dépasse. Bien sûr, pour légitimer sa démarche, Boccara s'astreint, ici ou là, à une rédaction en apparence plus conforme à la méthode de Marx. Ainsi, il écrit :

« L'histoire des sociétés antérieures montre comment les classes privilégiées s'accrochent à leurs privilèges et s'acharnent à les maintenir par tous les moyens possibles. (...) L'issue ne pourra être ouverte que par les luttes des masses, de la classe ouvrière, de tous les salariés, des hommes et des femmes, des différentes nations et aires culturelles de l'humanité, de tous ceux qui souffrent de dominations sociales, pour toutes les émancipations sociales des êtres humains. Ces luttes sociales et politiques doivent pouvoir s'appuyer sur des avancées culturelles partagées concernant la critique radicale du système et les voies de son dépassement devenu possible. »

Soit. Il faut donc des luttes des plus larges masses s'appuyant sur la critique du système. Quel en est l'enjeu ?

« Les défis de la crise du système capitaliste mondialisé montrent que les rapports de production capitalistes peuvent

entraîner des pourrissements à travers les progrès, avec des régressions et des stagnations. Les contradictions internes du système et ses antagonismes peuvent conduire à des risques graves pour l'humanité », poursuit Boccara.

Tout cela est dit avec beaucoup de précaution — « peuvent entraîner à des pourrissements (...), conduire à des risques graves » — mais c'est dit quand même. Alors que faut-il faire ? Aider la classe ouvrière à prendre le pouvoir et le contrôle des moyens de production pour empêcher ce pourrissement qui conduit l'humanité à l'abîme ?

... SOUS L'ÉGIDE D'UN "FMI NOUVEAU DÉMOCRATISÉ" ...

Non, bien sûr :

« Marxistes et keynésiens de gauche peuvent aujourd'hui se rapprocher pour soutenir l'emploi par la demande publique, avec une autre utilisation de la création monétaire, pas seulement par les investissements mais par l'ensemble des dépenses des services publics. »

Mais Boccara sait bien que nous vivons à une époque où le maître-mot est l'austérité, la réduction des dépenses publiques, la suppression des emplois dans tous les domaines. Ces maux procèderaient simplement d'une mauvaise gestion du système ? Finalement, avec une autre politique, un autre capitalisme serait possible, un capitalisme humain créant des emplois ? Prétendre cela, c'est nier le contenu même du *Capital* dans lequel Marx montre comment les lois internes du système fondé sur la propriété privée des moyens de production n'ouvrent aucune autre perspective que la décomposition, l'impasse, et la destruction... sauf si la classe ouvrière s'approprie les moyens de production.

... PERMET DE S'OPPOSER À "UNE VULGATE DOGMATIQUE MARXISTE"

Non content de dépasser Marx à tour de bras, Boccara invite à s'opposer « à une

vulgate dogmatique marxiste, (...) amputée, en maintenant notamment l'illusion de pouvoir passer, sans transition mixte, à un tout autre système ». Ce serait donc une illusion de vouloir édifier « un tout autre système ». Il faudrait d'abord passer par la case « transition mixte ». Qu'est-ce que cela veut dire « transition mixte » ? La combinaison entre un secteur social et le capitalisme privé ?

La montagne Boccara accouche ici d'une souris ridicule. Il faut mettre en œuvre, nous dit-il,

« des formes radicales très profondes, visant à la fois à conserver en les modifiant des éléments du système existant et à introduire des éléments radicalement nouveaux, en pouvant aboutir, à travers une très longue phase de transition, au passage ultérieur éventuel à un autre système économique et à une autre civilisation ».

A partir de là, les propositions pratiques de Boccara relèvent d'une plate tentative de replâtrage des institutions internationales : maintien d'une BCE un peu modifiée, d'« un FMI nouveau démocratisé », etc.

DÉMOCRATIE ET DICTATURE DU PROLÉTARIAT : RÉTABLIR LA VÉRITÉ

Car, concomitamment à sa proposition d'un capitalisme modifié par l'intégration d'une « dimension sociale » corporatiste permettant d'associer la classe ouvrière et ses organisations, Boccara reprend à son compte la vieille antienne de la neutralité des institutions, celles de la V^e République, de l'Union européenne, et même du FMI. Il ose, à l'appui de cette thèse, élargir le champ de ses travestissements, au-delà du *Capital*, à l'analyse de Marx sur la Commune de Paris.

Il prétend en particulier que Marx « *fin*it par avancer dans d'autres travaux, tout particulièrement à la suite de sa réflexion sur l'expérience de la Commune de Paris, des perspectives nouvelles dépassant les contradictions de ses positions antérieures (notamment entre la "conquête de la démocratie" du Manifeste de 1848, et la dictature du prolétariat) ».

Contradiction ? Marx et Engels ont, du début à la fin de leur vie militante, considéré que la classe ouvrière devait se porter aux premiers rangs du combat pour la conquête et la défense de la démocratie politique qui, en système capitaliste, constitue le système le plus favorable à l'organisation du prolétariat, à son renforcement, à sa constitution comme classe. Elle est donc, de ce point de vue, un instrument dont la classe ouvrière doit se saisir pour prendre le contrôle de la société, ce qu'ils nomment la dictature du prolétariat. Engels écrit, par exemple : « *Notre parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme d'une République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat.* »

Citant ce passage d'Engels, Lénine (23) commente :

« *Engels reprend ici (...) cette idée fondamentale qui marque comme d'un trait rouge toutes les œuvres de Marx, à savoir que la république démocratique est le chemin le plus court conduisant à la dictature du prolétariat. Car une telle république, bien qu'elle ne supprime nullement la domination du capital, ni par conséquent l'oppression des masses et la lutte des classes, conduit inévitablement à une extension, à un développement, à un rebondissement, à une aggravation de la lutte tels qu'une fois apparue la possibilité de satisfaire les intérêts vitaux des masses opprimées, cette possibilité se réalise inéluctablement et uniquement dans la dictature du prolétariat, dans la direction de ces masses par le prolétariat.* »

Le petit bidouillage de Boccara sur démocratie/dictature du prolétariat a une fonction précise et bien actuelle : d'escamoter la question de l'Etat. Il prétend que Marx va « *insister sur les formes politiques décentralisées (et non étatiques) envisagées pour le "gouvernement des producteurs par eux-mêmes"* ». Certes, certes, certes. Mais Marx considérerait surtout que la Commune de Paris ne s'était pas donné tous les moyens permettant au prolétariat de garder le pouvoir, en particulier les moyens de coercition contre la bourgeoisie versaillaise ! « *La Commune a démontré que la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonction-*

ner pour son propre compte », écrivent Marx et Engels après l'écrasement de la Commune (24).

Quelques mois plus tôt, en pleine insurrection parisienne, Marx souligne que « *la prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la briser* (souligné par Marx — NDR) (25). La briser, Boccara, pas la réformer, l'améliorer, la décentraliser, la démocratiser, non : la briser !

LE "DÉPASSEMENT", C'EST LA PLANCHE À BILLETS

Il est frappant de constater que, finalement, l'une des principales « solutions », préconisée à de nombreuses reprises par Boccara, consisterait à faire tourner la planche à billets, sous l'égide du FMI (cf. plus haut) ou de la BCE (par exemple : « *Il y a une montée d'idées populaires nouvelles, favorisant des politiques novatrices de création monétaire, tout particulièrement à propos de la BCE.* »).

Quoi de neuf sous le soleil ? En cette année 2013, chaque mois, le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, Bernanke, injecte près de 100 milliards de dollars de monnaie de singe sur les marchés, pour tenter de colmater les brèches ouvertes dans la crise de décomposition du capital, gonflant à l'infini une dette publique au nom de laquelle des coups meurtriers sont portés contre les travailleurs, leurs droits, leurs organisations.

Certes, la création monétaire et le crédit pourraient jouer un rôle dans une économie planifiée et organisée par la classe des producteurs pour les besoins de la majorité. Mais dans le système capitaliste, quelle autre signification peut-elle avoir que d'alimenter encore plus l'économie de la dette et les marchés spéculatifs ? On

(23) *L'Etat et la révolution.*

(24) Préface à l'édition allemande du *Manifeste du Parti communiste*, 24 juin 1872.

(25) Lettre à Kugelmann, 12 avril 1871.

en voit les conséquences en Grèce, dans tous les pays de l'Union européenne, aux Etats-Unis mêmes.

La situation actuelle, ce sont des montages de capitaux fictifs qu'une classe capitaliste aux abois fait enfler sans limite pour tenter coûte que coûte de dégager des marges de profitabilité sur la base de la destruction grandissante des forces productives de la société. Sans limite... jusqu'à l'éclatement, imminent, de la prochaine bulle spéculative...

Au moment où nous écrivons, la Grèce est en faillite, Detroit est en faillite, l'Espagne est en faillite, d'autres pays européens sont au bord... ; plus de mille milliards d'euros sont concentrés par les banques européennes dans ce qu'on appelle les « bad banks » et nourrissent la plus gigantesque bulle spéculative qu'on ait jamais vue ; les montants négociés sur les marchés dérivés à l'échelle mondiale ont dépassé en 2012 le montant astronomique des 600 000 milliards de dollars, c'est-à-dire près de neuf fois le PIB mondial.

ET PENDANT CE TEMPS...

Pendant ce temps... le nombre de jeunes au chômage à l'échelle mondiale est plus élevé qu'il n'a jamais été. Pendant ce temps, le capitalisme décomposé ne cesse de semer la mort, la désolation, les guerres à l'échelle mondiale. Cela nous ramène au point de départ : la question des forces productives a toujours été et reste un fil conducteur pour les marxistes. Elle est formulée dès les premières lignes du programme de fondation de la IV^e Internationale qui, rédigé par Léon Trotsky en 1938 et s'inscrivant dans toute la continuité des analyses de Marx et de Lénine, réaffirme que « *les forces productives de l'humanité ont cessé de croître* », que « *les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir* » et que « *sans révolution socialiste (...), la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe* » (26).

Et cela à l'appui de la nécessité de résoudre « *la crise historique de la direction du prolétariat* » à laquelle se réduit « *la crise historique de l'humanité* ». Cette question des forces productives était au cœur du rapport soumis pour la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale décidant la reproclamation de la IV^e Internationale, qui précisait que :

« *C'est en relation avec le critère objectif fondamental de la révolution sociale (les forces productives ont cessé de croître, elles se transforment en forces destructives dans l'ère du capitalisme pourrissant) que nous devons examiner, d'une part, les positions dans le mouvement ouvrier officiel et, d'autre part, dans les courants se réclamant du trotskysme* » (27).

PLUS QUE JAMAIS, AVEC MARX, COMBATTRE POUR LE SOCIALISME !

Vingt-cinq ans après la chute de l'URSS, alors que la décomposition du système capitaliste met plus que jamais à l'ordre du jour le combat pour le socialisme ; alors que, dans tous les pays, les travailleurs sont confrontés à la politique des dirigeants de « gauche » dressés comme autant de chiens de garde d'un régime fondé sur la propriété privée des moyens de production à l'agonie, l'œuvre de Marx revêt une brûlante actualité.

Elle est une arme aiguisée pour la compréhension des événements, pour l'organisation du combat de classe, contre le corporatisme, pour la construction du parti. Aussi, toutes les forces attachées à la défense de l'ordre bourgeois s'acharment-elles soit à faire disparaître l'œuvre de Marx, soit à la travestir. Jusqu'à, comme Boccara (et d'autres), se réclamer du

(26) Elle a été au cœur de la déclaration de l'OCI en 1971 lors de la décision de Nixon de déconnecter le dollar de sa référence en or et de nombreuses analyses élaborées en particulier par Gérard Bloch, François de Massot et Michel Dauberny dans les années 1970.

(27) In *La Vérité*, n° 7 (nouvelle série, n° 613), août 1993, p. 26 : « *La conférence mondiale des sections de la IV^e internationale doit-elle procéder à la reproclamation de la IV^e internationale ?* »

Capital pour prôner l'instauration d'un ordre corporatiste associant capital et travail !

La IV^e Internationale et ses sections qui combattent pour l'émancipation de la classe ouvrière par la classe ouvrière elle-même ont la responsabilité de permettre aux jeunes générations de s'approprier *Le Capital* et plus généralement l'œuvre de Marx, qui reste, selon la formule de Marx « *le plus redoutable missile qui ait jamais été lancé à la tête des bourgeois* ». (28) Il s'agit d'armer la jeune génération combattante, qui, se constituant en avant-garde, mènera la classe ouvrière, les opprimés,

les exploités du monde entier sur le chemin du combat victorieux pour en finir avec un système dont la pourriture et la décomposition sont le produit de ses propres lois. Des lois que Marx a magistralement analysées et qu'il faut se réapproprier en dépit, malgré et par-dessus les falsificateurs de tous poils.

Daniel Gluckstein

(28) Lettre à Johann Philipp Becker, 17 avril 1867.

Le véritable contenu de la politique de la Ligue internationale des travailleurs (LIT)

Par Edison Cardoni

PRÉSENTATION

Le courant moréniste de la Ligue internationale des travailleurs (LIT) est l'un des courants issus de la crise de la IV^e Internationale de 1952-1953. Son dirigeant historique a été l'Argentin Nahuel Moreno, et ce jusqu'à sa mort, en 1987. La LIT a un certain poids dans plusieurs pays d'Amérique latine, surtout au Brésil, mais a une influence limitée, voire nulle, sur d'autres continents.

En 2012, la LIT a célébré son 30^e anniversaire. Des textes et des témoignages présentent la LIT comme le dernier bastion de la « morale révolutionnaire » et du « trotskysme orthodoxe ». Ces affirmations correspondent-elles à la réalité ? Cet article, sur la base d'éléments d'information et de réflexion, a pour objet de tenter de répondre à cette question (voir à ce sujet l'article de Julia Turra : « Où va le Venezuela ? », dans le précédent numéro de *La Vérité*).

Pour éclairer l'enjeu, il a fallu ajouter au texte original, terminé en janvier, des indications sur la disposition des forces par rapport aux élections du 14 avril au Venezuela.

Il est clair pour tous — et pas seulement pour les militants ouvriers — que l'impérialisme américain a prétendu utiliser la mort de Chavez, survenue le 5 mars, pour déstabiliser le Venezuela.

Un scénario a été monté de toutes pièces pour dénoncer la fraude, en réalité inexistante. Et, dès que le vote populaire du 14 avril a accordé une victoire légitime et légale à Maduro — le candidat du chavisme — avec 50,75 % des voix contre 48,98 % pour Capriles, le laquais de l'impérialisme, l'opération de déstabilisation a été mise en œuvre.

La LIT, dans un article paru le 19 avril, écrit :

« Capriles ne reconnaît pas les résultats annoncés officiellement et il exige le recomptage des voix, puisqu'il y a plus de 3 000 accusations d'irrégularité. Il a convoqué une manifestation devant le Conseil national électoral et, à partir de là, des protestations ont été organisées, quelques-unes radicales allant jusqu'à attaquer les sièges du PSUV (parti de Chavez — NDT), les Mercades (centres publics d'approvisionnement populaire bon marché), les CDI (centres publics de santé), y compris quelques habitations populaires. Conquêtes des travailleurs, ces établissements ont été défendus par les secteurs populaires et les communes. Maduro a réprimé quelques protestations qui mettaient en question la légitimité du résultat électoral. Cette crise, jusqu'à maintenant, a entraîné la mort de 8 personnes, plus de 61 blessés et 250 arrestations. »

La LIT cache que Capriles n'a présenté aucune plainte légale devant les autorités pour contester le scrutin. Elle admet que les travailleurs ont défendu les établissements officiels attaqués par les bandes de Capriles. Mais, de cela, la LIT tire comme

conclusion qu'il s'agit d'une « *crise qui a entraîné la mort de 8 personnes* ». Une « *crise* », sans dire que les morts sont des gens du peuple massacrés par les bandes que Capriles a lancées dans les rues pour « *libérer la colère* », prétextant la non-reconnaissance des résultats.

Ensuite, la LIT donne son aval à Capriles en affirmant que « *ce qui se passe au Venezuela, c'est la mobilisation d'un secteur de la population qui exige la recomptage des voix, puisque existent des accusations d'irrégularité qui pourraient constituer une fraude électorale* ». Et de conclure :

« *Pour couper la voie à la faible droite, il faut exiger du gouvernement qu'il accepte le recomptage des voix.* »

Laissons de côté, entre autres choses, le fait que cette responsabilité n'incombe pas « *au gouvernement* », mais au Conseil national électoral, qui seul peut répondre à une telle demande de recomptage (si Capriles l'avait présentée !).

Retenons simplement la parfaite similitude entre la position de la LIT et les déclarations de Roberta Jacobson, du département d'Etat des Etats-Unis, qui, le 25 mars, a plaidé pour « *des élections ouvertes, justes et transparentes* ».

Ou encore avec celles de la pléiade d'hommes politiques latino-américains soumis au capital financier (comme Vicente Fox et Fernando de la Rúa) qui ont plaidé pour un processus « *transparent, libre et équitable* ».

Ou encore celles de Capriles lui-même, qui a fait de ces accusations anticipées de « *fraude* » — toujours reprises largement par la presse pro-américaine — l'axe de sa campagne (1).

Il est pour le moins étonnant que la LIT soit capable de faire le front unique avec Capriles pour « *exiger le recomptage des voix* ». Rien à voir avec la IV^e Internationale, qui — indépendamment de sa caractérisation du chavisme — défend inconditionnellement la souveraineté du peuple du Venezuela contre toute ingérence impérialiste, ce qui implique aujourd'hui la reconnaissance des résultats proclamés par le Conseil national électoral.

Pour incroyable que cela puisse paraître pour un courant que se réclame du trotskysme et de la révolution, la position de la LIT sur le Venezuela n'est pas isolée, mais fait partie d'un ensemble cohérent dont nous allons traiter dans cet article et qui remonte aux faits liés à l'origine de la LIT à la fin des années 1970.

Il peut sembler étrange de revenir plus de trente ans en arrière. Mais il ne s'agit pas d'histoire, il s'agit de mener le combat politique pour la défense du front unique et de la démocratie ouvrière dans les rangs de la IV^e Internationale, comme le lecteur pourra le vérifier.

UNE UNIFICATION BRUTALEMENT INTERROMPUE

En novembre 1979, sur la base de la défense de la révolution nicaraguayenne et contre la répression exercée à l'encontre de la brigade Simon Bolivar, un processus d'unification s'est engagé entre le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI) et des tendances internes du Secrétariat unifié (Fraction bolchevique [FB] de Nahuel Moreno et Tendance léniniste-trotskyiste [TLT]), qui ont créé le Comité paritaire (2).

(1) Se ranger aux côtés des campagnes impérialistes, sous l'étiquette du « *trotskysme* », est la marque du Secrétariat unifié (SU) pabliste, qui a pour origine la crise de 1950-1953. Les dirigeants de l'époque, Michel Pablo et Ernest Mandel, ont procédé à une révision du marxisme. Ils ont substitué à la théorie de la lutte de classes celle de l'affrontement entre des « *camps* » et affirmé que le stalinisme « *réaliserait le socialisme à sa manière dans des siècles de transition* ». Mais le morénisme n'a pas toujours été ainsi et, par ailleurs, la LIT prétend « *avoir rompu* » avec le SU.

(2) Pour avoir résisté à la politique de Pablo-Mandel, la section française est exclue en novembre 1952. En 1953 se constitue un comité de liaison auquel elle participe avec le Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis, la Socialist Labour League (SLL) anglaise et le groupe de Nahuel Moreno (créé en Argentine et qui, en 1958, constitue le Secrétariat latino-américain du trotskysme orthodoxe-SLATO). En 1962, le SWP rompt avec le comité de liaison et accepte une réunification sans principes avec le pabliste (d'où le nom de Secrétariat unifié). Un an plus tard, le groupe de Moreno entre au SU, « *pour ne pas rester isolé* ». La section française met alors en place le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (CORQI), qui regroupe la résistance au pabliste jusqu'en 1979, lorsque la brigade Simon Bolivar (formée par Moreno, toujours au sein du Secrétariat unifié) est réprimée par le Front sandiniste du Nicaragua.

En décembre 1980, les organisations du Comité paritaire se réunissent en conférence mondiale avec plus de 150 délégués venus de 40 pays. Les *Thèses pour l'organisation (reconstruction) de la IV^e Internationale* sont adoptées et la IV^e Internationale-Centre international (QI-CI) est constituée. Elle élit un conseil général, avec un exécutif qu'intègre Moreno, et dont le siège est à Paris.

Les 17 et 18 mai 1981, le comité central de la section française, l'Organisation communiste internationaliste unifiée (OCI-U), adopte une résolution qui développe largement sa politique face au futur gouvernement Mitterrand. Son premier point s'intitule : « *Combattre les illusions sur le terrain des illusions* » (3) :

« *Il sera indispensable que la politique révolutionnaire soit conduite sur le principe "combattre les illusions sur le terrain des illusions". Nul n'en peut douter, le gouvernement Mitterrand, qui sera un gouvernement de collaboration de classes, sera considéré par les masses, durant une période, comme "leur" gouvernement. C'est seulement, et avant tout, sur la base de leur expérience pratique que les travailleurs et les jeunes tireront les conséquences de la politique de collaboration de classes. Nous devons à chaque pas montrer pratiquement le lien qui existe entre la politique de collaboration de classes et l'absence de mesures réellement anticapitalistes indispensables pour combattre le chômage et la détérioration des conditions de vie, de travail et d'études.* »

Et la résolution met en garde contre « *une application de notre politique tout à la fois dogmatique et sectaire, qui, par ailleurs, se combine toujours sur le fond à l'opportunisme* ».

Du 23 au 29 mai 1981, sur la base de cette résolution, le conseil général se réunit, présidé en bonne partie par Moreno. Parmi les décisions, une résolution sur la France. Moreno vote pour cette résolution et, dans son bilan de la réunion, il écrit :

« *Je commencerai par souligner le cas de l'OCI-U comme parti fondamental pour toute l'Internationale, car c'est en France que nous pouvons sans doute obtenir les plus grands succès, du fait de la combinaison de facteurs subjectifs et objectifs.* »

Début juin 1981, Moreno quitte Paris, peu avant la conclusion du processus électoral (le 21 juin) qui donne la formation du gouvernement PS-PCF, gouvernement de front populaire. Le 13 juillet, dans une lettre privée, Moreno signale une « *impression* » négative au sujet de la politique de l'OCI-U vis-à-vis du gouvernement. Mais, quelques jours plus tard, lors d'une dernière réunion (tenue en Amérique latine) à laquelle il participe avec d'autres membres du comité exécutif, il propose que ne soit pas discuté le point prévu sur la France.

Par courriers des 4 et 12 août, Moreno reçoit le projet de rapport du XXVI^e Congrès de l'OCI-U, soumis au comité central prévu du 22 au 24 août. Moreno décline l'invitation à cette réunion. Deux autres dirigeants « morénistes », membres de l'exécutif, également invités, justifient leur absence en raison de « vacances ». Le seul « moréniste » à y participer est Roberto Ramirez, mais il n'intervient pas. Le projet de rapport au XXVI^e Congrès de l'OCI-U est adopté et remis à l'Internationale.

Fin septembre, sans aucun préavis, Moreno envoie à Paris les plus de cent pages dactylographiées du texte « *Le gouvernement Mitterrand, ses perspectives et notre politique* », pour publication dans le journal de la QI-CI, *Correspondance internationale*, n° 13, qui, pratiquement bouclée, devait donc être entièrement refabriquée.

Dans ce texte, Moreno porte des attaques virulentes contre l'OCI-U, accusée de « *capitulation devant le gouvernement de front populaire de François Mitterrand* ». Mais il ne s'est pas encore engagé sur la voie de la calomnie et de la falsification, qu'il allait suivre dans une lettre reçue le 17 octobre par le Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI), section espagnole de la IV^e Internationale.

A partir de là, Moreno et ses amis refusent péremptoirement la discussion dans les instances de la QI-CI. Ils rejettent la convocation au conseil général destinée à organiser la discussion, ainsi que les invi-

(3) *Lettre d'Informations ouvrières*, n° 7.

tations répétées (envoyées à Moreno et à toutes les sections de l'Internationale) à participer de plein droit au XXVI^e Congrès de l'OCI-U, en décembre 1981. Un mois plus tard, en janvier 1982, la LIT est fondée (4).

“EMPÊCHER LE DÉBAT” OU “ENGAGER UNE DISCUSSION” ?

Sur le site « LIT-30 Anos », l'un des fondateurs de la LIT dit candidement :

« *Le CORQI capitulait devant le gouvernement de front populaire (...). Lorsqu'on a voulu mener le débat (...), le CORQI a refusé que la direction de ce qui est devenu plus tard la LIT, en particulier Moreno, puisse participer et mener la discussion avec la base de l'organisation que nous venions de fonder. Voilà le motif central de la rupture. Il ne s'agissait pas d'une discussion politique qui ne s'est pas menée, mais du fait d'empêcher le débat démocratique au sein de l'organisation* » (5).

« Empêcher le débat démocratique » : accusation grave, mais totalement calomnieuse lorsqu'on la confronte aux faits rappelés ci-dessus. L'OCI-U ne pouvait être accusée « d'empêcher le débat » alors qu'elle a assuré la publication du long article de Moreno dans le n° 13 de *Correspondance internationale*, largement diffusé par toute l'Internationale.

Mais un document d'un autre fondateur de la LIT dévoile la calomnie réutilisée trente ans plus tard. En tant que responsable du journal *Correspondance internationale*, Roberto Ramirez (celui qui avait participé au comité central de l'OCI-U des 22-24 août 1981, sans y prendre la parole) signe la note suivante, publiée en page 2 du n° 13 du journal d'octobre 1981 :

« *Un débat ouvert.*

(...) *Le problème de la stratégie et de la tactique face au gouvernement de front populaire instauré en France constitue l'une des questions politiques les plus importantes.*

Dans ce numéro de Correspondance internationale s'engage une discussion par la publication de deux textes. Le premier a été rédigé par le camarade Miguel Capa (pseudonyme de Moreno — NDLR) et s'intitule : “Le gouverne-

ment Mitterrand, ses perspectives et notre politique.” Le second est une réponse du camarade François Forgeue. »

Seule la « morale » de la LIT est capable d'expliquer qu'il y a un « débat ouvert, que s'engage une discussion » et, en même temps, que la « discussion démocratique est empêchée ». Avec la même « morale », la LIT recommande la lecture du texte de Moreno (Miguel Capa), mais cache minutieusement où il a été publié et la réponse qui lui a été apportée.

MORENO NIE CE QU'IL AVAIT ÉCRIT ET APPROUVÉ

Pour justifier la scission, Moreno remplace les définitions et caractérisations précises des gouvernements de front populaire par de confuses généralités. Au service de quoi ? De la totale négation de la tactique du *front unique*, qui est, précisément, la politique préconisée par Trotsky pour combattre le front populaire, en développant l'exigence que les partis à base ouvrière « *rompent avec la bourgeoisie* » (6).

(4) La LIT naît sous le signe de l'article cité de Moreno et de sa lettre au comité central du POSI, qui refusent le front unique et utilisent la méthode de la calomnie et de la falsification pour bloquer la discussion. Après, il a été clairement établi que Moreno a provoqué la scission pour avoir les mains libres en Amérique latine — comme l'a montré son alliance avec le PC argentin dans la « Gauche unie » — et pour éviter la discussion entre les organisations du Brésil (d'un côté, Convergence socialiste et, de l'autre, l'Organisation socialiste internationaliste, prédécesseur de l'actuel section brésilienne de la IV^e Internationale)

(5) Eduardo Barragan (<http://litci.org/especial/index.php/espanol>). Toutes les citations de la LIT, dans cet article, ont été recueillies sur les sites de la LIT et du PSTU-Brésil.

(6) Voir les bulletins de discussion internationale de 1981, en particulier le texte adopté par la réunion du conseil général du 21 novembre 1981, qui dit : « *L'article du camarade Capa (Moreno — NDLR) et la lettre au comité central du POSI sont contradictoires à la méthode du marxisme et au programme sur lequel a été fondée la IV^e Internationale ; ils remettent en cause les acquis de la QI-CI, la résolution sur la France votée à la deuxième session du conseil général, et les “Thèses”.* » C'est ainsi que les morénistes interrompent le processus de rupture avec le pablisme et que la LIT accompagne la crise de décomposition du mouvement ouvrier, notamment après la mort de Moreno, en 1987.

C'est dans la « *Lettre au comité central du POSI* » que Moreno pousse le plus loin une ligne de rupture avec le trotskysme :

« *Lorsqu'apparaît un gouvernement de front populaire, la tactique de front unique ouvrier s'achève. C'est pourquoi Trotsky l'appelle tactique, car elle ne s'applique pas à tous les moments du mouvement ouvrier. Par exemple, lorsqu'apparaît une étape supérieure de la lutte de classes, où les partis ouvriers entrent au gouvernement, cette tactique prend fin. La tactique est alors l'affrontement total avec ces partis, dans tous les syndicats, car ils sont les porte-drapeaux et les défenseurs directs de la bourgeoisie. S'il n'en était pas ainsi (...), quand Lénine a-t-il proposé le front unique comme ligne générale, dans l'année 1917 ? Quand la IV^e Internationale a-t-elle proposé le front unique lorsque les partis ouvriers traîtres, agents du capitalisme, étaient au gouvernement ? Et quand Trotsky a-t-il avancé le front unique avec les partis ouvriers traîtres qui faisaient partie d'un gouvernement contre-révolutionnaire ?* »

Et encore :

« *Ce que la bourgeoisie fera avec ce gouvernement n'est qu'un élément de cette analyse, mais l'élément essentiel est la dénonciation de ce gouvernement et des partis ouvriers qui le composent comme contre-révolutionnaires.* »

Moreno ignore-t-il qu'en 1917, le front unique est, de bout en bout, la tactique de Lénine pour créer l'affrontement avec le gouvernement que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires formaient avec la bourgeoisie ? Et pour Lénine, l'essentiel, ce qui passait « avant tout », c'était le combat contre la guerre, la rupture avec le « défensisme révolutionnaire » (argument des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires pour justifier la poursuite de la guerre, qui, en réalité, n'était que la défense de la « patrie » en alliance avec la bourgeoisie russe et les impérialismes opposés à celui de l'Allemagne).

Pourquoi était-ce là l'essentiel ? Car la paix correspondait aux intérêts des masses et à leur unité *contre* la bourgeoisie. La guerre était la ruine des larges masses et source de profits pour la bourgeoisie. C'est pour *imposer la paix* que les travailleurs et les paysans ont fait la révolu-

tion de Février et abattu le tsarisme. La poursuite de la guerre était le point qui unissait la bourgeoisie aux mencheviks et socialistes-révolutionnaires, auxquels la majorité des travailleurs donnaient leur confiance. Ainsi, l'exigence de « *rupture avec la bourgeoisie* » se matérialisait, d'abord, dans le combat contre la guerre. Loin d'être un simple « instrument de dénonciation », le mot d'ordre de « *paix* » (à côté de ceux du « *pain* » et de la « *terre* ») était lancé pour que le parti aide à la mobilisation des masses, pour les arracher à l'influence des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, pour gagner la majorité, en réunissant les conditions pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

La simple lecture du *Programme de transition*, programme de fondation de la IV^e Internationale, répond à la « *quête* » de Moreno :

« *D'avril à septembre 1917, les bolcheviks réclamèrent que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks rompent avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition, les bolcheviks promettaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie. Ils se refusaient cependant catégoriquement tant à entrer dans le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qu'à porter la responsabilité politique de son activité. Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets (libéraux) et avec l'impérialisme étranger, le "gouvernement ouvrier et paysan" créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat.* »

L'article de Moreno « oublie » ce que disent sur 1917 les *Thèses* qu'il avait lui-même écrites et votées peu avant. La thèse XXXV rappelle que la politique de front unique a été ce qui a permis de vaincre le coup d'Etat que Kornilov avait essayé de mener face au gouvernement Kerenski, gouvernement bourgeois, pro-impérialiste, formé par la bourgeoisie et par des « *représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans* » (Trotsky). Si, à ce moment-là, les bolcheviks avaient abandonné ce gouvernement à son propre

sort (« ce que la bourgeoisie fera avec ce gouvernement n'est qu'un élément »), Kornilov aurait liquidé la révolution en imposant un régime de terreur contre les masses.

SECTARISME ET OPPORTUNISME : LE STALINISME DANS LES ANNÉES 1930

En Allemagne, la social-démocratie (SPD) était au gouvernement, elle préservait la légalité bourgeoise, et le fascisme se développait. Par la politique de la « troisième période » (7), le stalinisme inventait le « social-fascisme » et dénonçait avec une extrême violence verbale le SPD comme « l'aile modérée du fascisme » et le principal ennemi. Il disait que si « le fascisme abattait la social-démocratie et prenait le pouvoir, cela ne durerait que peu de temps » et qu'« arriverait alors l'heure des communistes ». Pour supprimer l'obstacle représenté par la social-démocratie et ouvrir la voie à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, Trotsky a combattu avec acharnement pour le front unique du Parti communiste avec la social-démocratie contre le fascisme :

« La politique de front unique des ouvriers contre le fascisme découle de toute la situation (...). La radicalisation des masses agira sur les travailleurs sociaux-démocrates bien avant qu'ils cessent d'être sociaux-démocrates. Il faudra, inévitablement, passer des accords contre le fascisme avec les diverses organisations et fractions social-démocrates, en présentant, devant les masses, les conditions nécessaires à leurs dirigeants » (Lettre au travailleur communiste allemand du PCA).

« Le Parti communiste doit appeler à la défense des positions matérielles et intellectuelles que la classe ouvrière a conquises dans l'Etat allemand. C'est le sort de ses organisations politiques et syndicales, de ses journaux et imprimeries, de ses clubs et bibliothèques qui est en jeu. L'ouvrier communiste doit dire au travailleur social-démocrate :

“La politique de nos partis est inconciliable ; mais si les fascistes viennent cette nuit détruire le local de ton organisation, je viendrai à ton secours les armes à la main. Me promets-tu, dans le cas où cela

se produirait pour mon organisation, de venir à mon aide ?” » (Le tournant de l'Internationale communiste et la situation en Allemagne).

Dans l'histoire racontée par la LIT, cette phase cruciale est l'objet des trois lignes suivantes :

« La III^e Internationale est devenue un appareil au service de la bureaucratie stalinienne et de la coexistence pacifique avec la bourgeoisie et l'impérialisme. Cette politique a mené à la défaite du prolétariat allemand et à l'ascension de Hitler au pouvoir. »

La LIT cache que la défaite du prolétariat allemand a été le résultat de la criminelle politique *gauchiste et ultra-sectaire* du stalinisme, qui a refusé le combat pour le front unique ouvrier (PC-SPD) contre le nazisme et a centré ses actions sur l'annihilation de la social-démocratie en divisant la classe ouvrière et en permettant la victoire de Hitler sans combat, en janvier 1933, et l'écrasement du PC, du SPD et des syndicats ouvriers, ce que Trotsky a appelé « la tragédie du prolétariat allemand ».

De cette défaite de portée historique, à laquelle assistaient sans réaction les autres partis communistes, Trotsky tire la conclusion que la III^e Internationale est irrécupérable pour la révolution et engage le combat pour la construction de la nouvelle Internationale. Nier la politique de front unique, n'est-ce pas nier, dès le départ, le combat pour la IV^e Internationale (8) ?

La similitude entre la politique du stalinisme à cette époque et l'orientation sec-

(7) Troisième période : le stalinisme a inventé un schéma monstrueux selon lequel il y avait eu une « première période », de 1917 à 1924, d'ascension révolutionnaire ; une « deuxième », de 1925 à 1928, de stabilisation du capitalisme ; et une « troisième », à partir de 1928, où la fin du capitalisme serait inévitable ; à ce moment, les PC ont adopté des tactiques ultragauchistes et aventuristes.

(8) Au Brésil, le 7 octobre 1934, la politique de front unique ouvrier menée par les militants de l'Opposition de gauche, parmi lesquels Fulvio Abramo, a obtenu une victoire importante avec la tenue d'une contre-manifestation unitaire qui réunissait les trotskystes, des militants du PC, des socialistes, des anarchistes et des ouvriers sans parti, qui a dissous une réunion-provocation des fascistes sur la place de la cathédrale de Sao Paulo. Sur cette base, tout le comité régional de Sao Paulo du PC brésilien, dirigé par Herminio Sachetta, a rompu ensuite avec le stalinisme et a adhéré à la IV^e Internationale.

taire actuelle des organisations de la LIT en ce qui concerne, par exemple, Chavez au Venezuela, Morales en Bolivie et le PT au Brésil est remarquable (9).

SURGISSENT LES "FRONTS POPULAIRES"

En février 1934, **en France**, face à une tentative de soulèvement fasciste, le Parti socialiste et le Parti communiste appellent à des manifestations séparées. Les travailleurs ont tiré la leçon de la récente défaite de l'Allemagne et imposent aux dirigeants des manifestations unitaires. A partir de là, un pacte d'unité d'action PC-PS est signé. Mais la direction du PC français a réagi et a manœuvré avec l'aspiration à l'unité. Elle a dit que, pour vaincre le fascisme, il fallait élargir l'unité aux partis de la bourgeoisie, dans ce cas au Parti radical (représentant du capital financier français). Ainsi, après avoir refusé le front unique par la « gauche » sous prétexte du « social-fascisme », le stalinisme le refusait par la « droite » avec les « fronts populaires » (10).

En 1936 est élu en France le gouvernement de Front populaire de Léon Blum. Il va désarmer l'offensive révolutionnaire des masses et permettre à la bourgeoisie de réaliser une contre-offensive. Une situation semblable s'est produite **en Espagne**, à partir de la même année. Dans les deux cas, la bataille tenace est axée sur le combat pour le front unique, dirigé vers les partis social-démocrate, stalinien et centriste, sur l'exigence de « rupture avec la bourgeoisie ». Contre la « théorie selon laquelle les ouvriers avaient besoin du Front populaire » (alliance avec la bourgeoisie) pour « défendre la démocratie », Trotsky affirme :

« Nous pouvons et devons défendre la démocratie bourgeoise, mais pas avec les méthodes de la démocratie bourgeoise, avec les méthodes de la lutte de classes, méthodes qui préparent le remplacement de la démocratie bourgeoise par la dictature du prolétariat. »

FRONT UNIQUE POUR DÉFENDRE L'URSS CONTRE L'IMPÉRIALISME

La victoire du fascisme en Allemagne et en Espagne, ainsi que le barrage contre-révolutionnaire du Front populaire en France, mènent le monde à la Seconde Guerre mondiale. L'Etat ouvrier dirigé, et dégénéré, par le stalinisme va être attaqué. Dans ces circonstances, « la tactique de front unique s'arrête-t-elle » ? Pas pour la IV^e Internationale, qui défend inconditionnellement l'URSS :

« *Quels que soient les crimes de Staline, nous ne pouvons permettre que l'impérialisme mondial écrase l'URSS, qu'il rétablisse le capitalisme, qu'il transforme le pays de la révolution d'Octobre en colonie. C'est là le fond de notre défense de l'URSS* » (Trotsky, *Défense du marxisme*, « Bilan de l'expérience finlandaise », 25 avril 1939).

« *Que signifie l'expression "défense inconditionnelle de l'URSS" ? Elle signifie que nous ne posons aucune condition à la bureaucratie. Elle signifie que, indépendamment des motifs et causes de la guerre, nous défendons les bases sociales de l'URSS, si et lorsqu'elles sont menacées par l'impérialisme* » (ibidem, « *Encore sur la nature de l'URSS* », 18 octobre 1939).

« *Si Hitler lançait demain ses armées à l'assaut de l'Est, afin de rétablir "l'ordre" en Europe orientale, les travailleurs d'avant-garde défendraient contre Hitler ces nouvelles formes de propriété établies par la bureaucratie bonapartiste* » (ibidem, « *L'URSS dans la guerre* », 25 septembre 1939).

(9) A lire, dans *La Vérité*, n° 77, l'article sur le combat de la section brésilienne de la IV^e Internationale pour la défense des droits démocratiques et sur la position du PSTU, qui soutient « le jugement d'exception » par lequel le Tribunal suprême fédéral a condamné sans preuves des ex-dirigeants du Parti des travailleurs.

(10) Sur cette période et la place du combat pour le front unique, Pierre Lambert, dirigeant historique de la IV^e Internationale, décédé en 2008, disait : « *Je pense qu'il s'agit d'une position stratégique s'incluant dans le programme de la lutte pour la révolution prolétarienne. La distinction doit être faite, cependant, pour une raison essentielle : le problème de la lutte pour la révolution prolétarienne ne se limite pas simplement au front unique, bien qu'il l'inclue.* »

Pourquoi, malgré les crimes de la bureaucratie, Trotsky n'hésitait-il pas à défendre l'URSS contre l'impérialisme allemand ? Répétons-le, car il s'agissait de l'intérêt des larges masses. Il s'agissait de la lutte de classes entre la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat, pour les relations sociales construites par la révolution d'Octobre, c'était une question de vie et de mort pour des millions de travailleurs soviétiques. Empêcher que l'impérialisme détruise ces relations était une condition pour, plus tard, supplanter la bureaucratie.

Pour Trotsky, la défense de ces « *nouvelles formes de propriété établies par la bureaucratie bonapartiste* » n'altérerait en rien le combat contre cette même bureaucratie.

Et que dit la LIT ? Elle explique :

« Après la guerre, une vague révolutionnaire s'est déversée dans le monde entier. De nouveaux Etats ouvriers ont surgi à l'est de l'Europe et en Asie (...); la défaite du nazisme par l'action de l'URSS a fini par renforcer le stalinisme, qui a fini par diriger la plus grande partie de ce processus. »

La LIT transforme le stalinisme en « dirigeant de la plus grande partie du processus révolutionnaire » de la fin de la guerre, il n'est plus son principal frein contre-révolutionnaire.

Elle écarte le fait que le stalinisme a tenté de rétablir, sans succès, les Etats bourgeois détruits par la défaite du nazisme à l'est de l'Europe et, devant les processus révolutionnaires qui se sont ouverts, qu'il a imposé, par la présence de l'Armée rouge, le blocage de l'auto-organisation des masses menant à la constitution d'Etats ouvriers qui sont nés — ne serait-ce là qu'un « détail », ignoré par les rédacteurs de la LIT ? — *bureaucratisés*. Et la « défaite du nazisme par l'action de l'URSS » ?

Ils mettent sur le même plan la bureaucratie, sa politique désastreuse y compris sur le terrain militaire, et le sacrifice de millions de paysans, d'ouvriers, de jeunes, qui ont vaincu le nazisme, *malgré* la bureaucratie.

LA BUREAUCRATIE STALINIENNE DIRIGEANT... UNE RÉVOLUTION EN URSS ET EN EUROPE DE L'EST !

La LIT poursuit :

« Entre 1989 et 1991, (dans les) grands processus révolutionnaires qui en ont fini avec les régimes totalitaires de l'URSS et de l'Europe de l'Est (...), l'absence d'une alternative de direction révolutionnaire a rendu possible que ces révolutions soient dirigées par des secteurs de la bureaucratie elle-même. »

Des secteurs de la bureaucratie stalinienne, sans rompre avec le stalinisme, dirigeant une révolution pour en finir avec... « *les régimes totalitaires de l'URSS et de l'Europe de l'Est* » ! C'est la négation complète du combat de la IV^e Internationale pour la révolution politique, qui part de la défense de la propriété sociale, contre la bureaucratie, dans les pays où le capitalisme avait été exproprié.

Et, encore, « *de larges secteurs de l'avant-garde mondiale ont vu la restauration (capitaliste) comme le fruit du combat des masses* ». Au sein du mouvement ouvrier, il est habituel pour le stalinisme, puis pour le pablisme, d'attribuer aux masses la responsabilité du retard de la révolution. La LIT ignore-t-elle la caractérisation de Trotsky qui disait que la bureaucratie soviétique était restaurationniste ? Voici le pronostic alternatif du *Programme de transition* :

« Ou la bureaucratie, devenant chaque fois plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'Etat ouvrier, abattra les nouvelles formes de propriété et mettra le pays dans la voie du retour au capitalisme ; ou la classe ouvrière détruira la bureaucratie et ouvrira une issue dans la voie du socialisme. »

La LIT ignore-t-elle cela, ou bien s'agit-il d'une des « *lacunes des pronostics de Trotsky* », que, peu après la chute de l'URSS, en 1991, la LIT annonçait sans les démontrer ?

Et concernant la « *restauration capitaliste* » ? Est-ce que l'alternative a cessé d'être « *socialisme ou barbarie* » ? Les faits montrent que la chute de l'URSS a vu les clans de la nomenklatura soviétique se

décomposer en groupes mafieux se disputant le contrôle du démantèlement de la propriété sociale, comme l'affirmait l'article de *La Vérité*, n° 3 (décembre 1991) :

« *Le caractère bourgeois de la bureaucratie se manifeste aujourd'hui de façon quasi caricaturale dans la manière dont elle tente de revenir dans le lit de la bourgeoisie mondiale.*

La bureaucratie en décomposition n'est qu'une couche auxiliaire de l'impérialisme mondial, sans aucune nature nationale ; une caste d'agioteurs, de profiteurs et de mafieux disposée à se vendre et à vendre la propriété de l'Etat au meilleur prix, et même à ceux qui n'offrent rien pour elle. »

Mais pour la LIT, c'était harmonieusement achever la « *restauration du capitalisme dans les pays de l'est de l'Europe* » (tout comme en Chine et à Cuba) (11).

JUSQU'OU EST ARRIVÉE LA LIT ET OÙ VA-T-ELLE ?

Le refus du front unique a poussé la LIT à l'assimilation de l'idée inculquée par le stalinisme selon laquelle des alliances avec l'impérialisme « démocratique » (aujourd'hui « l'humanitaire ») sont admissibles pour combattre un gouvernement fasciste (ou « dictatorial », « tyrannique », voire « totalitaire »).

Dans les années 1990, la LIT a accompagné l'OTAN pour l'envoi d'armes en Bosnie et, plus tard, au groupe mafieux de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), dans le cadre de la politique de l'impérialisme de démantèlement de l'ex-Yougoslavie (12).

Sur la Libye, la LIT qualifie la mort de Kadhafi — par le biais « *d'avions français de l'OTAN et de drones américains qui ne savaient pas que l'ex-dictateur était là* » (sic !) — d'« *énorme victoire politique et militaire des masses libyennes, et un triomphe démocratique qui renforce et approfondit tout le processus révolutionnaire arabe* ».

En ce qui concerne la Syrie, la LIT reconnaît ouvertement que « *la principale direction de l'opposition à Assad est le*

Conseil national syrien (CNS), (et) la direction de l'ASL (Armée syrienne libre). Tous les deux sont pro-impérialistes : ils exigent une intervention armée de l'impérialisme. »

Et elle n'a aucun scrupule à conclure :

« *Nous sommes pour la plus large unité d'action militaire avec tous les secteurs qui combattent concrètement contre la dictature syrienne, y compris avec les pro-impérialistes du CNS et du commandement de l'ASL.* »

Etonnante affirmation ! Le premier acte de combat contre le capitalisme est le combat contre l'impérialisme. Mais la LIT affirme que le CNS et l'ASL sont « tous les deux pro-impérialistes »... pour conclure aussitôt après qu'il est légitime de réaliser des alliances avec les « pro-impérialistes ». Difficile de croire qu'une telle affirmation est la position d'un courant qui se présente comme révolutionnaire, qui se prétend « *l'avant-garde qui va balayer le capitalisme* ».

Attachée au concept de « révolution démocratique » (« arabe »), la LIT abandonne le terrain de la défense des organisations construites par la classe ouvrière. Comment peut-elle ignorer qu'en Tunisie, il n'existait aucune « large unité » avec des secteurs pro-impérialistes, mais que, bien au contraire, c'est la classe ouvrière qui a occupé la place centrale, dans le cadre d'une vraie révolution, en se réappropriant son organisation syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) ? Et qu'en Egypte, c'est la mobilisation révolutionnaire des masses qui a abattu Moubarak ?

Et la solution « démocratique » trouvée par l'impérialisme pour contenir la révolution, c'est « l'islamisme modéré », transformant les anciens ennemis en nouveaux alliés, toujours à travers des manipulations d'origines religieuses contre la classe ouvrière. Dans les deux cas, le pro-

(11) Au début des années 1990, la crise de la bureaucratie a été aussi la crise de la LIT, avec son explosion en Argentine (pays de sa plus grande organisation à l'époque, voir *La Vérité*, n° 6 et 30).

(12) Lire les articles : « *L'origine du crime organisé dans les Balkans* » (*La Vérité*, n° 65) et « *L'instrumentalisation du massacre de Srebrenica* » (*La Vérité*, n° 67).

cessus révolutionnaire n'a pas cessé d'affronter ces nouveaux défenseurs de l'ordre impérialiste.

La situation en Syrie est différente et conforte la *Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale* datée du 1^{er} mars 2012 :

« En Syrie, dès les premières manifestations, l'impérialisme et ses agents sont intervenus pour pousser à la guerre civile. Ils ont de ce fait empêché, dès les premières manifestations, toute mobilisation du peuple, en constituant des groupes militaires combattant l'armée du régime. »

Le déclenchement d'une guerre civile signifie que le peuple, pris entre deux feux, est terré, soumis à la violence et à la barbarie de tous côtés. C'est très exactement la répétition de ce qui s'est passé en Libye. Les officines et services secrets agissent délibérément pour pousser à la guerre civile et utilisent les images de combat pour justifier l'intervention militaire impérialiste. »

L'intervention française au Mali, les menaces qui planent sur toute la région, en particulier sur l'Algérie, montrent les conséquences de la politique de guerre et d'intervention de l'impérialisme, pour lequel « *il ne s'agit ni des droits de l'homme, ni de la démocratie, ni des droits des peuples, mais de la nécessité, face à la révolution, de préserver son contrôle* », et préserver ses intérêts économiques.

La LIT indique elle-même quel avenir sa politique met en perspective. Critiquant ceux qui considèrent qu'à Cuba, « *le capitalisme n'a pas encore été restauré, mais qu'il subsiste encore un Etat ouvrier bureaucraté, que là n'est donc pas posée la question d'une nouvelle révolution sociale, mais d'une révolution politique* », la LIT fait un commentaire prémonitoire :

« Quelle position (adopteraient-ils) si, comme en Libye, éclatait à Cuba un soulèvement populaire avec des aspirations démocratiques contre la dictature de Castro et que, comme cela se produirait probablement, l'impérialisme soutenait ces protestations et des directions bourgeoises et vendues ? Avec leur formulation théorique sur le caractère de l'Etat cubain et leurs arguments, il est très probable, étant donné le soutien impérialiste, qu'ils se placeraient du côté de la

défense de Castro (et d'un prétendu "Etat ouvrier") contre les masses. »

D'où nous sommes en mesure de conclure que, « *comme en Libye* », la LIT accepterait une « *alliance sur le terrain militaire* » y compris en « *présence de forces pro-impérialistes pour réaliser les aspirations démocratiques* » contre la « *dictature des Castro* » (13).

L'EXEMPLE DU BRÉSIL

Au Brésil, après la mort de Moreno, la LIT a quitté le Parti des travailleurs pour fonder le PSTU, sa plus grande section (14). En 2003, au début du premier mandat de Lula, elle a engagé une offensive de division-destruction contre la Centrale unique des travailleurs (CUT), la principale centrale syndicale du pays, née de la rupture avec le syndicalisme corporatiste dans le cadre des luttes qui ont abattu la dictature. Et elle a fondé Conlutas, qui n'est pas une centrale syndicale, car elle affine directement des organisations syndicales de base, mais aussi des étudiants et des « *mouvements* ». On va voir son rôle.

L'une des questions vitales au Brésil — pays semi-colonial, avec un parc industriel complexe, mais dépendant de l'exportation de produits agro-minéraux — est comment défendre les travailleurs et la nation face à la crise du capitalisme, ouverte en 2007, et dont les effets accélèrent une tendance à la désindustrialisation.

Début 2012, la direction de la CUT était engagée dans un « *partenariat* » avec d'autres centrales syndicales et les patrons pour soutenir, dans des meetings publics, les concessions du gouvernement aux entreprises.

Contre cette politique, des militants de la CUT de la plate-forme CUT indépendante et de lutte expliquaient :

(13) A peine quelques semaines après la conclusion de cet article, pendant la visite au Brésil de la « *bloggeuse* » cubaine Yoani Sanchez (célébrée par le journal pro-impérialiste *El País*), la LIT a affirmé qu'elle avait « *fait une critique correcte* » (NDT).

(14) Convergence socialiste (CS), à l'époque section de la LIT, a négocié avec la direction du PT son « *expulsion* ».

« Le 3 avril a été annoncé un (nouvel) "ensemble de mesures d'aide à l'industrie" qui coûtera plus de 22 milliards d'euros au gouvernement, par les réductions d'impôts et des prêts de la BNDES (banque d'Etat) à des taux plus bas aux entreprises privées.

Le gouvernement a également annoncé l'exonération de la contribution prévoyance de 20 % sur la feuille de paie pour quinze secteurs de l'économie (textile, confection, cuir et chaussures, meubles, plastiques, matériel électrique, pièces de voitures, bus, chantiers navals, secteur aérien, mécanique, hôtels, technologies d'information, centres d'appels).

En annonçant ces mesures, la présidente (de la République) Dilma (Rousséff) a dit qu'elles permettraient d'accroître la "compétitivité", et même qu'elles "préservent l'emploi et le droit des travailleurs". Mais aucune mesure concrète de stabilité de l'emploi ou qui empêche les patrons de licencier n'a été annoncée !

Il est temps de rompre avec cette "union capital-travail" et d'affirmer les propositions de la CUT pour défendre les emplois, les salaires et les droits face aux effets de la crise au Brésil et la désindustrialisation. »

Pour réaliser l'unité, « pour la défense des travailleurs et de la nation », ces mêmes syndicalistes luttent pour une marche à Brasilia avec une plate-forme de front unique anti-impérialiste.

A l'extérieur de la CUT, contrôlant Conlutas, la LIT-PSTU niait l'existence d'une industrie nationale et, en conséquence, la nécessité d'une politique de front unique anti-impérialiste pour défendre le parc industriel du Brésil contre les effets de la crise.

La LIT conforte la position de la direction de la CUT quand elle affirme :

« Ce secteur de l'industrie mobilisé pour faire pression sur le gouvernement est fondamentalement multinational. Il n'existe pas d'usines de montage à capital national ni d'usines de pièces de rechange auto. La privatisation du parc industriel brésilien par Collor et Fernando Henrique Cardoso s'est produite simultanément à sa dénationalisation. La bourgeoisie brésilienne s'en remet au capital international et transite entre sociétaire mineur et gérant d'affaires multinationales au Brésil. »

Or dans le *Programme de transition*, on peut lire que « sur la base du programme démocratique et révolutionnaire, il faut opposer les travailleurs à la bourgeoisie "nationale" ».

Les guillemets de « nationale » soulignent que, dans les pays semi-coloniaux, la bourgeoisie, qui existe, est associée à l'impérialisme comme « comprador », et qu'en conséquence, elle ne peut plus réaliser les tâches *bourgeoises* d'émancipation nationale face à l'impérialisme.

Mais pour la LIT-PSTU, il n'y a pas de grande propriété nationale des moyens de production, « ni de pièces de rechange auto », position qui devient délirante et considère achevé un processus de dénationalisation qui est en cours et qui est, précisément, source de contradictions. Tout se réduirait pour elle à une querelle entre multinationales pour de plus forts taux de rendement.

Et pour faire face à ce qu'elle appelle « la crise de l'industrie brésilienne et sa dénationalisation », la LIT pose comme condition une « rupture avec le système impérialiste et capitaliste ».

La LIT se prononce pour la rupture avec le capitalisme, mais, comme on l'a vu, elle n'est pas pour la rupture avec l'impérialisme.

Cependant, le premier acte de la rupture avec le capitalisme est la rupture avec l'impérialisme. Dans les pays semi-coloniaux, c'est la condition pour mener une politique révolutionnaire. Mais la LIT se satisfait des discours « radicaux » pour la rupture avec le capitalisme dans un futur incertain, et en attendant que ce jour arrive... elle reste main dans la main avec l'impérialisme.

De nos jours, l'offensive de destruction des forces productives, asphyxiées par les relations de production capitaliste, se concentre dans l'offensive pour la destruction des nations.

Tout verbiage « radical » pour la « révolution », contre le « système capitaliste », ne vaut rien si l'on abandonne comme tâche et critère dans la lutte de classes la lutte contre l'offensive impérialiste et pour la défense de la souveraineté nationale.

1944 : «UNITÉ D’ACTION DES ALLIÉS ET DES PARTISANS»

On comprend pourquoi, lors du meeting de la LIT à Buenos Aires, le 1^{er} décembre 2012, l’intervention de clôture a été particulièrement significative.

L’orateur s’en est pris à

« *la position d’une grande partie de la gauche et du castro-chavisme de soutien au dictateur Assad en Syrie. Il y a une unité d’action, disent-ils, entre les rebelles et l’impérialisme. Bien entendu que cela a existé. La même unité d’action qu’il y a eu dans le débarquement des Alliés en Normandie et les partisans contre Mussolini.* »

Cela n’a rien à voir avec la IV^e Internationale qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, a combattu sous l’occupation nazie sur la base d’une ligne d’indépendance de classe et a toujours refusé de rentrer dans le Conseil national de la résistance du général de Gaulle (voir *La Vérité*, n° 71), contrairement aux stalinienis qui y sont entrés en défendant l’alliance avec la « bourgeoisie démocratique » pour « vaincre le fascisme », position que la LIT récupère aujourd’hui !

Il est vrai que la situation pendant la Seconde Guerre mondiale était complexe, mais la IV^e Internationale n’acceptera jamais de se ranger du côté de la bourgeoisie. Pour la IV^e Internationale, les travailleurs allemands en uniforme restaient des travailleurs et la tâche des trotskystes était de les aider à se soulever contre leur propre bourgeoisie.

C’est tout le contraire de ce que faisaient les stalinienis, qui, au moment du débarquement des alliés en Normandie, écrivaient dans la « une » de *L’Humanité*, datée du 22 août 1944, en lettres capitales, le titre honteux « *Mort aux boches* », et, deux jours plus tard, le non moins honteux « *A chaque Parisien son boche* », complété du sous-titre « *Aux armes ! Aux armes !* » (cette ardeur « patriotique » stalinienne ne manque pas de rappeler ce que dit aujourd’hui la LIT : « *La lutte de classes en Syrie se traduit dans le langage des fusils, le tonnerre des canons, le com-*

bat acharné, maison par maison, pour avancer sur les positions de l’ennemi ». Qui serait « l’ennemi », dans l’expression « maison par maison » ? Les divisions ethniques ou religieuses utilisées par l’impérialisme pour désagréger et détruire ne trouvent-elle pas là du soutien ?

Pendant l’occupation nazie, dans les conditions de la clandestinité, les trotskystes français ont édité *La Vérité* sous la forme d’une feuille ronéotypée. Une édition spéciale, avec le titre : « *Que faire lors du débarquement ?* », appelait les travailleurs à ne pas « *servir de domestiques à Eisenhower et à de Gaulle pour rétablir la domination impériale du patronat français* ». Et elle lançait l’appel, diamétralement opposé à la « guerre patriotique » demandée par le stalinisme :

« *Fraternisez avec les soldats allemands, anglais et américains !* »

C’est là, pour la IV^e Internationale, la tradition internationaliste à préserver.

Edison Cardoni

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue éditée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



ISSN 0294-359X